

SILENCE

ÉCOLOGIE
ALTERNATIVES
NON-VIOLENCE

N°205
JUIN 96

23 F

G7

MERIEUX
REPREND
L'INITIATIVE

Énergie
DES POMMES
SOUS LE SOLEIL
DE L'HIMALAYA

Bouteilles
plastiques
LE RECYCLAGE
AU POINT MORT

Société
LES MEDIAS FACE
AU MOUVEMENT
SOCIAL



POUR DES RADIOS ACTIVES

Sommaire

Pour des radios actives

- Histoire des radios-locales de Louis Sate..... page 4
- Les nouveaux enjeux de Eric Comte..... page 6
- Francophonie : le débat tronqué de Louis Sate.....page 7
- Radios de Découverte de Maurice Morel.....page 9
- Radio-Libertaire de Perline.....page 9
- Radio-Plurielle de Yvan Jossen.....page 10
- Radio-Dio de Christine Berton.....page 11

- Société..... page 12
- Santé..... page 13
- Femmes..... page 14
- Environnement..... page 15

- Bouteilles plastiques : le recyclage au point mort de Michel Bernard..... page 18

- Alternatives..... page 20

- Energie : des pommes au soleil de l'Himalaya de Joël Jenin..... page 22

- Nucléaire..... page 25

- G7 : Mérieux reprend l'initiative de Michel Bernard..... page 26

- G7 : Programme des contre-manifestations..... page 27

- Nord-Sud..... page 29

- Paix.....page 30

- Politique..... page 31

- Les médias face au mouvement social d'Eric Marquis..... page 32

- Livres..... page 36

- Courrier..... page 38

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 5 mai 1996.

Tout le monde participe !

Contrairement à ce qui était annoncé dans notre numéro d'avril, le mois de février n'a pas battu les records de dons... c'est seulement le deuxième score car en se replongeant en arrière, nous avons trouvé mieux : en octobre 93, nous avions collecté 10 550 F.

Entre mars 93 et février 96 inclus, nous avons reçu 567 participations provenant d'environ 350 personnes (certains en sont à leur quatrième chèque). Le chèque moyen est de 260 F mais quelques gros dons tirent la moyenne vers le haut. Le chèque le plus courant est de 100 F.

Les départements ayant le plus de donateurs sont :

- Rhône (58)
- Isère (38)
- Paris (26)
- Essonne (17)

- Bouches-du-Rhône (16).
- Haute-Garonne (13)
- Nord (12).
- Hérault (11)
- Côte d'Or (11)
- Ain (11)

Les départements les plus généreux sont :

- Hautes-Alpes (11858 F)
- Rhône (11480 F)
- Nord (9190 F)
- Isère (6230 F)
- Paris (5500 F)
- Aude (5200 F)
- Haute-Savoie (5200 F)
- Aveyron (3200 F)
- Loire (2810 F)
- Alpes-Maritimes (2800 F)

Alors que nous avons des abonnés partout, huit départements ont toujours un score vierge : la Corse, l'Eure, le Lot, la Manche, la Haute-Marne, les Hautes-Pyrénées, la Haute-Vienne, l'Yonne.

Oh, les groupes !

Vous êtes de plus en plus nombreux à nous envoyer des communiqués, des annonces de vos activités. C'est très bien, mais ensuite, vous nous demandez pourquoi on n'en a pas parlé. La principale raison ce sont les délais. Comme nous sommes un mensuel, nous prenons le temps de vivre et il se passe un certain temps entre le moment où nous recevons votre courrier et celui où le lecteur nous lit (au moins quinze jours entre la clôture d'un numéro et sa lecture). Actuellement, plus d'un tiers des communiqués reçus arrivent trop tard ! Pour ne pas passer directement à la trappe, il faut regarder l'encadré situé en bas à droite de cette page. Nous y indiquons deux mois

à l'avance, les dates à respecter. La clôture des articles concerne la limite pour qu'un article signé d'un auteur passe dans la revue : c'est le jour où l'on se réunit pour en discuter. Ce que l'on appelle clôture des brèves est la limite pour glisser une annonce. Ok ?

Et le fax ? Hein, pourquoi il n'y a pas de fax indiqué dans Silence ? Parce que là aussi, on prend le temps de vivre : notre boîte aux lettres fonctionne tous les jours, alors pourquoi attendre le dernier moment pour envoyer un fax ? Par le courrier, ça prend deux jours, mais ça permet de mettre des photos, de nous envoyer des originaux et également des petits mots doux.

SILENCE

"Ecologie, alternatives et non-violence"
9 rue Dumenge, 69004 LYON
Tel: 78.39.55.33.
C.C.P. 550 39 Y LYON

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanc sans chlore par Atelier 26 - Lorient - Tel: 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos, dessins compris).

N° de Commission paritaire: 64946

N° ISSN 0756-2640

Date de parution : 2ème trimestre 1996

Tirage : 3 700 ex.

Editeur : Association Silence

Président : Dominique Zanda
Vice-Présidente : Perline
Trésorière : Myriam Cognard
Administrateur : Jacques Caclin-Mpouma

Réalisation du journal

Directeur de publication : Dominique Zanda
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard
Michel Jarru
Publié : Eve Malafosse
Relations commerciales : Claude Crotel
Documentation : Christian Glasson
Rédaction : Francis Vergier
Sylviane Poulenard
Michèle Dussou-Delorme

Conseillers scientifiques : Roger Bernard
Richard Grantham
Jacques Grinevald
Henri Persol
Henri Pezard
André Picot

Dessinateurs : Alho
Mulio
Lasserpe

Correctrices : Catherine Forestier
Chantal Grosollard

Conception maquette : Hubert Pilson

Expédition : Maloin
Deborah Blache
Christiane Chapon
Loïc Gaudin
Bernard Perez
Vincent Martin
Christian Rony
Xavier Sérédine
Myriam Travassolo
Raymond Vignal
Suzanne Vignal
Georges David
Alain Claude-Gallié
René Hamm
Eric Marquis
José Oria
Mireille Oria
Jean-Luc Thierry
Christine Berton
Eric Comte
Joël Jenin
Yvan Jossen
Maurice Morel
Louis Sate

Correspondants :
El pour ce numéro :

Couverture :
© Radio-Dio

Souscrivez et gagnez un jeu "Sortir du nucléaire"

Afin de compléter la somme nécessaire à l'achat de notre part au sein de la société propriétaire de nos locaux (150 000 F sur 660 000 F), nous vous invitons à faire un don à notre compte "Un toit pour l'Ecologie". Et pour vous encourager à participer, nous enverrons un jeu "Sortir du nucléaire" à toute personne qui fait un don d'au moins 100 F.

Utopistes comme nous sommes, quand on a vu arriver 10 000 F en février, on s'est dit "super, dans trois mois la souscription est finie"... Eh puis, plus grand chose. On aimerait bien un dernier sursaut de nos lecteurs, chacun à son niveau : 100 F, 50 F, 10 F, ce que vous voulez, mais un petit chèque. Une participation de tous et on finit cette opération qui dure depuis bientôt trois ans : faites le calcul, il ne manque que 15 F par abonné.

En avril, on ne se découvre pas d'un fil !

On a seulement reçu :

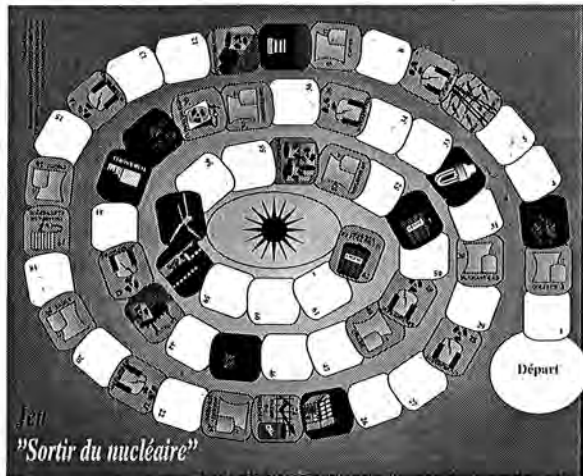
Boulègue (Haute-Saône) 200 F

Désiré (Aisne) 100 F

Peronne (Yvelines) 300 F

Total Avril : 600 F

Reste à trouver : 29 550 F



Pour participer au journal

N°206-207 - Juillet-Août

Comité de rédaction et clôture des articles :

vendredi 24 mai à 20 h

Clôture des brèves :

vendredi 31 mai à 12 h

Expédition :

vendredi 14 juin à 18 h

N°208 - Septembre

Comité de rédaction et clôture des articles :

samedi 22 juin à 14 h

Clôture des brèves :

vendredi 9 août à 12 h

Expédition :

vendredi 23 août à 18 h

Ce journal est réalisé en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Un repas à 21h30 est offert par Silence.



EDITORIAL

Par ouïe dire

Q

uelle douceur de pouvoir se carapater au fond de son lit pour écouter son émission préférée, quel bonheur de pouvoir aller et venir chez soi accompagnée de programmes choisis, quel plaisir de travailler avec, en fond sonore, une compagnie sonore diversifiée.

Sans compter les messages secrets, pas toujours discrets, qui permettent d'organiser la résistance, ici ou ailleurs.

Radio, média difficile à fabriquer, facile à zapper. C'est le média le plus difficile qui soit.

Avantage pour celui qui écoute, handicap pour celui qui la fait. Comment retenir, par ce seul sens qu'est l'ouïe, un individu qui vous trompe avec une autre activité ?

C'est là toute la particularité de la radio, c'est là l'indispensabilité de la radio, c'est l'autonomie que donne la radio.

A condition que, comme les autres médias, ne soient pas seuls capables d'émettre les détenteurs d'argent, les passeurs de publicité. Une radio vivante doit se doter de moyens techniques, de moyens humains, souvent sans filet : non seulement les paroles ne s'envolent pas toujours, mais elles ne sont pas relues par le rédac'chef...

L'existence des radios paraît aller de soi. Et pourtant, elles sont, ou pourraient être, une liberté supplémentaire. Et c'est bien comme cela que l'entendent les gouvernants qui remanient la direction de la radio nationale dès qu'ils arrivent au pouvoir.

Preuve qu'il faut s'attacher à cette liberté, fondamentale, de la presse et de l'information.

PERLINE

POUR DES RADIOS ACTIVES

HISTOIRE DES RADIOS LOCALES

Il y a eu une époque, en France, où seul l'Etat avait le droit de faire de la radio. 4 ou 5 radios privées émettaient sur les grandes ondes à partir des pays périphériques et étaient donc appelées *radios périphériques*. En 1969 une petite entorse était faite à cette loi avec la naissance de *Radio Campus* à Lille. Pas de quoi satisfaire cependant l'appétit de ceux qui rêvaient de démocratie des ondes.

de faire parler de luttes en provoquant le monopole d'Etat que de défendre l'idée de la libération des ondes. En 1978, les premières associations revendiquant le droit aux radios libres naissent avec l'"association de libération des ondes" et la "fédération nationale des radios libres".

Le PS entre dans la danse et Mitterrand s'exprime au micro de Radio Riposte dont on saisit rapidement le matériel. Giscard ne

gauche entre à l'Elysée. Les anciens animateurs de Radio Riposte ne peuvent faire moins qu'autoriser la création des radios locales.

Georges Fillioud, ministre de la communication, multiplie les précautions pour éviter les dérives commerciales (statut associatif, interdiction de publicité, limitation de la puissance des émetteurs). Mais le ton est donné, c'est l'époque des expériences les plus folles, les plus inutiles et les plus drôles. Après quelques mois de "Commune radiophonique", la réalité du quotidien se rappelle aux radios libres. Les commerciaux commencent une guerre d'usure pour faire admettre la publicité, de nombreux bénévoles retournent à d'autres combats après s'être enivrés d'ondes qui n'avaient de magique que le parfum de l'interdit. Les trois ou quatre ans qui suivent vont voir plusieurs aménagements tenter de stabiliser la bande FM. Le fonds d'installation distribuera quelques subsides aux radios libres à partir de 1983. En 1984 le

"Libérées" en 1981, les radios locales commencent aujourd'hui seulement à trouver leurs marques.

En 1976, les pionniers rêvent de l'Italie, où plus de 600 radios locales sont rapidement nées après la libération de la FM, ou bien de Radio Caroline qui, d'un bateau, nargue les autorités anglaises depuis 1964.

Les luttes écologistes vont rencontrer les radios libres. En 1976, Radio Active émet dans la région lyonnaise pour appeler au rassemblement contre Superphénix. Radio Verte, à Paris, en 1977 relaie à deux ou trois occasions les idées des listes de Paris. Ecologie. La même année, Radio Fessenheim et Radio Libre 44 sont créées à l'initiative des anti-nucléaires. La CGT se manifeste et lance une dizaine de radios pour soutenir ses luttes, notamment à Longwy où Radio Lorraine Coeur d'Acier obtient quelques succès médiatiques. Ces expériences ponctuelles sont autant l'occasion

comprend pas l'enjeu politique et durcit le ton en s'enfermant dans une répression qui ne fait que survivir la cause des radioteurs en herbe. La création de stations localisées ne répond pas aux besoins qui s'expriment. 1981 arrive et la



gouvernement cède face aux commerciaux et crée trois catégories de radios (les commerciales, les associatives avec pub et les associatives sans pub). Pour contrebalancer l'autorisation de la publicité, un fonds de soutien est créé pour aider les "sans pub" et sera officialisé en 1986.

Les années noires de la FM commencent là où s'arrête l'enthousiasme de beaucoup. Peu à peu, les radios locales "vendent" illégalement leur fréquence aux commerciaux qui entament un nouveau combat : se servir des radios locales pour établir des réseaux de radios nationales. Nouvelle lutte pour les faiseurs de fric qui gagnent sans que le gouvernement ne lutte vraiment. Les réseaux existent de fait et c'est le développement des Nostalgie, NRJ ou autres Fun. En 1994 le "communiqué 281" viendra officialiser tout cela en créant 5 catégories de radios.

Digérant leur illusions perdues, les radios associatives trouvent peu à peu leurs marques et font à nouveau parler d'elles depuis quatre ou cinq ans. On s'aperçoit qu'à côté des radios d'Etat et des commerciales, des radios de proximité auraient un rôle à jouer dans le retissage du lien social. Les dérapages, programmés ou non, des animateurs de Sky ou Fun radio aidant à prendre conscience des dangers d'une bande FM entièrement consacrée aux radios commerciales.

Cette réflexion sur la nécessité de la rénovation de la bande FM s'accompagne aussi de la découverte des nouvelles technologies de la communication et des lois européennes. Les radios devraient donc, de nouveau, subir de nombreux changements. Le modèle français, envié à l'étranger car il permet, malgré ses défauts, un soutien aux radios associatives, sera-t-il copié au niveau européen ou sacrifié sur l'autel de l'argent ? Réponse dans quelques mois.

Louis SATE

LE SYSTEME FRANCAIS

La France dispose depuis 1984 d'un système de régulation de la bande FM souvent envié dans le monde car il accorde une place confortable aux radios non commerciales. Ce système peut se résumer en 5 mots.

CATEGORIE : Les radios sont réparties en 5 catégories.

La catégorie A regroupe les radios associatives.

La catégorie B, les radios commerciales locales ne diffusant pas de programmes nationaux.

La catégorie C, les radios commerciales diffusant en partie un programme national.

La catégorie D, les radios commerciales ne diffusant que des programmes nationaux.

La catégorie E, les stations de Radio France.

FONDS DE SOUTIEN : L'originalité du système français repose sur la création d'un fonds de soutien qui finance les radios associatives. Ce fonds de soutien est alimenté par une taxe parafiscale de 0,5% prélevée sur les recettes publicitaires de l'ensemble des médias audiovisuels.

RECETTE : Les radios associatives peuvent bénéficier d'une aide du fonds de soutien et avoir des ressources propres mais leurs recettes issues de la publicité ne peuvent pas excéder 20% de leur chiffre d'affaires.

RESEAU : Certaines radios sont affiliées à un réseau et ne diffusent un programme local que quelques heures par jour. D'autres conçoivent un programme entièrement local. L'appartenance à un réseau ne préjuge pas du caractère associatif (TSF, Fourvière...) ou non (NRJ, Europe 2...) de la station.

CSA : Le CSA attribue, gratuitement, pour chaque région, tous les 5 ans, une autorisation d'émettre après avoir signé une convention avec le radiodiffuseur concerné. Le CSA est chargé de vérifier l'application des conventions et des lois, c'est le gendarme de la bande FM. Il est, entre autres, chargé de faire appliquer les fameux quotas.

BIBLIOGRAPHIE

"La passion radio, 23 expériences de radio à travers le monde", Berqué Pascal, Syros Alternative, Paris 1993.

"Les radios locales", les dossiers de l'INA, La Documentation Française, Paris, 1996.

"Les radios de proximité", Tievant Sophie, La Documentation Française, Paris, 1986.

"Guide des radios locales associatives", SJTI, Paris 1991.

"Au coeur des radios libres", Jean Benetiere et Jacques Soncin, L'harmattan, Paris, 1989.

"Inter radio", revue de l'Association mondiale des artisans de radios communautaires (1), 3575 bd St Laurent 704 Montréal Québec H2X2T7.

(1) Au Québec, une radio communautaire est une radio de proximité.

FEDERATIONS

• **AMARC**, Association mondiale des artisans de radios communautaires, 3575 bd St Laurent 704 Montréal Québec H2X2T7.

• **CNRL**, Confédération nationale des radios libres, 42 rue du faubourg Montmartre, 75009 Paris.

• **ANAREMS**, Association nationale des radios en milieu scolaire, 4 rue du Général de Gaulle, 25130 Villers le Lac.

• **Féarock**, fédération des radios rocks, BP 4015, 31028 Toulouse.

• **ANCRD**, Association nationale pour la création des Radios de Découverte, 14 bis rue de Roubaix, 42000 Saint-Etienne.

• **FERL**, fédération européenne des radios-libres, BP 42, 04300 Forcalquier.

POUR DES RADIOS ACTIVES

LES NOUVEAUX ENJEUX DES RADIOS ASSOCIATIVES

Après une période brouillonne, mais pleine de créativité, la radio a perdu de son charme. A la fin des années 80, l'esprit n'était plus à la liberté mais aux affaires, les radios ne devaient pas échapper à cette règle. Les radios locales se

La proximité, l'intérêt pour ce qui se passe près de chez soi, la recherche de l'aventure au coin de la rue, est un des éléments qui marque le plus les changements d'attitude des auditeurs ces dernières années. Cela fait les beaux jours du "19-20" de France 3, cela

nombreux atouts. Elle est tout d'abord d'une technologie assez simple. Une antenne, un émetteur relié à un petit studio, et le tour est joué si vous êtes un peu bricoleur. Cette simplicité d'utilisation et d'entretien explique aisément le développement des radios dans les pays pauvres. Question coût, là aussi, la radio présente des avantages. Avec 100 000 francs, vous pouvez commencer à monter votre studio. Si vous n'êtes pas très exigeant ou si vous êtes débrouillard, ces coûts peuvent même être réduits. Bien sûr le budget de nombreuses radios, surtout quand elles possèdent des permanents, devient plus élevé. Mais cela reste toujours faible en comparaison des autres moyens des communications.

Notons enfin que l'accès à la radio est gratuit pour les auditeurs.

Les enjeux

Après l'euphorie initiale et le trou noir qui a suivi, la FM associative se trouve aujourd'hui à un nouveau tournant. Les stations se redynamisent et transforment profondément leurs habitudes. Elles travaillent de plus en plus en réseau - réseaux confessionaux par exemple -. Les radios communautaires (ethniques) se développent ce qui répond à des besoins, tout en mettant à jour le risque du ghetto. Face à cette évolution, la législation doit évoluer, le seul statut associatif n'étant plus suffisant pour cerner les enjeux.

Si les radios locales ont déjà parcouru du chemin, il reste encore des très nombreuses démarches à explorer.

sont fait petit à petit récupérer. Les années noires de la FM associative arrivaient. Avec les années 90, juste retour du balancier, les *associatives* qu'on appelle aujourd'hui *locales* retrouvent de la vitalité.

Des besoins s'expriment

Le comportement des auditeurs s'est modifié depuis le début des années 90 et rend l'avenir des 600 radios associatives moins sombre. La crise de confiance envers les grands médias, qui a éclaté avec la guerre du Golfe, pousse de nombreux auditeurs à rechercher une autre forme d'infos, plus sobres, moins sophistiquées. La recherche d'informations pluralistes, le zapping, avec ses bons et mauvais côtés, rend les auditeurs plus sensibles à l'information diffusée sur les ondes locales.

incite les médias nationaux à réaliser des décrochages locaux, cela rend attrayant les radios locales.

De plus en plus d'auditeurs ne souhaitent plus seulement être passifs face au spectacle des médias, ils souhaitent s'exprimer, communiquer, devenir acteur du monde qui les entoure. Qui mieux qu'une radio locale peut leur permettre de devenir animateur ou de réagir aux propos tenus ?

Enfin la zone de diffusion d'une radio est souvent à l'échelle d'un bassin de vie notamment dans le monde rural. Avec la presse locale, la radio devient instinctivement l'animateur privilégié, de ce territoire.

Un outil facile à utiliser

Pour répondre à ces attentes, la radio locale dispose de

Les radios associatives locales trouvent toute leur utilité pour les raisons que nous avons énoncées. Encore faut-il qu'elles sachent affronter les obstacles qui s'annoncent et se renforcer. Les batailles que se livrent leurs syndicats ou fédérations apparaissent aujourd'hui désuètes. Les réseaux d'échanges de services et d'informations restent aujourd'hui encore trop embryonnaires. Les relations doivent aussi se développer avec d'autres médias alternatifs ou d'autres mouvements de citoyens. La formation des permanents et bénévoles est indispensable pour garantir une meilleure qualité de programmes. La refonte du fonds de soutien, qui ne correspond plus aujourd'hui à la situation des radios, doit être abordée sans crainte par les radios associatives. Est-il normal qu'une station de Radio Fourvière qui diffuse trois heures de programme par jour reçoivent plus d'argent qu'une radio qui diffuse 24 heures de local ? Évidemment non.

Les pouvoirs publics auraient tout intérêt à accompagner le travail des radios locales en créant des statuts en fonction de la spécificité de leur démarche (Radio de Découverte, Radio d'intérêt public local...). Les collectivités locales pourraient aussi aider les radios locales afin de leur permettre de jouer pleinement leur rôle d'animateur du territoire.

En Europe, le modèle français qui finance des radios associatives à partir d'une taxe parafiscale sur les recettes publicitaires est envié. Mais les radios françaises auraient tort de se contenter de la défense de ce système. Les radios libres ont besoin de dépasser la simple (mais nécessaire) notion de radio associative. Le paysage de la FM va se modifier, notamment avec l'arrivée des nouvelles technologies. Pour répondre à des besoins de plus en plus pressants les radios libres se doivent d'être imaginatives.

Eric COMTE

POUR DES RADIOS ACTIVES

FRANCOPHONIE

LE DEBAT

TRONQUE

Les réseaux FM se sont déchaînés pour dénoncer le quota de diffusion de 40% de chansons francophones qui leur est imposé depuis le 1er janvier 1996. Au delà du fait de savoir si vous préférez entendre dans votre poste Jean Ferrat ou Patrick Bruel plutôt que Sting ou Bob Marley, il est intéressant de comprendre quelles sont les motivations réelles de ces quotas et de souligner quelles pourraient en être les conséquences.

A l'heure de la libéralisation de l'économie et du développement des nouvelles technologies de l'information (satellites, internet, radios et télévisions numériques, multimédias...) le village-planète se met concrètement en place et le risque est grand de voir s'installer une néo-culture mondiale uniformisée, aseptisée, dont le sourire de Mickey et la bouteille de Coca Cola seraient les symboles. Les artistes français avaient déjà soulevé ce problème au moment des accords

Le risque est grand de voir s'installer une néo-culture mondiale uniformisée, quel est alors le rôle de la francophonie ?

La loi sur l'audiovisuel de février 1994, dite loi Carrignon, du temps où l'homme qui est tombé à l'eau était ministre des ondes et de la communication, impose aux radios, par son article 12, de diffuser une "proportion substantielle d'œuvres musicales créées ou interprétées par des artistes français ou francophones avec, avant le 1er janvier 1996, un minimum de 40% de chansons d'expression française dont la moitié au moins provenant de nouveaux talents ou de nouvelles productions". Le débat suscité par l'application de cette loi, qui paraît simple au premier abord présente plusieurs aspects.

du GATT. Nos éminents experts internationaux avaient accepté d'accorder une exception culturelle à la loi du "tout marchand". Les quotas se situent dans cette logique : protéger notre culture contre l'uniformisation imposée par les lois du "tout libéral" et les progrès de la technologie.

Une langue est le moteur d'une culture et il n'y a pas besoin d'être franchouillard pour avoir envie de défendre notre culture, notion qui va bien au-delà du simple domaine musical. Le débat actuel sur la notion de service public montre bien qu'il existe un modèle français de société qui, sans

être immuable, doit être défendu dans de nombreux domaines. Il est sans aucun doute du rôle de l'Etat de prendre des mesures pour protéger notre langue et notre culture si elle est menacée. La loi sur les quotas n'est donc pas sans fondement.

Une loi réserve parfois quelques surprises dans l'interprétation de ses décrets d'applications. Dans le cas de la loi Carrignon, l'affaire se complique lorsque l'on essaye de définir les chansons francophones et les nouveaux talents. Ne seraient comptabilisées dans les 40% que les productions sur CD ayant déjà été diffusées sur un bassin de 6 millions d'habitants. Autrement dit la plupart des petits artistes ne sont pas concernés. De plus, les talents ou les productions doivent dater de moins de six mois. Au terme de cette loi, instaurée pour la défense de la francophonie, sont donc exclus Piaf, Bobby Lapointe, ou Téléphone, pour cause de vieillesse, et les petits artistes "en devenir" pour cause de jeunesse. En fait, la loi Carrignon vise à développer un espace radiophonique de promotion au service de quelques artistes francophones afin de leur assurer une grosse part de marché sur le territoire français pour être susceptibles de se vendre à l'étranger et de rivaliser commercialement avec les américains. Bienvenue à Céline Dion et Vanessa Paradis.

Une deuxième critique qui a été faite au quota a été de dire qu'on ne pouvait pas protéger la francophonie uniquement par des lois "protectionnistes", coercitives, et qu'il fallait soutenir la scène

musicale française dans son ensemble pour lui permettre d'être dynamique. Yves Duteil, nommé "monsieur Chanson" par le gouvernement, et le Ministre de la Culture Philippe Doust-Blasy semblent s'être rangés à ces arguments et ont proposé une série de mesures de soutien à l'ensemble de la filière musicale française. Des aides aux salles de spectacles seront créées, des dispositifs de garantie bancaire, rappelant les avances sur recettes dans le cinéma, seront mis en place, la TVA sur le disque sera réduite, des actions de promotion des artistes seront engagées, les semaines de la chanson permettant de sensibiliser les élèves à la musique seront poursuivies. Les conséquences de telles mesures seront à apprécier sur le terrain d'ici quelques mois.

Le discours sur la francophonie peut être sympathique. Il peut aussi facilement dériver sur la xénophobie. L'anti-américanisme a souvent été utilisé dans le discours d'une partie de l'extrême-droite française. Méfions nous de ceux qui souhaitent dresser autour du "territoire national" des murs de l'Atlantique pour ne pas se laisser envahir par l'étranger. Une langue et une culture sont vivantes et elles s'enrichissent des cultures étrangères. Ainsi, le français est le résultat du métissage du latin, du grec, de l'arabe, du celte... Aujourd'hui, la musique se renouvelle au contact des influences africaines ou noir-américaines. L'avenir de la francophonie passe donc par son ouverture sur le monde et non pas par le repli sur Chateauroux.

Au passage, il est amusant (tristement amusant) de voir l'Etat français revendiquer le droit à la sauvegarde de son identité culturelle après avoir passé le 20ème siècle à essayer de détruire les identités régionales. Rappelons que la France n'a toujours pas signé la charte européenne de respect des langues minoritaires et que les langues régionales sont toujours la cinquième roue du carrosse de notre Education Nationale.

Enfin n'oublions pas que derrière le discours culturel sur la francophonie se cache une réalité politique et économique. La francophonie est souvent, pour le gouvernement, une façon de conserver sa zone d'influence issue de son histoire coloniale. La culture utilisée par l'économie américaine pour s'ouvrir de nouveaux marchés est aussi, pour l'économie française, un moyen de conserver ses marchés en Afrique. RFI reste encore, malgré quelques efforts, la voix de l'Elysée dans le monde et les échanges entre la France et les autres pays francophones se réalisent majoritairement à sens unique.

La loi sur les quotas, malgré de nombreuses maladroites, est peut-être nécessaire pour soutenir les artistes français. Mais le développement des nouvelles technologies et la libéralisation du marché rendront rapidement caduque cette loi. Le rêve du "tout libéral" est de détruire les identités locales afin de standardiser les besoins et les goûts de 6 milliards de consommateurs. Le véritable challenge est de savoir comment faire pour que la mondialisation, pour que le village-planète ne coïncide pas avec la "cocalisation" de l'ensemble des sociétés. Quelle est aujourd'hui, à l'heure du satellite et d'internet, la place des cultures minoritaires ? Comment préserver les identités autochtones et indigènes sans les enfermer dans des réserves culturelles ? Quel peut être l'apport de ces cultures dans la résolution des problèmes actuels ? Vaste débat auquel ni les quotas, ni le discours actuel sur la francophonie ne permet de répondre.

Louis SATE



POUR DES RADIOS ACTIVES

LES RADIOS DE DECOUVERTE

Qui n'a pas fait le constat désastreux de l'uniformisation des cultures mondiales par le rouleau compresseur d'une certaine culture américaine basée sur le profit ? Et celui du succès grandissant d'émissions vulgaires ? Et celui

ont envie de découvrir et de faire découvrir à leurs auditeurs d'autres espaces, d'autres utopies, d'autres imaginaires.

S'appuyant sur l'expérience des cinémas d'"Art et d'Essai" qui réalisent avec succès depuis 1986 un travail d'éducation au ciné-

"Radios de Découverte". Il s'agirait de créer un label avec des droits et devoirs attachés qui reconnaîtrait et aiderait le travail que réalisent certaines radios locales en faveur de la sensibilisation aux cultures ou aux œuvres culturelles peu connues en France.

Le rôle joué par les "Radios de Découverte" pourraient se classer en quatre catégories :

Le soutien à la scène locale : L'objectif de ces radios locales serait d'animer leur territoire afin de faire "sortir" les auditeurs de leur confort domestique, de promouvoir les artistes locaux, de soutenir les lieux de convivialité.

La découverte de talents méconnus : L'objectif premier des "Radios de Découverte" serait de donner leur chance aux artistes en devenir, à ceux qui perceront demain ou à ceux qui, juste un moment, ont l'énergie pour s'exprimer. Les oreilles des "Radios de Découverte"

De même que les salles "Art et Essai" permettent la survie des films d'auteurs, il serait bon d'envisager la création de "Radios de Découverte".

du mépris de l'auditeur que manifestent de plus en plus de stations FM ? La liste est longue des reproches que l'on pourrait adresser aux médias dont la "démonopolisation" promise au nom du "mieux disant culturel" s'est traduit par la création d'un nouveau marché où tout est bon pour vendre de l'audimat ?

Nous pensons que cette évolution n'est pas inéluctable. La diversité des cultures est une richesse que l'on doit préserver. Notre propre culture mérite d'être connue et de s'enrichir de l'apport des cultures étrangères. Les auditeurs ne sont pas seulement des consommateurs qui doivent être convaincus d'acheter la dernière nouveauté. La radio est un outil puissant sur la quelle on peut parier pour œuvrer dans ce sens. A condition que l'auditeur connaisse cet outil pour pouvoir le critiquer, pour pouvoir se l'approprier. A condition que les radios laissent sur leur antennes du temps de liberté pour que s'exprime tout ce qui ne s'écoute pas entre une pub pour une pizza et l'annonce du dernier attentat. A condition que les pouvoirs publics laissent un espace sur la bande FM pour des radios qui

ma et de soutien au cinéma non commercial, des radios associatives ont proposé la création d'un statut de

RADIO-LIBERTAIRE, 15 ANS D'EXCEPTION

Mai 1981, ce n'est pas seulement la droite gauchiste au pouvoir, c'est aussi la décision de créer Radio-Libertaire qui n'avait pas encore de nom ! La Fédération Anarchiste n'imaginait certainement pas que 15 ans plus tard, sur la place de Paris et des environs où elle rayonne, Radio-Libertaire serait connue de toutes et que l'immense majorité des Franciliens l'auraient écoutée au moins une fois.

Le 3 septembre 1983, une semaine après la saisie du matériel de Radio-Libertaire par le gouvernement socialiste - fin août, comme tous les mauvais coups - 5000 personnes défilaient à Paris, symboliquement muettes contre ce déni de liberté d'expression. Deux ans avaient suffi pour montrer les particularités et l'importance d'une radio libertaire sur les ondes.

Ni exclusivement animée, ni exclusivement écoutée par des membres de la Fédération anarchiste, Radio-Libertaire, dont l'indicatif est le *Temps des cerises*, malgré ses problèmes techniques et de qualité, variables au cours du temps, n'a jamais lâché et n'a jamais été lâchée par ses auditeurs.

C'est la preuve qu'elle a sa place, et pour longtemps encore, sur les ondes.

Actuellement, Radio-Libertaire cherche à se loger dans de nouveaux locaux - 32 m2 c'est un peu juste... - et toutes les aides sont les bienvenues.

PERLINE

Radio-Libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris.

A lire : "Radio-Libertaire, la voix sans maître" de Yves Peyraut, Ed. Monde Libertaire, 1991.

FRÉQUENCE PARIS PLURIELLE, LA VIE EN RAGE

Située à la confluence de trois centres - une mégapole mondiale, une capitale d'Etat, une constellation sulfureuse de villes de banlieue - Fréquence Paris Plurielle joue sur ces trois claviers. Ses studios accueillent groupes, tribus, clans, communautés de Paris et de l'Île-de-France, ses animateurs rencontrent associations et individus, artistes et élus, comédiens et quidams éparpillés dans une société dont ils sont les pores et les mailles, les luttes et les déchirements.

Fréquence Paris Plurielle émet depuis le 5 septembre 1992. Indépendante des forces politiques, des puissances financières et des groupes de presse, elle est libre et indépendante. Contrairement à la majorité des radios parisiennes musicales, monothématiques, communautaires ou confessionnelles, Fréquence Paris Plurielle est généraliste et tout public.

Sa charte, inspirée de celle qui unit les 115 radios de la CNRL, fait d'elle un média laïque, féministe, attaché aux droits de la personne, attentif à l'environnement, non soumis aux impératifs marchands et respectueux de la déontologie des journalistes.

Parmi les personnalités qui ont soutenu sa création, citons Mouloud Aounit, Jack Ralite, Michel Polac, Jean Ferrat, Albert Jacquard, Abraham Serfaty, Maurice Rajsfus, Patrick Braouezec, Antoine Comte, Edgar Morin, Colette Magny, Jean Ziegler, Jean-Luc Bennaïm, Jean-Pierre Brard, Mohammed Harbi, Jacques Gaillot, Gilles Perrault...

Chiffres

Fréquence Paris Plurielle émet 24 h sur 24, à partir d'un studio de direct et d'un studio de production. Son bassin d'écoute recouvre Paris et 40 km alentour, soit un potentiel de 10 millions d'auditeurs. De 10 émissions et 20 animateurs au début, Fréquence Paris Plurielle est passée à plus de 70 émissions originales et 150 animateurs. Près de 10.000 invités et plus de 1.000 associations se sont exprimés sur son antenne.

Grille des programmes

Les questions abordées sur Fréquence Paris Plurielle sont liées à son bassin d'écoute comme aux régions les plus éloignées de la planète.

Le social : parmi les émissions consacrées aux thèmes sociaux citons celles concernant le chômage, l'écologie, la prison, le sida, le handicap, le racisme, le fascisme, la vie des banlieues, le féminisme, le sport, l'urbanisme, l'université, le logement (émission animée par le DAL).

Des émissions sont assurées par les principales associations de l'immigration : Maghreb, Afrique noire, Turquie, Kurdistan, Portugal, Amérique latine.

La culture : les émissions culturelles informent sur le cinéma, le théâtre, l'urbanisme, la philosophie, la poésie, la littérature, les médias, l'histoire de Paris, la télévision (mangas, BD).

La musique couvre une plage allant de l'opéra au rap, en passant par la chanson française, les musiques brésilienne, africaine, antillaise, latino-américaine, le jazz, le rock, la techno, la musique classique, le reggae.

L'information : l'information, générale et de proximité, est assurée sur l'ensemble de la grille et dans un agenda quotidien.

Financement

Le budget de Fréquence Paris Plurielle, d'environ 400.000 francs, provient du Fonds de soutien à l'expression radiophonique (FSER), du Fonds d'action sociale, du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD). 200.000 francs sont réservés aux frais de diffusion et le reste sert au fonctionnement quotidien de la radio. Nombre de radios de même format disposent de budgets dix fois supérieurs, voire soixante fois dans le cas de O'FM, qui dispose de 24 millions de francs par an (Libération, 6/11/95).

Avenir

La radio veut produire des émissions toujours plus attentives aux refus et aux révoltes, aux expérimentations culturelles, aux interrogations sociales et politiques, au désir de transformation sociale.

Yvan JOSSEN

Responsable des programmes

Fréquence Paris Plurielle, 1063. FM, 129, av. du Pdt. Wilson, 93210 La Plaine-Saint-Denis, tél. 42 43 33 50, studio 48 13 00 99, fax 49 17 00 53.

pourraient aussi se porter vers ceux qui ont, dans le passé, créé des œuvres intéressantes. Histoire de se rappeler ou de donner une deuxième chance.

La découverte de cultures étrangères : Les "Radios de Découverte" essaieraient de promouvoir des cultures ou des œuvres, pas forcément nouvelles, mais qui font toute la richesse de notre bonne vieille Terre. Pour relativiser ou resituer l'importance de notre culture. Un regard particulier serait porté sur les pays francophones.

La sensibilisation du public : Les "Radios de Découverte" ne se serviraient pas du public mais se mettraient à leur service. Pour que ce souhait ne soit pas un vœux pieux, il faut que le public ait une démarche active et connaisse bien l'outil radio. Le développement du bénévolat au sein des radios associatives, des clubs d'auditeurs, devrait permettre au public de prendre la parole, d'orienter les politiques de rédactions des radios, de créer des lieux de dialogues. Les studios-écoles, qui permettent d'apprendre aux enfants des centres sociaux ou des écoles le fonctionnement d'une radio, sont des expériences à développer pour rendre l'auditeur critique vis-à-vis de la bande FM.

Pour une créativité multiculturelle

Ce travail ne saurait se limiter à seul un genre musical. Le jazz, le blues, le rock, les musiques traditionnelles, la musique mondiale ont tout intérêt à voir se développer les "Radios de Découverte". Pas plus à la seule promotion de quelques chansons nouvelles aussi intéressantes puissent-elles être. Les radios présentant des émissions littéraires ou réalisant des émissions de critiques de cinéma sont concernées par ce statut, tout comme les radios explorant d'autres formes d'expression, comme le conte ou la lecture publique. La création radiophonique trouve bien sûr toute sa place dans cette démarche.

Les réseaux entre radios locales, avec l'étranger notamment, méritent d'être soutenus car ils sont une manière originale d'échanger des cultures, de tisser des liens informels en dehors des fameuses *auto-routes de l'information* que l'on voudrait trop rapidement nous faire prendre. Le développement de l'informatique et des moyens de télécommunications peuvent être des opportunités à saisir pour tisser ces réseaux alternatifs.

LIBRE SAUVAGE IMPERTINENTE : RADIO DIO

Tout commence en 1981. François Mitterrand n'est pas encore élu et certains piratent la bande FM ; histoire de dire tout haut ce que peu d'auditeurs entendent... A Saint-Etienne, elle s'appelle "Radio Bosseigne" mais aussi "Radio Portail Blues", ça dépend des fois et des animateurs. Mais c'est la même petite radio qui, une fois le candidat socialiste devenu président, deviendra officiellement *Radio Dio*, un délire de copains qui partagent les mêmes idéaux de liberté et d'auto-gestion. L'avenir de leur association, ils n'y songent pas. Plus qu'au jour le jour, l'antenne se construit artisanalement, d'heure en heure. Et c'est l'effervescence, comme un peu partout sur la très déraisonnable FM : des chansons engagées aux émissions qui ne le sont pas moins, en passant par des expériences rigolotes (les premiers micro-trottoirs) aux plus fantaisistes (le frémissement du blanc d'oeuf dans la poêle!).

Faite de bric et de broc, *Radio Dio* n'en poursuit pas moins un objectif autour duquel, malgré leur apparence hétéroclite, s'articule l'ensemble des émissions : le but est alors de donner la parole à ceux qui sont exclus des médias. Et en 81, ça veut dire du monde ! Quinze ans plus tard, si certaines minorités ont quitté l'antenne, estimant avoir bénéficié d'une avancée des mentalités, d'autres en revanche éprouvent toujours le besoin d'intervenir régulièrement sur l'antenne. C'est donc, d'une certaine façon, un reflet de la société qui s'entend sur *Radio Dio*, et plus généralement sur l'ensemble des radios associatives : ainsi, aujourd'hui encore (et qui s'en étonnera) la communauté maghrébine ressent la nécessité d'une diffusion de sa culture ("La Voix du Migrant", "Maghreb-Orient", "Sables Dorés", "Tafat"). Autre émission maintenue depuis 13 ans, "la Clé des Ondes", relais radiophonique et téléphonique entre les détenus et leurs familles.

Enfin, toujours pour illustrer l'idée de reflet (modeste!) des évolutions ou régressions de la société, on peut citer l'exemple des homosexuels. Après le début des années 80, années de revendications d'une identité et d'une reconnaissance, plus que de droits, revendications qui s'exprimaient notamment par les ondes ("Module Gay"), les homosexuels ont

ensuite quitté l'antenne. Quelques années plus tard, l'apparition du SIDA amenait alors une autre génération à vouloir s'exprimer publiquement ; la revendication cédait alors la place à l'information et à la prévention ("SIDA en tête").

Aujourd'hui, outre ces émissions spécifiques, *Radio Dio* est à la fois thématique et généraliste. Thématique par sa coloration musicale : le choix du rock alternatif, qui remonte à 1990, permettait à notre station de poursuivre son objectif initial et de mettre en place une grille de programmes plus cohérente. Généraliste par l'ensemble des émissions ou magazines qui, chaque jour ou chaque semaine, proposent des infos de tous ordres (politiques, sociales, associatives, culturelles,...).

Si, en 1989, *Radio Dio* a connu sa traversée du désert, son choix de programmation, appuyé par une équipe de 5 permanents et une centaine de bénévoles, lui a incontestablement permis aujourd'hui d'être à la fois connue et reconnue. Si, pendant quelques temps, la dérive du "tout musical" a constitué une réelle menace, un recadrage des objectifs a permis de maintenir le cap d'une radio d'expression.

En 1996, *Radio Dio* prouve quotidiennement sa capacité à divertir et informer, à promouvoir la nouvelle chanson francophone ainsi que les autres musiques du monde, à rester une radio de proximité sans pour autant limiter son champ d'expression aux problèmes de son environnement immédiat.

Si l'esprit qui anime aujourd'hui notre station nous développe un dynamisme certain, une ombre plane toutefois sur nos antennes ; quel avenir (économique et technologique) pour les radios associatives locales ?

Des radios qui, si elles se fédèrent (citons en Rhône-Alpes, le CORREX qui regroupe 11 stations associatives en milieu urbain), entendent bien garder leur indépendance et leur spécificité : deux notions fortement menacées par des mesures aussi variées que la mise en place de quotas, la diminution du fonds de soutien, le non-engagement des collectivités locales,...

Christine BERTON

trot et soit repéré par un label qui décide de le distribuer en France. Peut-on citer l'exemple de radios qui ont ouvert une boîte au lettre sur internet à la disposition de ces animateurs qui farfouillent à travers le monde à la recherche d'informations sur leur passion. Doit-on rappeler l'exemple de ces étudiants en journalisme qui apprennent une partie de leur métier dans les radios locales ? Que penser de cette radio, en contact quotidien avec une équipe d'alpinistes qui font un 8 000 dans l'Himalaya, permettant ainsi aux élèves de la zone d'écoute de poursuivre un travail pédagogique initié avec les alpinistes avant leur départ ? ... A travers ces anecdotes, on voit la volonté des "Radio découvreurs" de ne pas se laisser imposer par quelques grosses compagnies la culture que nous devons aimer demain.

La définition de "Radio de Découverte" ne tient pas derrière une série d'émissions plus ou moins originales, mais dans une démarche dont le maître mot serait curiosité.

Vers une reconnaissance officielle ?

Le Ministre de la Culture Philippe Doust-Blasy a donné un écho favorable à cette proposition de statut de "Radios de Découverte". Yves Duteil, nommé Monsieur Chanson du gouvernement, a annoncé, lors de sa conférence de presse du 30 janvier 1996, que les "Radios de Découverte" seraient un des éléments forts pour permettre le développement d'une scène musicale française. De nombreux espoirs sont donc permis.

Ce travail de découverte est déjà effectué par de nombreuses radios qui réalisent de la découverte sans le savoir. Mais la création d'un statut spécifique est nécessaire car elle permettrait de bien identifier ces radios, de les mettre en réseau pour pouvoir développer des axes de travail en commun. Elle permettrait aussi d'approfondir la réflexion sur leur rôle et leurs possibilités.

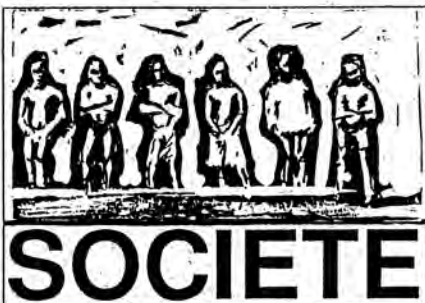
Au delà de l'enjeu propre lié au label de *Radio de Découverte*, la création de ce statut bouleverserait le monde de la FM : ce serait la première fois que le gouvernement reconnaîtrait l'apport positif de radios associatives par rapport à un travail spécifique.

Maurice MOREL

membre fondateur de l'"association pour la création d'un label de Radio de Découverte".

On n'a pas idée des réseaux informels qui se créent à travers l'outil radio. Comment expliquer que Greg Swain, un chanteur

new-yorkais, réponde à l'invitation d'un animateur de radio locale avec qui il correspondait depuis cinq ans, réalise un petit concert dans un bis-



TELEVISION ET VIOLENCE DES ENFANTS

Des enquêtes menées aux USA ont démontré l'impact des messages de violence transmis par la télévision sur les comportements des enfants. Léonard Erón fit une recherche auprès de tous les enfants de 8 ans du comté de Columbia à New York en 1960. Il trouva une étonnante corrélation statistique entre l'agressivité des enfants et la quantité de violence observée à la télévision. 11 ans plus tard, en 1971, l'enquête réalisée auprès des mêmes individus (agés alors de 19 ans), montra que *"la corrélation entre la vue de la violence à l'âge 8 ans et l'agressivité des individus de 19 ans était encore plus élevée que la corrélation entre la vision de la violence des enfants de 8 ans et leur agressivité à ce même âge. Il semble y avoir un effet cumulatif"*. Dix ans plus tard encore, soit en 1981, l'enquête réalisée sur les mêmes personnes, alors âgées de 29 ans, montra que ceux qui étaient déjà les plus agressifs à 8 ans, avaient été, à l'âge adulte, plus souvent en état d'arrestation pour ivresse, dans la conduite automobile, pour crimes violents, ou pour brutalités envers leurs épouses. De même leurs enfants étaient également plus violents. Ainsi les auteurs de ces enquêtes pouvaient affirmer que *"l'agression est une conduite apprise, elle est apprise à un âge très jeune et la violence des médias est l'un de ces éducateurs"*. D'après un article de Ann Arbor, de l'Institut pour la recherche sociale, University de Michigan (Source : "Surarmement pouvoirs démocratie" Andrée Michel, Ed. Harmattan)



ELEVAGE : POHLMANN EN PRISON

Anton Pohlmann s'est rendu célèbre par la dimension de ses poulaillers. Il est le plus gros producteur d'œufs en Allemagne. En France, il avait essayé d'implanter un poulailler de 300 000 poules en Champagne, Pohlmann a défrayé la chronique en 1995 quand, pour se débarrasser d'un élevage de 80 000 poules atteintes de salmonellose, il les tua en coupant simplement la ventilation. Le mécontentement des consommateurs et des autorités a été croissant. La goutte d'eau a été le fait qu'un employé d'un poulailler est tombé dans le coma après l'utilisation d'un produit de traitement à base de nicotine contre la gale. Les autorités de Basse-Saxe ont fermé trois poulaillers et Anton Pohlmann a été placé en préventive depuis le mois de février. La Confédération Paysanne, très active contre cet industriel souhaite voir interdire l'élevage des volailles en batterie au niveau européen. Contact : Confédération Paysanne, 17 place de l'Argonne, 75019 Paris.

PARIS : LA RONDE DES SANS-PAPIERS

Après un répit dans les locaux du Théâtre de la Cartoucherie de Vincennes, le groupe de près de 300 personnes a finalement pu s'installer dans des locaux désaffectés de la SNCF dans le XIIIème arrondissement après des négociations menées par le syndicat SUD. Côté soutien des associations, un conflit a opposé les délégués des Africains à SOS-Racisme. Les Sans-Papiers exprimant leur ras-le-bol de voir SOS-Racisme n'être présent que lorsque les caméras sont là. Le ton est rapidement monté et SOS-Racisme a dû quitter les lieux. De nombreuses autres associations (GISTI, Cimade, Droits devants, MRAP...) aident les Sans-Papiers dans leur lutte contre une application des lois Pasqua qui révèle jour après jour ses incohérences. Depuis le début de cette campagne, 7 Maliens ont été expulsés. Le 2 mai, une cinquantaine de personnes dont une dizaine de femmes ont commencé une grève de la faim.



EMPLOI - OFFRE

• Agir Ici, association de solidarité internationale, spécialisée dans le lobbying et les campagnes d'opinion, 14 passage Dubail, 75010 Paris, tél : (1) 40 35 07 00, embauche son **secrétaire national**. Il ou elle supervisera les campagnes et les actions en cours au sein d'une équipe de huit personnes. Fortement motivé(e) par les objectifs d'Agir Ici. Formation supérieure. Aptitudes rédactionnelles. Anglais courant. Connaissance informatique. Capacités d'animations confirmées. Expérience souhaitée dans l'interpellation de décideurs économiques ou politiques. Poste à Paris. Rémunération selon grille et expérience. CDI à partir du 1er sept. Limite de candidature : 5 juin 1996.

EMPLOI - DEMANDE

• **Réf 205.01**, Loir et Cher (41), diplômée de l'institut de droit rural et d'économie agricole, spécialisation en droit rural et développement local, bonne connaissance du milieu agricole, grand intérêt porté aux activités de transformation de produits de la ferme et du tourisme rural. Plusieurs expériences dans ces domaines. Désire exercer des activités d'animation, de conseils, de formation... auprès d'agriculteurs ou d'organismes ayant vocation à créer de telles activités en milieu rural. Ecrire au journal qui transmettra.

OBJECTEUR - OFFRE

• FRAPNA-Isère, 5 place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 76 42 64 08, offre trois postes d'ob-



PETITES PHRASES

"La gaieté est la moitié de la santé" Proverbe tchèque.

GUERRE DU GOLFE : VACCINS ET ENFANTS MALFORMES

Plus de 45 000 soldats américains ayant combattu contre l'Irak souffrent aujourd'hui de symptômes divers et inexplicables. On compte de plus un nombre anormal d'enfants malformés parmi leur descendance. Premier accusé : la présence d'uranium appauvri dans les roquettes et les blindages des chars. Cette explication est aujourd'hui jugée peu crédible : les doses de radioactivité dégagées sont extrê-

mement faibles et le temps d'apparition des maladies ne correspond pas à celui d'une irradiation (la radioactivité à faibles doses provoque des maladies à long terme alors qu'ici les troubles sont apparus très vite). Une autre hypothèse est maintenant retenue : avant leur départ, des vaccins ont été utilisés pour protéger les soldats d'éventuelles attaques biologiques. La combinaison des vaccins avec le Deet, un insecticide vaporisé sur les uniformes pourrait être la cause des maladies. Si seulement 45 000 des 700 000 soldats sont aujourd'hui malades, 65 % de leurs enfants présentent des troubles divers. (source : Courrier International 14 décembre 1995)

VACHE FOLLE : PIRE QUE LE SANG CONTAMINE ?

Richard Lacey, un imminent microbiologiste anglais, avait alerté les autorités dès 1989 des risques de transmission à l'homme de la maladie dite de la "vache folle". Il ne fut pas écouté et pour protester, il démissionna de son poste au sein de la Commission des produits vétérinaires. Aujourd'hui, il annonce qu'après 7 ans de consommation de viandes contaminées dans toute l'Europe, on peut s'attendre à des milliers voire des millions de morts dans les 10 à 30 ans à venir. Après le sang contaminé, l'amiante, la vache folle... Combien de scandales et combien de victimes de notre politique du fric à n'importe quel prix ? (source : Politis, 18 avril 1996)

SOUTIENS-GORGE : COULEURS DANGEREUSES

Selon la revue allemande Öko-Test, sur 30 modèles de soutiens-gorge de couleur analysés, huit étaient dan-

gereux, la sueur provoquant la libération de métaux lourds allergènes et de benzidine (un produit cancérigène) contenus dans les colorants. La revue conseille de porter des soutiens-gorge en coton, blanc, et si possible non-traités. (source : Tam-Tam, avril 96)

VIN ET FEMMES ENCEINTES

Une étude de l'Inserm montre que le niveau intellectuel des enfants baisse quand la mère boit du vin même modérément pendant sa grossesse. (source : Médecines Douces, mars 1996)

CONTRACEPTION DANGEREUSE

L'utilisation d'un contraceptif que l'on place sous la peau, dans le bras, semble présenter des dangers particuliers. 359 utilisatrices britanniques ont attaqué la firme pharmaceutique à la suite des effets secondaires observés. 58 parlementaires britanniques ont demandé l'interdiction de cette méthode contraceptive. (source : Tam-Tam, mars 1996)

teur, 1 : gestion de fichiers pour relations publiques, associations, journaux, adhérents ; connaissance informatique, rigueur, sens relationnel. 2 : aménagement du territoire, aide à des études dans les domaines transports, urbanismes, pollutions ; études supérieures en géographie ou en écologie. 3 : maquettiste pour la revue mensuelle de l'association ; connaissance XPress, Illustrator, photoshop sur Macintosh. Envoyer lettre de motivation et CV.

• L'association des amis de la réserve de l'île de la Platière, réserve naturelle, rue César Geoffroy, 38550 Sablon, tél : 74 84 35 01, offre un poste d'objecteur à l'automne 96 pour animation et accueil du public, suivi scientifique (hydrologie, ornithologie, botanique... selon compétences), encadrement de CES.

• Association Bileuxoise, ABCDE, 04330 Bileux, tél : 92 34 22 53, offre poste d'objecteur pour animation astronomie à l'Observatoire du Mont Chiron. Permis souhaitable, logement gratuit, possibilités observations personnelles en écologie (observatoire en ZNIEFF).

• Le Mouvement international de la réconciliation, MIR, 114 rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél : (1) 45 44 39 42, mouvement œcuménique travaillant pour la justice et pour la paix par la non-violence inspirée par l'évangile, recherche deux

objecteurs pour assurer le secrétariat national du MIR et le secrétariat des Cahiers de la Réconciliation, revue du MIR. Les deux postes sont à Paris.

OBJECTEUR - DEMANDE

• Astier Nicolas, quartier Beauvezet Nord, St-Alexandre, 30130 Pont Saint-Espirit, tél : 66 39 40 80 cherche, pour février 1997, poste d'objecteur dans l'humanitaire ou l'écologie, de préférence à l'étranger. Diplôme DUT Chimie, option analyse adaptée à l'environnement.

RECHERCHE

• Ecole Bonaventure recherche un minibus pas cher pour le ramassage scolaire (un don serait le bienvenu !). Faire offre à : Bonaventure, 35 allée de l'Angle, Chaucré, 17190 Saint-Georges-d'Oléron.

• Afin de réaliser une exposition sur la paix, nous cherchons les textes des chansons suivantes : "Biribi, les fayots" (Les quatre barbus), "Les voyageurs" (Gilles Vignault), "Après les drapeaux" (Tachan), "Le Serpent" (Imago), "Miss guéguerre, merde à Vau-ban" (Léo Ferré), "La guerre, la petite juive" (Maurice Faron), "Le sabre et le goupillon" (Jean Ferrat), "Cadarache" (Hélène Martin), "Bura Bura" (Colette Magny), "Regarde les" (Cathé-

rine Sauvage), "La gloire, l'enfant mort" (Francesca Solleville), "Chansons engagées" (Mouloudji), "Chansons et complaintes des soldats" (Chant du monde), "Chansons contre" (Marc Ogerat), "Chansons pour vivre" (Claude Vinci), "Terres mutilées" (Disques du Cavalier), "Quand un soldat - La Bombe" (Francis Lemarque), "Tant pis pour Verdun" (Lévy Escudero), "Les Hommes - La triste chanson" (Jacques Debronckart). Si vous les avez, envoyez-les à : H. Terrenoire, Libre Pensée, 9 rue Félix Perraud, 03700 Bellerive-sur-Allier.

• Les Amis de la Terre de Toulouse, Henri Bouchard, 10 rue d'Auriol, 31400 Toulouse, tél : 61 53 23 21, cherchent les coordonnées de vidéos sur le thème du tramway moderne.

• L'association U Levante, RN 193, 20250 Corte, tél : 95 46 05 85, cherche à obtenir le document suivant : "Le tavignano en Corse, étude du bassin versant après les retombées de l'accident de Tchernobyl" dont les auteurs sont Ottavi L. et Charlent O., présentée au Symposium International de Radioécologie de Cadarache en mars 1988. Cette brochure semble avoir disparue des références dans les ministères. Est-elle "top secret" ?

VILLEGIATURES

• "Lou Valat", un hameau bloff

dans les Cévennes, vous propose des stages pendant l'été : danses, accordéon, guitare, violon, percussions, chant, conte, dessin, écriture, astronomie, théâtre, randonnées. Vie collective. Pour plus de renseignements : 72 44 20 06.

A VENDRE

• Vends en un seul lot la collection complète du "Sauvage" reliés en 2 volumes "pleine toile", et collection complète de la "Gueule Ouverte" reliés en 2 volumes "pleine toile" au prix de 4500 F. Tél : (1) 48 77 65 01.

Les annonces de Silence sont gratuites pour les offres d'emplois et pour les postes d'objecteurs. Pour les autres rubriques, elles sont réservées aux abonnés : joindre un bandeau d'expédition ou un chèque correspondant à un abonnement.

Pour passer une annonce domiciliée au journal, joindre en plus, un chèque de 30 F. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe timbrée, écrire au crayon le numéro de l'annonce sur l'enveloppe puis glisser le tout dans une autre enveloppe que vous envoyez à Silence. Silence se réserve le droit de ne pas publier des annonces qui lui déplaisent.



PETITES PHRASES

"Ce que le Bangladesh est en train de vivre illustre tristement le principe selon lequel l'esprit religieux est l'obstacle le plus grave à la construction d'une société où la femme a la possibilité de vivre, au plein sens du terme. (...) J'ai acquis la conviction que la religion constitue la barrière la plus redoutable à la libération de l'esprit, à la justesse du discernement et à la liberté d'expression." Taslima Nasreen Le Monde 8/3/96.

GUERRES D'HOMMES ET FEMMES VICTIMES

Pendant la guerre du Golfe, les femmes ont été systématiquement écartées des télévisions occidentales sous prétexte que la guerre devait être racontée par des hommes. Pourtant les femmes auraient de quoi raconter : si la guerre est faite à plus de 90 % par des hommes, plus de 80 % des 46 millions de réfugiés dans le monde sont des femmes. (source : Femmes et violences, Ed. l'Harmattan)

USA : HARCELEMENT SEXUEL

Début avril 96, la commission fédérale de l'égalité pour l'emploi (EEOC) a déposé plainte contre les dirigeants de l'usine Mitsubishi de Normal (Illinois) pour ce qui pourrait être la plus grosse affaire d'harcèlement sexuel jamais mise en avant dans le pays. Des plaintes de femmes ont provoqué une enquête qui a révélé que les employés se livraient régulièrement à des "tripotages, pelotages et attouchements" ; que l'on retrouve un peu partout dans les ateliers des dessins sexuellement explicites ; que les plaisanteries douteuses sont courantes ; que lorsque les femmes protestent, leur tra-

vail est saboté ; certaines femmes ont révélé avoir dû accepter des rapports sexuels pour conserver leurs emplois et d'autres ont été poussées à la démission pour avoir refusé. L'usine emploie 4000 personnes et plus de 300 femmes ont déjà accepté de témoigner.

AFRIQUE DU SUD : RECORD FEMININ

Avec 101 femmes députées sur un parlement de 400 membres, l'Afrique du Sud a battu le record de représentativité des femmes dans une démocratie.

SOUDAN : FEMME ELUE

Pour la première fois depuis l'indépendance du pays en

1953, une femme, Alawiya Moussa, a été élue députée au Soudan. Elle était opposée à l'est de Karthoum, à 7 hommes. Elle a été élue en ayant le soutien d'un groupe islamiste. (source : Al Quds al-Arabi in Courrier International du 4 avril 1996)

IRLANDE : PAS DE DIVORCE AVANT 1998 !

Le référendum ayant autorisé le divorce en Irlande est bien passé, mais les procédures juridiques pour le faire appliquer ne sont pas encore en place. Les lois et les décrets d'application ne devraient sortir qu'entre maintenant et début 1997 et ce n'est qu'ensuite que les époux séparés pourront se tourner vers les tribunaux pour demander le divorce. Pour commencer la procédure, il faut prouver que le couple vit séparé depuis au moins quatre ans, et ensuite l'ensemble des démarches administratives prend encore 18 mois.

Conclusion : les premiers divorcés ne le seront légalement au mieux qu'en 1998. (source : Solidarité Irlande, hiver 1996)

BOUCHES-DU-RHONE : HEBERGEMENT EN SURSIS

Le centre d'hébergement et de réadaptation sociale d'Istres a vu passer depuis quinze ans environ 5000 femmes en grande difficulté : femmes battues, mères avec enfants à la rue...

Spécificité de ce centre : les femmes sont suivies jusqu'à ce qu'elles soient effectivement réinsérées et non placées dans un autre foyer.

Le nouveau maire d'Istres, le socialiste Jacques Siffre, a décidé que ce centre n'avait pas d'intérêt et a supprimé les aides de la commune. La directrice a mené une grève de la faim en avril. Une pétition a réuni plus de 9000 signatures sur la commune. Ce sont finalement les services de l'Etat qui ont accepté de combler ce qui manquait au budget. Le centre est donc pour le moment sauvé.

Reste une interrogation : comment un maire socialiste peut-il se comporter comme un maire du Front National ?

Contact : CHRS, Le passage, 4 rue Alfred Courbon, 13800 Istres, tél : 42 55 46 87.

NICARAGUA : DE LA PROSTITUTION A L'AUTO-ORGANISATION

Au début des années 80, la ville de Mulukuku s'est développée autour de l'un des ponts permettant la jonction entre les deux routes principales de la côte Atlantique du Nicaragua. Pour de nombreuses femmes, la prostitution était le seul moyen de survivre avec la présence des routiers. En 1985, après une période de guerre entre le gouvernement et la Contra, le maire et son épouse proposent aux femmes de mettre en place des coopératives de production. Un moulin à maïs et une boulangerie sont confiés à un premier groupe. Cette première initiative timide va décoller en 1988 après le passage d'un ouragan qui provoque des inondations. Celles-ci détruisent de nombreuses maisons. Les femmes décident de se reconstruire elles-mêmes leurs propres maisons. Elles créent un "comité de reconstruction". Du matériel est trouvé par l'intermédiaire d'organisations d'aide internationale. Les maisons abîmées sont remises en état.

En 1993, un nouvel ouragan provoque de encore des dégâts. Pour éviter d'autres inondations, les femmes s'organisent en quatre groupes de dix femmes et choisissent un lieu épargné par l'eau pour y installer de nouvelles maisons. L'arrivée de machines pour le travail du bois nécessite une spécialisation et un corps de menuisiers se constitue. Etant sur une voie de passage, le commerce du bois et des briques se développe peu à peu et une vingtaine de femmes travaillent à la vente, ce qui génère des profits réinvestis dans la construction de maisons. Une longue discussion avec les autorités a permis aux femmes d'obtenir le droit de propriété de ces maisons, même lorsqu'elles vivent en couple. Aujourd'hui, une centaine de maisons sont la propriété de femmes.

Une clinique a été construite collectivement et, en l'absence de médecins, les femmes se sont formées pour assurer les contrôles gynécologiques, l'information sur le planning familial, promouvoir les médecines traditionnelles... Les méthodes de contraception disponibles étant faibles, les femmes ont appris à pratiquer la stérilisation et 170 d'entre elles y ont eu recours après avoir eu déjà plusieurs enfants. La clinique est gérée bénévolement et plus de 1000 femmes de la région en profitent. D'autres activités sociales s'y sont développées comme des cours d'alphabétisation, de gestion, d'auto-défense contre les mauvais traitements... Conséquence de cette évolution : les femmes sont devenues de plus en plus indépendantes et les hommes ont dû apprendre à faire leurs lessives et leurs repas. (source : "Femmes, villes et développement", Ed. IUED)



ENVIRONNEMENT

CLIMAT

• **PLUIES ACIDES, EFFET DE SERRE ET EMISSIONS DE GAZ.** En 1985, le protocole d'Helsinki, signé par de nombreux pays, se fixait comme objectif de diminuer de 30 % les émissions de soufre et d'oxydes d'azote dans un délai maximum de dix ans. Ces décisions étaient motivées à l'époque par la question angoissante des pluies acides, mais restent aujourd'hui d'actualité car ces gaz ont aussi des effets sur le climat. Quels sont les résultats ? Concernant la France, elle a réussi à diminuer ses émissions de soufre de 66 %, ce qui devrait permettre à EDF de justifier les centrales nucléaires qui ont remplacé les centrales thermiques d'où vient précisément le soufre. Mais l'argument reste faible si l'on regarde les résultats dans les autres pays : l'Autriche a baissé ses émissions de 82,1 %, la Suède de 80,1 %, la Finlande de 79,3 %, la Norvège de 73,7 %, le Danemark de 65,2 %. Or aucun de ces pays n'a mis en route de réacteurs nucléaires pendant cette période : les baisses de pollution sont le résultat de la mise en place de filtres efficaces sur les centrales thermiques. Tous les groupes signataires ont tenu leur engagement. La Grèce et la Croatie, qui n'ont pas signé ces accords, sont les seuls pays européens à avoir augmenté leurs émissions soufrées.

Côté oxyde d'azote, le résultat est bien moins bon : seules la Bulgarie (-42%) et la Hongrie (-31%) ont atteint l'objectif fixé. En République Tchèque, en Suisse, en Autriche et en Biélorussie, on note plus de 20 % de baisse. La France n'a réussi à baisser son taux que de 6,8 % et plusieurs pays signataires ont même des taux en augmentation : Ukraine (+0,3%), Irlande (+6,1%), Italie (+7,8%), Belgique (+9%), Espagne (+40,9%). Le Portugal, non signataire, bat les records : +111,3 %. Si les émissions d'oxydes d'azote sont mieux contrôlées dans l'industrie, par contre la multiplication des voitures est responsable de la hausse ou de la faible diminution des émissions, et ceci malgré la mise en place des pots catalytiques. (source : Acid News, décembre 1995)

• **AUTRICHE : EFFET DE SERRE ET BIODIVERSITE.** Des chercheurs autrichiens ont étudié vingt-six sommets de leur pays et découvert que les températures moyennes annuelles s'étaient élevées de 0,7°C depuis le début du siècle. Neuf espèces végétales ont migré vers des altitudes plus élevées au rythme moyen d'un mètre tous les dix ans. Puisque la température décroît en moyenne de 0,5°C par 100 mètres de dénivelé, le réchauffement observé aurait dû décaler les étages de végétation de 8 à 10 mètres par décennie. L'étude conclut que le rythme de migration des plantes est plus lent que ce qui serait nécessaire pour s'adapter au réchauffement récent ou à venir. (Source : "L'Etat de la Planète 95/96", WWI, Ed. La Découverte)

PETITES PHRASES

"Quand j'allume la clé de contact de ma voiture, je monte le thermostat de la planète". Jonathan Weiner, "The next one hundred years", 1990.

"Nous sommes très fiers de nos connaissances scientifiques et de nos réalisations technologiques, mais qu'est-ce à côté de ce que la nature accomplit ?". Serge Mongeau, "La belle vie", 1996.

ETRES VIVANTS : TOUT LE MONDE SOUFFRE !

Un professeur de Cambridge, Donald Broom, vient de publier un rapport sur la souffrance des poissons lorsqu'ils sont pêchés : leur cœur s'affole comme le nôtre lorsque nous étouffons. Cette étude ne fait que conforter d'autres études menées sur les plantes montrant qu'elles sont également sensibles aux soins qu'on leur porte, à leur environnement... Les végétariens qui refusent la viande pour ne pas faire souffrir les animaux ne pourront pas en plus se passer des plantes. Ils devraient peut-être méditer sur la manière indienne de manger : avant de tuer un animal ou de cueillir certaines plantes, les Indiens leur parlent et leur demandent de les excuser de devoir les manger. Ceci étant dit, rappelons que le Français moyen mange dix fois plus de protéines que son corps n'en a besoin.

PLUS DE FOIE GRAS A BORD

Quatre compagnies aériennes ont décidé d'exclure le foie gras de leurs menus : South African Airways, Air Canada, American Airlines, Suisse Air. Une campagne

de lettres est lancée pour demander à Air France d'en faire autant. Renseignements : Protection mondiale des animaux de ferme, 4 rue Maurice Barrès, 57000 Metz, tél : 87 36 46 05.

BOUTEILLES PLASTIQUE : RECORD A BATTRE

Les bouteilles en plastique portent toutes le petit logo "point vert" censé dire qu'on peut les recycler. Qu'on en juge : à Monjoly en Guyane, un comptage a permis de recenser plus de 3000 bouteilles abandonnées sur seulement 100 m de bord de route ! (source : le Pou d'Agouti, janvier 1996)

LYON : INCINERATEURS DANGEREUX

L'incinérateur de l'hôpital neuro-cardiologique de Lyon brûle 1600 tonnes de déchets par an provenant d'une dizaine d'hôpitaux de la région... Celui d'Edouard Herriot en brûle quant à lui 1000 tonnes par an, celui de Lyon-Sud 700 et celui de la Croix-Rousse 500. Le problème est que ces incinérateurs ne sont pas propres et qu'ils émettent des gaz et des poussières qui - c'est un comble - sont une menace pour la santé publique ! Fin 1995, la DDASS a dressé procès-verbal contre celui de Neuro-Cardio donnant trois mois à la société propriétaire pour modifier son comportement. Solution envisagée pour le moment : une nouvelle usine d'incinération à l'extérieur de la ville. Cela s'appelle déplacer le problème. (source : Le Progrès, 4 mars 1996)

ILE-DE-FRANCE : ECORECUP

Ecorecup est une entreprise d'insertion qui permet à des exclus du marché du travail de trouver une formation et une expérience professionnelle. Ecorecup développe la récupération des huiles alimentaires et des déchets gras provenant des entreprises de restauration. L'enlèvement de ces huiles est gratuit. Renseignement : Ecorecup, 37 a, rue A. de St-Exupéry, 93200 Saint-Denis, tél : (1) 49 22 01 01.

EAU

• PURIFICATION DE L'EAU AVEC CHLORE.

Si vous trouvez que l'eau du robinet sent trop le chlore (pour les citadins), il faut savoir que le chlore mis pour tuer les bactéries est volatile. Pour que le goût disparaisse, il faut remplir une carafe une heure avant son usage et la laisser à l'air libre, le chlore s'évapore. Cette méthode est aussi conseillée pour l'arrosage des plantes vertes.

Rappelons que l'eau du robinet coûte au moins 100 fois moins cher que les eaux dans les bouteilles en plastique.

• PURIFICATION DE L'EAU SANS CHLORE.

Des chercheurs de l'université de Leicester (Grande-Bretagne) ont étudié les propriétés d'un arbre originaire du nord de l'Inde : le *Moringa oleifera*.

Ses graines broyées dans de l'eau boueuse ont la propriété de fixer bactéries et virus et de rendre l'eau potable en moins d'une heure. Cet arbre, haut de 4 m, donne des graines au bout d'un an et pousse à peu près n'importe où.

Il est connu au Nigéria sous le nom de "Idagba Manoye", ce qui signifie "l'arbre qui pousse n'importe comment". Ces propriétés pourraient éviter le recours à la chloration de l'eau actuellement fort critiquée par de nombreuses associations écologistes. (source Tam-Tam, novembre 1995)

• LES PESTICIDES ONT ATTEINT LES NAPPES PHREATIQUES.

Les partisans de l'agriculture biologique l'annonçaient depuis longtemps : les pesticides utilisés dans l'agriculture chimique, comme les nitrates, s'enfoncent de plus en plus profondément dans les sols et menacent les sources d'eau potable. C'est maintenant chose faite comme le révèle une étude réalisée par l'INRA et le CEMAGREF sur les eaux de Bretagne :

on y retrouve des traces d'Atrazine dans 98 % des cas, de Simazine dans 69 % des cas... Au total, l'étude montre que l'on retrouve la plupart de 912 substances actives contenues dans les 8883 produits commercialisés. 95 000 tonnes de pesticides sont répandus chaque année en France et la plupart de ces produits sont des molécules peu dégradables qui polluent le sol pour de nombreuses années.

Les pesticides (désherbants, insecticides, fongicides, nématicides...) sont déjà responsables de nombreuses maladies touchant les personnes qui effectuent les traitements. Ayant des formules proches des armes chimiques, ils sont particulièrement nocifs à la santé. Maintenant, non seulement les agriculteurs en sont atteints mais également la plupart des consommateurs d'eau : l'étude révèle que 72 % des Bretons consomment une eau dont la teneur en pesticides dépasse les normes de potabilité. Sur l'ensemble du bassin de la Loire, ce taux a été estimé à 45 %. Et l'on retrouve également ces pesticides dans les poissons pêchés au large de nos côtes à tel point que le laboratoire d'écologie aquatique de Rennes annonce que ces poissons seraient déclarés inconsommables si l'on appliquait les normes allemandes.

En Suède et aux Pays-Bas, où le même phénomène s'est produit, les gouvernements ont pris des mesures pour restreindre l'usage des produits de plus de 50 %. Et en France ? (source : Le Monde, 30 novembre 1995)

• PUY-DE-DOME : PROCES.

Les opposants au barrage du Sep, petite rivière du département, ont été inculpés pour entrave au chantier. Ils passeront en procès le 6 juin, au Palais de Justice de Riom. On peut les soutenir en prenant contact avec l'AEDELEC au 73 63 09 75.

TRANSPORTS

• **PETITES PHRASES.** "Alors que le centre de nos villes devient invivable à cause de l'automobile, nous créons tous les jours à leur périphérie un urbanisme dilué qui est invivable sans automobile" Yves Martin, mission interministérielle sur l'effet de serre, dans "Des transports nommés désirs", Ed. Syros.

• **CUBA : VELOURUTION.** La chute de l'empire soviétique a privé Cuba d'une aide économique précieuse. Sans pétrole, l'île s'est reconvertie massivement dans l'usage de la bicyclette. Plus d'un million de vélos ont été importés de Chine. Cuba compte dix millions d'habitants. La règle des transports est simple : moins de deux kilomètres, déplacement à pied ; entre deux et dix kilomètres, le vélo ; au-delà, les bus et les trains... les vélos étant acceptés dans tous les véhicules. Les transports collectifs sont gratuits pour les cyclistes. Cette évolution forcée est en train de prendre une autre tournure. Depuis deux ans, avec l'ouverture décidée par Fidel Castro, les investisseurs arrivent et le pays connaît une nouvelle croissance. Mais bizarrement, personne ne remet en cause l'usage des vélos. Ces derniers maintenant fabriqués sur place, sont plus légers que les modèles chinois. Le dieu voiture aurait-il perdu une bataille ? (source : Droit au Vélo, Lille)

• THAILANDE : VOITURES CONTRE NOURRITURE.

Inquiétude des services d'hygiène thaïlandais : la vente traditionnelle de nourriture dans la rue et sa consommation sur place est aujourd'hui source de problèmes d'intoxication, les aliments étant salis par les gaz d'échappement des voitures de plus en plus nombreuses dans les villes. Mais que croyez-vous que fit le gouvernement : interdire les voitures ? Non, surtout pas, c'est le progrès. La répression s'abat sur les petits marchands pour les obliger à s'installer à l'intérieur, ce qui est impossible pour la plupart, faute de ressources. Restent les marchands de

"bouffe" qui, eux, ont les moyens : les fast-food qui se frottent les mains. (source : Courrier International, 14 décembre 1995)

• **CALIFORNIE : ABANDON DE LA VOITURE PROPRE.** Un référendum, réalisé en 1990 en Californie, prévoyait qu'en 1998 au moins 2 % des véhicules roulant sur les routes de cet Etat devraient être sans émission de gaz d'échappement. Ce taux devait être de 10 % en 2003. La commission mise en place par le gouvernement a annoncé, fin 1995, que l'objectif ne serait pas atteint : les véhicules électriques envisagés ne présentant pas un attrait suffisant. Le gouvernement a donc décidé tout simplement d'annuler le résultat du référendum pour 1998 tout en maintenant pour le moment l'objectif plus lointain de 2003. A défaut de voitures électriques ou électro-solaires, 2 % de vélos, c'est pourtant possible ! (source : New Scientist, 6 janvier 1996)

• **GRANDE-BRETAGNE : ARBRES, AUTOROUTES ET NON-VIOLENCE.** Les nouveaux projets d'autoroutes autour de Londres ont provoqué une résistance des écologistes sans précédent. Ils repèrent les forêts qui sont menacées par tel ou tel projet et construisent des habitations de fortune dans les arbres. Ils habitent alors sur place ce qui oblige les responsables de chantier à de véritables courses poursuites dans les branches pour les obliger à descendre avant d'abattre les arbres. Le mouvement, parfaitement non-violent est d'ors et déjà le plus important mouvement de désobéissance de la Grande-Bretagne : plus de 500 personnes ont déjà été arrêtées. Et plus il y a d'arrestations et plus les maisons sur les arbres se multiplient. Une radio pirate les soutient ("Tree FM"). Le prix du kilomètre d'autoroute est en train de monter à toute vitesse ! Contacts :

• Third Battle of Newbury, PO Box 5544, Newbury, Berkshire, England, RG14 5FB.
• Alarm UK, 9-10 collège Terrace, London, E3 5AN.

TRANSPORTS

• SNCF : QUESTIONS SUR LE

TGV. Les coûts énormes du TGV auraient eu comme justificatifs de faire concurrence à la voiture, à l'avion... Mais les chiffres sont parlants. Concernant le TGV Ouest, celui-ci n'a atteint que 10 millions de voyageurs en 1990 contre 21,5 attendus. De plus, ces 10 millions de voyageurs s'accompagnent d'une baisse de 29,4 millions de voyageurs sur les voies existantes en 1985 à 12,4 millions en 1995. Le TGV concurrence donc avant tout le rail classique.

De même, l'argument "vitesse" n'est pas suffisant. La vraie question pour l'usager est comment arriver à un endroit donné, à une heure donnée, dans le délai le plus court et à moindre prix. Or, si la vitesse ne s'accompagne pas de la fréquence, elle perd de son intérêt. Si la vitesse ne vous amène pas au bon endroit, elle perd de son intérêt : absurdité de passer par Paris pour joindre Lyon et Bordeaux, absurdité des gares construites en pleine campagne (Valence dans la Drôme, Satolas à l'extérieur de Lyon...), absurdité de devoir terminer son voyage en car ou avec un autre train pour revenir en arrière par absence d'arrêts... (correspondance **Serge Grass**)

• SNCF : CHERCHEZ L'ER-

REUR. Entre 1988 et 1994, le nombre de salariés de la SNCF a baissé de 17,5 %... mais celui des cadres a augmenté de 27 % et la masse salariale a augmenté de 12,3 %. Parallèlement, le trafic voyageur a baissé de 13,3 % et celui du fret de 10,7 %. L'âge moyen du matériel, hors TGV, a vieilli de 18,8 % et l'autofinancement est passé de +3,7 milliards à -5,15 milliards.

A la SNCF, plus il y a de chefs, moins il y a de clients, moins il y a de personnel et plus ça coûte cher ! (correspondance **Serge Grass**)

• ACHETER VOS BILLETS

DANS LES PETITES GARES. Pour ses statistiques, la SNCF classe les gares en fonction de leurs chiffres d'affaires. Ainsi si vous effectuez régulièrement un trajet "petite gare - grande



CHANGER D'AIR : A part à Paris (plus de 2000 manifestants), la journée du 4 mai organisée par le Jour de la Terre n'a pas connu un franc succès. On note toutefois, depuis quelques années, une nette reprise des manifestations des cyclistes relayées maintenant par les gens soucieux de la qualité de l'air.

gare", achetez vos billets ou abonnements dans la petite gare : cela améliorera son chiffre d'affaires.

Sachant que rien n'interdit d'acheter un Paris-Lyon dans une petite gare, on pourrait même envisager de commander les billets des lignes TGV aux petites gares menacées !

• VOITURES ET STATIONNE-

MENT. Pour libérer de l'espace dans les centre-villes, la plupart des municipalités ont opté pour la création - coûteuse - de parkings souterrains. Or les études réalisées dans plusieurs villes montrent que la construction de places en sous-sol n'est généralement pas compensée par une suppression des places en surface. Il y a toujours augmentation du nombre de

places. Conséquence : la circulation automobile, et donc la pollution, augmentent, et ceci bien plus qu'en proportion du nombre de places.

Une étude menée à Rennes permet de comparer la situation entre 1977 et 1990. En 1977, les 9 250 places de stationnement du centre-ville ont accueilli 25 000 véhicules par jour. En 1990, les 10 800 places ont accueilli 35 000 véhicules par jour : en offrant 17 % de places en plus, on accueille 40 % de véhicules supplémentaires... et ceci malgré le fait que l'on soit passé de 24 % à 52 % de places payantes. (source : "Des transports nommés désirs", Ed. Syros)

• **VALLEE D'ASPE : MARCHÉ AUX FEMMES !** A quoi sert

l'autoroute de la Vallée d'Aspe ? Un nouvel argument des promoteurs du projet devrait faire sensation, celui du conseiller général Jean Lassalle : "Il faut faire se rencontrer les fougueux bergers solitaires et les femmes qui se languissent au fond des villes" ! Phrase prononcée lors des assises du développement, en avril 1993. Pour se moquer de ce personnage, les opposants ont organisé le 30 mars dernier un "marché aux femmes" à Bedous avec distribution de tracts contre cette vision de la vie.

• DROME : UN TUNNEL POUR

BOUC-EN-DIOIS. La commune de Bouc-en-Diois aura son tunnel (voir Silence n°197). Le département, l'Etat et l'Europe financent, mais il faudra tenir jusqu'à la fin 1997.

• RHONE - LOIRE : MANIF

CONTRE L'A45. Les associations "sauvegarde des coteaux du Lyonnais" et "sauvegarde des coteaux du Jarez" organisent le 1er juin, à 14h30 à Saint-Maurice sur Dargoire, une manifestation contre le projet d'autoroute A45 (Lyon-Toulouse) et pour la valorisation du rail et des transports en commun. Afin de mettre en pratique les idées défendues, les organisateurs demandent au maximum de personnes de venir en vélo, en car ou groupées en voiture.

D'autres manifestations pourraient avoir lieu le même jour tout au long du tracé. Renseignements : Rhône au 78 81 54 75, Loire au 77 83 64 38. (autres adresses dans le numéro 203)

• BAS-RHIN : AMENAGEMENTS CYCLABLES.

Alors que le département vient de mettre en place un plan vélo, le conseil général organise les 6 et 7 juin prochains deux journées d'échanges sur ces aménagements. On peut venir avec son vélo : une visite de 30 km est prévue entre Molsheim et Strasbourg. Renseignements : Hôtel du département, place du Quartier Blanc, 67964 Strasbourg cedex 9, tél : 88 76 67 67.

BOUTEILLES PLASTIQUES :

LE RECYCLAGE TOUJOURS AU POINT MORT

Les industriels de l'eau minérale, principaux consommateurs de bouteilles en plastique, continuent à nous faire croire à un possible recyclage des bouteilles en plastique. Or, il n'en est rien.

devant l'immense majorité des bouteilles et des emballages qui terminent à la décharge ou dans la nature.

Suite à cette campagne de presse, de nombreuses associations adhérentes de France-Nature-

5 ans après...

L'ADEME, agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie vient de publier un bilan précis de la situation.

En 1993, 2,4 millions de tonnes de déchets plastiques ont été produites en France dont 1,3 millions de tonnes d'emballages plastiques. Ces emballages proviennent pour 800 000 tonnes des usages ménagers et pour 500 000 tonnes des usages industriels.

La récupération des plastiques, tous usages confondus, s'est montée à 190 000 tonnes (soit 8 % du total) soit 125 000 tonnes d'origine industrielle et 65 000 tonnes d'origine ménagère.

Concernant les bouteilles plastiques, 215 millions ont été récupérées en 1994 soit 2 % de la production. On est passé à 400 millions en 1995 soit 3 % et il est prévu d'en ramasser 600 millions en 1996 soit 5 %.

Sur cet objectif de 5 %, environ 90 % termineront en incinérateur (pour ce qui est pompeusement appelé une "valorisation énergétique") et 10 % termineront par ce qui est appelé un "recyclage-matière" (comprendre une réutilisation).

Cela signifie que seulement 10 % de 5 %, soit **0,5 % des bouteilles seront effectivement réutilisées.**

Et l'on ne parle même pas de la notion de "recyclés intelligemment" avancée par la FNE.

Il y a cinq ans, Silence menait une campagne contre les bouteilles en plastique. Nous dénoncions l'arnaque du recyclage.

Aujourd'hui, les chiffres sont toujours aussi éloquentes ! Mais au fait, que devient France-Nature-Environnement ?

Rappel : en 1989, France-Nature-Environnement signait un accord avec le GECOM, groupement de ces industriels, pour la mise en place d'une opération dénommée Pélican, sensée permettre le recyclage des bouteilles. A partir de mai 1990 (n°133), Silence publiait une série d'articles montrant :

- qu'il n'y a aucun recyclage possible, mais au mieux une réutilisation pour d'autres usages et donc le plus souvent un déplacement d'un déchet vers un autre,

- que la collecte des bouteilles en plastique ne représentait qu'une opération publicitaire

Environnement demandaient des explications et se désolidarisaient de l'action engagée.

France-Nature-Environnement, qui fédère la plupart des associations de protection de l'environnement, publiait alors l'engagement suivant (réf : Courrier du Hérisson, janvier 1991) :

"La FNE se réserve le droit et le devoir de demander l'interdiction du PVC, au même titre que tout produit toxique ou polluant", si "au moins 70 % de la production des bouteilles n'est pas recyclée intelligemment dans un délai de 5 ans".

**France-Nature-
Environnement
se moque-t-elle
des générations futures ?**

Depuis cinq ans, France-Nature-Environnement a vu se mettre en place la société Eco-emballage qui gère le logo "Point-Vert" qui figure sur les emballages et qui stipule que l'emballage **peut** être recyclé, ce qui ne signifie évidemment pas qu'il sera recyclé.

France-Nature-Environnement fait partie d'un comité d'observation mis en place par les industriels adhérents à Eco-emballage. Bref, la FNE sert de caution à l'arnaque industrielle au lieu de mener une large campagne s'appuyant sur l'ensemble des associations adhérentes pour proposer d'autres solutions.

Quelles solutions ?

En Allemagne, pour supprimer les bouteilles en plastique, une étape importante a été franchie en adoptant un modèle unique de bouteilles en verre (de deux tailles différentes). Les marques ne diffèrent que par leurs étiquettes. Ainsi, la consigne des bouteilles et la réutilisation peut se faire en limitant au maximum les trajets puisque chaque usine a une zone de collecte déterminée proche de chez elle.

Si ceci peut constituer une porte de sortie honorable pour les industriels de l'eau en bouteille, ce n'est pas encore la véritable solution écolo. La solution la plus efficace pour éviter la production de déchets et économiser l'énergie, c'est de disposer d'une eau courante chez soi qui soit potable. Ce progrès du début du siècle est aujourd'hui remis en question par la pollution des nappes phréatiques. Une campagne intelligente serait de mener de front ces multiples propositions.

Michel BERNARD

Plastiques : des cadavres dans le béton

En Allemagne, la société Umwelt Technologie Recycling (en français : "technologie de recyclage pour l'environnement") a mis au point un procédé pour réutiliser les plastiques dans les constructions en complément du béton. Première utilisation : le comblement des mines qui ne sont plus exploitées et qui peuvent s'effondrer... qui ira les rechercher là-bas ! Les premières expériences sont menées dans l'ex-RDA où les écolos sont moins bien implantés. L'entreprise envisage d'enterrer ainsi jusqu'à 100 000 tonnes par an (on pourrait aussi y mettre d'autres déchets pendant qu'on y est : ne nous dites pas que personne n'y a pensé !) La même entreprise envisage également de mélanger les déchets au béton pour faire disparaître les encombrants emballages dans nos murs. Jusqu'alors seule la mafia faisait disparaître ses cadavres dans le béton. Le BUND, fédération équivalente à France-Nature-Environnement, a dénoncé cette dérive en disant qu'il ne s'agissait plus de recyclage mais d'une simple mise en décharge déguisée. C'est l'évidence même !

Pourtant des alternatives simples existent : la compagnie allemande de chemins de fer a, par exemple, déjà mis au point des couverts en amidon qui partent ensuite, avec les restes, dans les porcheries industrielles, ce qui assure l'absence de déchets pour les wagons-restaurants. Une société suédoise vient de mettre sur le marché des couverts faits essentiellement à base de fécule de pomme de terre que l'on peut manger à la fin du plat. Cette assiette "service compris" est utilisée avec succès dans les fast-food scandinaves (le contenant sera bientôt meilleur que le contenu !).

Publicité

POUR UN AVENIR VIABLE
RÉDUISONS NOTRE CONSOMMATION D'ÉNERGIE
parmi les moyens pour y parvenir :
le réfrigérateur danois

Gram L.E.R. 200

**la plus faible consommation
électrique au monde**

- **0,28 kW/h par 24 h**
(appareil ordinaire : 1 à 2 kWh / 24 h)
- **Moins de 4 h de fonctionnement du moteur par 24 h** (grande espérance de vie)
(contre environ 12 h pour un appareil ordinaire)
- **200 litres** et pas de freezer, le volume est entièrement disponible pour les aliments
- **Sans C.F.C.**

Prix : 4680 F livré en métropole.

Ets G. Nallet / Electroménager - Froid
Le Bois 86190 Béruges - Tél : 49 53 33 07.



MARSEILLE : ECONOMIE SOLIDAIRE, ECONOMIE DURABLE

PETITES PHRASES

"Un risque par jour tient la morosité au loin" Martin Gray.

"N'attendez pas le haut de l'échelle du succès pour réaliser qu'elle est appuyée contre le mauvais mur". Bernie Siegel.

REPUBLIQUE TCHEQUE : ECOTOPIA

Ecotopia, village alternatif qui réunit, chaque été, des jeunes de toute l'Europe, a décidé cette année de se réunir à Libkovic, en République Tchèque. Du 1er au 21 août, c'est une succession d'ateliers qui sont organisés en autogestion pour que s'échangent les informations sur les actions menées dans les différents pays. Au programme : les squatts (1er août), la permaculture (2 au 4 août), les communautés (4 août), les rapports hommes-femmes (5 au 8 août), les transports (5 et 6 août), les systèmes d'échanges locaux

(5 août), Tchernobyl et la lutte antinucléaire (9 au 12 août), théâtre, musique et art (7 et 8 août), l'énergie (10 et 11 août), les dangers de la chimie (13 au 15 août), l'eau (18 et 19 août), les drogues (18 et 19 août), les actions de terrain (18 et 19 août)...

D'autres ateliers peuvent s'organiser sur place.

EYFA, l'association de jeunes qui organise le camp, tiendra son assemblée générale le 12 août. Des actions sont prévues les 6 et 9 août pour les anniversaires d'Hiroshima et Nagasaki. Les discussions se passent plutôt en anglais. Une monnaie spéciale est mise en place à l'intérieur du village qui tient compte de la richesse des pays d'origine des participants. Ce camp est ouvert à toutes et à tous. Renseignements : EYFA, Postbox 94115, 1090 GC Amsterdam, tél : (31) 20 665 7743.

LE "GREENFREEZE" DÉFINITIVEMENT GELÉ ?

La société Foron à Niederschmiedeberg

(Saxe), promotrice du réfrigérateur sans CFC, ni hydro-fluorocarbones R 134, a déposé le bilan trois ans après le début de la production, le 15 mars 1993, de la production en série du "Green-freeze". Greenpeace avait déniché un fabricant pour concrétiser l'invention des microbiologistes Hans Preisendanz et Harry Rosin.

Les leaders de la branche (AEG, Bosch, Miele, Siemens...) dénigrèrent le prototype, puis proposèrent eux aussi, après force campagnes de marketing, des modèles au butane-propane. La Treuhandanstalt et la BvS, chargées de privatiser les entreprises de l'ex-RDA, portent une responsabilité notoire dans les énormes difficultés de Foron. En l'absence de repreneur à très court terme, le tribunal compétent de Chemnitz prononcera la liquidation. (correspondance René Hamm)

LIVRE DE RENE MACAIRE

René Macaire, décédé en 1993, a animé toute sa vie les "Réseaux Espérance". Pour rappeler sa pensée, ses amis ont décidé d'éditer un recueil de ses textes sous le titre "Pour une politique de l'avenir humain, essais sur la socialisation". Le livre, qui devrait sortir à l'automne, est pour le moment vendu en souscription contre 140 F (au lieu de 200 F ensuite). Chèque à l'ordre de Editions L'Harmattan, 16 rue des Ecoles, 75006 Paris.

COMPAGNONS BATISSEURS

Les Compagnons bâtisseurs organisent des chantiers de bénévoles pour l'aménagement, la rénovation ou la construction de bâtiments en faveur des familles défavorisées, marginales ou exclues et des associations motrices de projets d'inté-

L'Agence provençale d'économie alternative et solidaire, qui assure le relais du REAS (voir silence n°202) pour la région Provence Alpes Côte-d'Azur, organise les vendredis 31 mai et samedi 1er juin, à Marseille, des *Rencontres Economie citoyenne, Economie solidaire, Economie durable*. à l'IUFM, 63 La Canebière. Au programme : vendredi à 16 h : "vers un autre rapport à la consommation", à 17h45 : "culture et multimédia", à 21 h : "contre les aspects destructeurs de la mondialisation actuelle". Samedi 1er juin : 9 h : "qu'est-ce qu'on fait de son argent", 10h45 : "activité économique et vie de quartiers", 14h15 : "Quels services de proximité ?", 16 h : "Politique locale, économie locale", 17 h : quels prolongements à cette rencontre ?.

Programme complet : APEAS, 14 rue Coutellerie, 13300 Salon en Provence, tél : 42 57 14 89.

rêts collectifs. L'association cherche des volontaires à long terme (2 ans) pour assurer la coordination de ces chantiers. Ces bénévoles ont un rôle social et humain important qui les différencie d'une intervention de professionnels.

D'octobre à juin, ces volontaires suivent des formations, préparent les chantiers. Ces derniers se déroulent de juillet à septembre avec des jeunes de plus de 16 ans.

Si vous êtes intéressés pour être volontaires à long terme, vous pouvez prendre contact avec les Compagnons Bâtisseurs, coordination secteur VLT, Sophie Bertrand, 2 rue Molière, 37 000 Tours, tél : 47 61 32 10 ou Compagnons Bâtisseurs, 1 rue François Massabo, 13002 Marseille, tél : 91 90 84 40.

ESPERANTO

• **ALLEMAGNE : POUR L'ESPERANTO ?** Selon un sondage réalisé sur 813 personnes prises au hasard en Allemagne, 62 % savaient que l'Espéranto était une langue, 20 % n'ont pas appris d'autres langues que l'Allemand, 72 % ont appris l'anglais (dont 43 % l'utilisent), 38 % ont appris le Français (dont 24 % l'utilisent), 10 % le latin, 6 % le russe... Des 507 personnes qui savaient que l'espéranto était une langue, 54 % approuvent son enseignement à l'école (35 % contre, 11 % sans opinion), 48 % accepteraient que cela soit la langue européenne (42 % contre, 10 % sans opinion). (source : Espéranto-Info, mars 1996).

• **L'ESPERANTO AU SECOURS DE L'EUROPE ?** Une firme voulant profiter de l'arrivée des chaînes de télévision par satellites a commandé une étude car elle envisageait de réaliser ses publicités uniquement en anglais. Après un sondage dans toute l'Europe, il ressort que seuls 6 % de la population comprend un clip en anglais, ce qui veut dire que beaucoup moins sont capables de tenir une conversation. La firme en question a renoncé à ses pubs... Si l'anglais n'est pas une langue universelle, peut-on espérer demain une langue européenne ? (source SAT-Amikaro, mars 1996)

SAONE-ET-LOIRE : LA GAUDRIOLE

La 3ème édition de la Gaudriole, foire agrobiologique de Bourgogne, se tiendra les samedi 29 et dimanche 30 juin au Château de Pierre de Bresse. Au programme : exposition-vente de produits bio de Bourgogne et d'ailleurs, animations musicales et théâtrales sur le thème de l'environnement, conférences sur l'agriculture bio et l'alimentation, animation sur le pain biologique et des ateliers "in situ" pour apprendre concrètement le jardinage bio. Programme complet : La Gaudriole, Biobourgogne, Quai du Batardeau, 89000 Auxerre, tél : 86 52 05 87.

LOT-ET-GARONNE : FOIRE BIO

La première édition de "Gourmande Nature", foire aux produits de l'agriculture biologique et de l'artisanat, se tiendra le dimanche 23 juin à Bazens (3 km de Port Sainte-Marie). Programme : CIVAM Agrobio47, Chambre d'agriculture, 47000 Agen, tél : 53 77 83 83.

ISERE : EXPOSITIONS A TERRE VIVANTE

Outre ses multiples stages sur l'alimentation, l'éco-construction, le jardinage, le centre Terre Vivante, situé à 60 km au sud de Grenoble, propose en juillet une exposition intitulée "plastique, non merci !" et en septembre une autre exposition sur "la revanche du chanvre". Programme complet : Centre Terre Vivante, Domaine de Raud, BP 20, 38711 Mens cedex, tél : 76 34 80 80.

GARD : INITIATION A LA TERRE

Le centre écologique expérimental de Vaugran vous propose du 17 au 21 juin et également du 13 au 19 juillet, un stage d'initiation à la terre par la mise en œuvre d'un verger-jardin vivrier individuel ou collectif. Egalement prévu, du 7 au 13 juillet, un stage d'autoconstruction en bottes de paille. Renseignements : CARAPA, Château de Vaugran, 30480 Saint-Paul Lacoste, tél : 66 30 13 42 (le soir).

YONNE : FETE DE LA PLANETE

Le collectif Jour de la Terre, regroupant une quinzaine d'associations, organise pour la sixième année une grande fête de la planète, le dimanche 9 juin, au parc de l'Arbre Sec à Auxerre. Stands associatifs, concert classique et folk, conférences sur la pollution de l'air, les menaces sur l'eau dans le département, jeux pour les enfants, sortie pédestre, récupération avec Emmaüs...

Programme complet : Collectif Jour de la Terre, 43 avenue Pasteur, 89000 Auxerre.

PYRENEES ORIENTALES : CAMP D'ETE A THELEME

Thélème est une école alternative qui existe depuis une douzaine d'années. Elle accueille des élèves entre la 6ème et 3ème.

Une dizaine d'enseignants et six animateurs accompagnent entre 30 et 40 élèves

REALITES DE L'ECOLOGIE : LIQUIDATION JUDICIAIRE

La société éditrice des "Réalités de l'Ecologie", principale revue écologiste en kiosque connaissait des difficultés financières depuis plus d'un an. En octobre 95, un dépôt de bilan entraînait le placement de la revue sous contrôle judiciaire. Malgré une maquette plus petite (économie sur le papier) et un essai de recentrage autour de l'environnement, la revue n'a pas réussi à conquérir de nouveaux lecteurs. Les 5 salariés de la revue vont essayer dans les mois à venir de définir un nouveau projet. Après "Fourmi verte" fin 1995, c'est donc un nouveau titre écolo qui disparaît. Contact : Réalités de l'Ecologie, 33 route de Bessières, 31240 L'Union.

chaque année. Afin de faire découvrir aux enfants les enjeux de la planète Terre, Thélème propose dès la rentrée 1996, un cycle de quatre ans qui permettra aux élèves d'entrer en contact avec des enfants d'autres pays.

Cela passera par une activité journalistique importante selon les méthodes pédagogiques de Célestin Freinet. Des stages en pays étrangers permettront aux

enfants d'aller à la rencontre d'autres cultures. Pour commencer ce cycle, Thélème organise du 10 au 31 juillet un camp de trois semaines avec des adolescents des Etats-Unis, l'occasion pour des enfants de 10 à 14 ans de tester si ils sont intéressés par une telle démarche.

Programme complet : Thélème, 3 rue des Chalets, 66820 Vernet-les-Bains, tél : 68 05 65 85.

ARDECHE : CHANTIER AU VIEL AUDON

Depuis une vingtaine d'années, le village du Viel Audon reprend vie et est devenu un centre de rencontres alternatif de premier choix (voir reportage dans Hors-Série de Silence "Les métiers de l'Ecologie"). Situé dans les gorges de l'Ardèche, le village organise, été après été, des chantiers de jeunes pour relever les vieilles pierres. Ces chantiers sont l'occasion de rencontres autour des thèmes du travail coopératif, de la gestion des ressources, du respect de l'environnement... Les personnes volontaires doivent venir pour une période de une à trois semaines. Le chantier se déroule en juillet et août. Renseignements : Association Le Mat, Eco-village du Viel Audon, 07120 Balazuc, tél : 75 37 73 80.



DES POMMES AU SOLEIL DE L'HIMALAYA

Le Mustang est une région du nord-ouest du Népal. Elle est frontalière avec le Tibet et donc sensible aux tensions politiques nées de l'invasion du Tibet par la Chine. C'est là au Mustang que se sont réfugiés les Khampas, ces cavaliers tibétains résistants à l'invasion chinoise dans les années 50.

caillouteux de la Kali Gandaki. Les Thakalis cultivent l'orge, le maïs et le millet, ce sont aussi des éleveurs de yaks qui pratiquent la transhumance vers les alpages de haute altitude.

Dans les années 60, un Sherpa passionné d'agronomie et de botanique a introduit la culture du pommier dans la haute vallée de

Cela a sans doute contribué à améliorer la santé de la population.

Aujourd'hui la production de pommes est vraiment un exemple réussi de développement agricole, à partir duquel la population connaît une relative prospérité. Est-ce parce que c'est un Népalais qui est à l'origine du projet ?

Du fait du climat, les pommiers ne peuvent se développer qu'en culture irriguée. Dans cette région, il ne tombe que 250 mm de pluie par an, et le paysage est assez désertique. En culture irriguée, un pommier d'une dizaine d'années produit entre 70 et 100 kg de pommes.

Avec l'apparition d'insectes et de nouvelles maladies sur les pommiers, l'utilisation des pesticides s'est généralisée. Ceux-ci sont facilement disponibles à l'office gouvernemental. Un litre d'un produit insecticide coûte 100 roupies (2), il permet de traiter 10 ropanis (1 ha).

La politique agricole népalaise favorise l'utilisation de tous les produits agricoles "modernes", une orientation sérieusement encouragée par les trusts agro-chimiques mondiaux. Nous avons d'ailleurs rencontré à Kathmandu un des responsables de l'Insan, une association népalaise qui préconise un développement agricole non destructeur pour le milieu et la culture népalaise. (voir encadré)

Si la culture légumière se fait de plus en plus avec des engrais chimiques, en revanche

Au Mustang, les producteurs de pommes découvrent les vertus de l'énergie solaire.

Le district du Mustang est divisé en deux parties : le Haut Mustang qui touche le Tibet au Nord et la partie sud. Le Mustang du Nord forme un royaume qui a toujours son roi, sa capitale est Lo Mantang. Le roi du Mustang est en quelque sorte un vassal du Roi du Népal.

C'est dans la partie sud que se trouvent quelques-uns des plus hauts sommets du monde, l'Annapurna (8091 m) et le Dhaulagiri (8654 m). Cette région est traversée par la Kali Gandaki rivière sacrée qui se jette dans le Gange.

Marpha est un des villages du pays thakali. Les Thakalis sont originaires du Tibet. Ils pratiquaient traditionnellement le commerce du sel et du grain entre les hauts plateaux du Tibet et le sud du Népal. Marpha est à 2 500 m d'altitude tout au bord du large lit

la Kali Gandaki. Pasang Sherpa (1) avait pu constater que le climat de Marpha et des villages alentour convenait à la culture fruitière. Après quelques recherches et la création d'une station expérimentale à Marpha en 1966, les premiers plants de pommiers ont été distribués aux paysans. D'abord réticents, les paysans ont attendu les premières récoltes, pour planter à leur tour des pommiers. Ils ont été ensuite très motivés, puisqu'en 1980, 62 000 pommiers ont été plantés. D'autres arbres fruitiers ont été introduits mais en quantité moindre : abricotiers, pêcheurs, amandiers et noisetiers (environ 20 000 pieds).

La production des pommes a bien sûr un intérêt économique, mais c'est aussi une source de vitamines qui faisait auparavant défaut aux habitants de la vallée.

(1) Au Népal le nom de l'ethnie d'origine est accolé au nom : thakali, sherpa, tamang, gurung...
(2) à titre de comparaison un kg de pommes est vendu 10 roupies et un journalier payé 100 Rps, 10 roupies équivalent environ à 1 F.

ceux-ci sont peu utilisés pour les pommiers. Les paysans préfèrent épandre du compost, qui est obtenu avec des feuilles sèches et des aiguilles de pin ramassées dans des forêts éloignées. Ce mélange sert tout d'abord de litière aux animaux, le fumier est ensuite mis en tas puis épandu dans les vergers.

La production de pommes est destinée pour une bonne part à la consommation en fruits frais pour le marché local, mais elles sont aussi "exportées" vers les villes du centre du Népal, comme Pokhara ou plus à l'est comme Kathmandu.

Les pommes sont aussi distillées pour fabriquer du "brandy", et pressées pour donner un excellent jus de fruits.

L'autre façon de conserver les fruits c'est de les faire sécher au soleil sur les toits-terrasses, caractéristiques de ce pays sec. Une méthode qui a des inconvénients car la vallée de la Kali Gandaki est très ventée, le vent souffle tous les jours sans exception, il est parfois extrêmement violent. Comme le sol est très sec, le vent soulève beaucoup de poussière qui se dépose sur les fines tranches de pommes qui sèchent sur les toits. De plus l'exposition au soleil très intense de l'Himalaya détruit rapidement une bonne part des vitamines.

Une équipe de scientifiques allemands de l'Université de Munich qui a séjourné dans la vallée a imaginé un système de séchage solaire des fruits. Le soleil brille intensément tout au long de



En haut : séchage traditionnel sur les toits des habitations.

En bas : installation des séchoirs solaires avec à gauche le système de ventilation (photos de l'auteur)

l'année à quelques exceptions près. Mais l'expérience du développement nous l'a appris (3), il ne suffit pas d'une idée "géniale" pour faire du développement à long terme.

L'introduction de technologies élaborées dans un milieu traditionnel est toujours très perturbante, la réussite d'une action se juge au bout de 20 ans, s'il en reste quelque chose...

L'idée du séchoir solaire est néanmoins très intéressante, puisqu'elle favorise l'autonomie énergétique, et permet de remédier à des carences alimentaires. Dès le départ le système fut conçu pour une utilisation collective. De nombreuses réunions, entre les initiateurs/financeurs d'une part et les agriculteurs/utilisateurs d'autre part, ont permis de définir le fonctionnement du séchoir collectif. Un travail difficile, car les petits propriétaires de pommiers craignaient que l'outil ne soit surtout au service des quelques notables, grands

Institute for Sustainable Agriculture of Népal

L'Insan dénonce très directement l'importation de modèles agricoles inadaptés et agressifs. Les nombreux agronomes occidentaux présents au Népal, même les mieux intentionnés, leur semblent des propagateurs d'idées "modernistes" dangereuses pour le Népal. De fait on s'aperçoit qu'il y a de nombreux agronomes népalais formés localement, qui ont aussi voyagé en Inde, en Australie, aux Etats-Unis. Cela pose pour nous le problème de cette "culture" du développement qui exigerait que nous allions leur enseigner la "bonne parole". Cela bien sûr ne remet pas en cause des échanges et des transferts de techniques, pour lesquelles ils n'ont pas localement de formation (séchage solaire par exemple).

INSAN GPO Box 3033

Kathmandu NEPAL

Tel : 977-1-471448 Fax : 977-1-524509

(3) voir article de Denis Blamont et Pierre Amado dans la revue "Systèmes solaires" n° 73/74 Dec. 1991.

Centre de recherche agricole de Lumle

Situé à 30 km au Nord-Ouest de Pokhara, ce a été créé en 1968 conjointement par le Gouvernement du Népal et le Royaume Uni pour former les soldats Gurkhas démobilisés à l'agriculture. En 1975, il est devenu multidisciplinaire et ouvert aux paysans de 24 villages des environs regroupés dans un Comité de Développement (VDC). En 1989, Le Centre de Lumle a été intégré au Service de Développement Agricole du Népal, et son activité élargie à 8 districts de collines ("hills" : moyenne montagne). Les recherches concernent l'élevage, l'horticulture, la protection des plantes, la pâture forestière, la formation, la gestion. Le domaine couvre près de 300 ha, il emploie 57 techniciens ou chercheurs, et 272 autres employés (paysans, administratifs, personnel d'entretien..).

Le domaine est admirablement situé, face aux sommets enneigés. Des escaliers de pierres et des chemins pavés permettent d'aller d'un secteur à l'autre. L'architecture des bâtiments s'intègre parfaitement à l'ensemble, et tout est très bien entretenu, avec des fleurs en abondance.

Lumle agricultural Research Centre

P.O. Box 1, Pokhara NEPAL

Tel : 061-20385/21399 Fax : 977-(061)-21587

propriétaires. Des enjeux de pouvoirs liés au développement qui se retrouvent dans toutes les sociétés, il n'y a qu'à penser à toutes les rivalités liées à la possession de l'eau en Afrique ou chez nous à la répartition des tours d'arrosage.

Il fut décidé que la préparation des fruits se ferait en commun, c'est à dire, épluchage, découpage en tranches, et installation sur les claies de séchage. Les casiers de séchage sont réparties entre les 4 grandes familles propriétaires de pommiers, chacune a donc l'utilisation de 3 casiers.

Lorsque nous sommes arrivés à Marpha en septembre 95, le séchoir fonctionnait depuis peu. Il y avait encore un jeune étudiant allemand qui faisait les dernières mises au point avant de laisser l'outil entièrement entre les mains des producteurs.

le séchoir solaire

L'ensemble est composé d'un local construit par les habitants eux-mêmes, d'un alignement de caisses contenant des claies fermées par un couvercle transparent. Toutes ces caisses sont ventilées pratiquement en permanence lorsque le soleil brille, sinon la température serait rapidement trop élevée. L'air circule d'une claie à l'autre, puis est évacué par un manchon, sorte de grande chemi-

née en fibres de verre. L'air chaud ayant une grande capacité d'absorption de la vapeur d'eau, l'humidité est donc évacuée à l'extérieur grâce à la ventilation. Suivant les conditions d'ensoleillement, il faut un jour et demi à deux jours pour obtenir des pommes sèches, alors qu'il fallait cinq jours sur les toits.

Une des faiblesses du système, c'est sa dépendance à l'égard de l'électricité pour la ventilation. L'énergie électrique provient d'une turbine installée sur un affluent de la Kali Gandaki, celle-ci fournit l'électricité pour quelques villages. Les coupures sont nombreuses, parce que les cours d'eau sont très impétueux, surtout à la fonte des neiges. De plus le voltage du courant oscille entre 220 V (rarement) et 180 V (le plus souvent), ce que n'apprécient guère, moteurs, capteurs et appareils électroniques. On pourrait penser à un système plus autonome avec du photovoltaïque par exemple. Cette solution n'est pas pour le moment envisagée, les scientifiques veulent d'abord faire le bilan de la campagne actuelle d'utilisation du séchoir.

Pendant la saison de production, les femmes, les enfants et les vieux, se retrouvent très tôt pour préparer les fruits pour le séchage. Tous viennent avec un "doko" (hotte) chargé de pommes

fraîchement cueillies. Le travail se fait dans la joie et la bonne humeur. Chacun a sa tâche, l'épluchage et le tranchage sont effectués avec des machines à main, les épluchures sont soigneusement récupérées pour les animaux ou pour le thé à la pomme.

Il faut 180 kg de pommes pour remplir tous les casiers. Les pertes liées à la préparation des fruits sont de 30 % environ. Après séchage on obtient 22 à 25 kg de fruits secs. L'opération a un intérêt économique certain puisqu'un sachet de pommes provenant du séchoir solaire est vendu 30 roupies, alors que celles obtenues par la méthode traditionnelle ne sont vendues que 10 roupies.

Toute l'organisation des tours de séchage est décidée collectivement, par le conseil de village. Chacun paye une petite redevance suivant la quantité de fruits à sécher. Le suivi du séchage et l'entretien du séchoir sont assurés par un villageois rétribué par la collectivité.

Des abricots et des tomates sont également séchés, mais d'autres activités sont aussi envisagées. Dès cet automne, les éleveurs veulent sécher de la viande de yak. C'est en effet une des bases de l'alimentation protéique chez les Thakalis, et elle est souvent mal conservée. Un séchage effectué dans de bonnes conditions permettrait sans doute d'en améliorer la qualité alimentaire et de diminuer les pertes.

Il est encore trop tôt pour savoir si le séchoir solaire de Marpha sera une réussite. La cheminée résistera-elle aux vents violents de l'Himalaya ? Il y a quelques années, une éolienne avait été construite plus au nord vers le Tibet par la coopération anglaise, elle n'a pas passé le premier hiver.

Mais après l'introduction réussie des pommiers, les habitants de Marpha, commerçants avisés et entreprenants ont de bons atouts pour réussir. Le soleil de l'Himalaya brille d'abord pour eux...

Joël JENIN



USA : RADON MIRACULEUX OU EUGENISME ?

En 1951, en plein délire sur les vertus de la radioactivité, une femme visitant des mines d'uranium dans le Montana, en ressort guérie d'une maladie aux articulations. Depuis, malgré les progrès de la science qui ont démontré les dangers du radon présent dans les mines, environ 5000 personnes viennent chaque année en pèlerinage respirer l'air contaminé, boire l'eau croupie et se badigeonner de boue pendant des heures dans l'espoir d'une guérison. A l'intérieur des mines, le taux de radon est 750 fois supérieur aux doses maximales tolérées. Les autorités fédérales se contentent de limiter l'exposition à 30 heures par an. Un moyen discret de se débarrasser des handicapés ? (source Courrier International, 4 janvier 1996)

RUSSIE : NUAGE RADIOACTIF

Le 30 janvier dernier, un accident a eu lieu dans un réacteur expérimental à Dimitrovgrad, à 650 km à l'Est de Moscou. Environ une tonne de produits radioactifs se sont échappés du bâtiment sous forme gazeuse : 80 % étant du Manganèse 56, le reste un mélange de Zinc, Cobalt et Iode 131. Les mesures de radioactivité autour de la centrale le lendemain de l'accident ont révélé des taux de radioactivité 20 fois supérieur à la normale. Seul oubli dans l'information passée dans la presse européenne : il s'agit de l'un des trois sur-générateurs russes de petite taille encore utilisés pour produire du plutonium. (source : WISE, 12 février 1996)

FRANCE : LA CARTE DU NUCLEAIRE

Combien de sites nucléaires en France ? Il n'y a pas que les 56 réacteurs nucléaires en activité qui laissent déborder leurs gaz radioactifs et s'entasser les fûts de déchets. Les Verts, à l'occasion du dixième anniversaire de Tchernobyl ont publié un poster des sites nucléaires français. C'est la carte la plus complète à ce jour et franchement, il y en a partout ! A mettre dans tous les syndicats d'initiative. On peut commander la carte contre 50 F (+10 F de port) à : Ecodif, 107 av. Parmentier, 75011 Paris.

EXPERTS REMERCIES

Par un article de deux lignes publié dans le cadre d'un décret du 21 mars 1996, le gouvernement a supprimé le Collège de la Prévention des Risques Technologiques. Ce collège avait publié de nombreux rapports critiques sur les politiques gouvernementales par le passé, critiquant en particulier les dossiers de Superphénix, des déchets nucléaires, des pollutions chimiques. Rattaché auprès du Premier Ministre, son indépendance lui aura été fatale. Le Groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire (GSIEN) appelle tout le monde à envoyer une lettre à son député pour protester contre cette mesure. Contact : GSIEN, 2 rue François Villon, 91400 Orsay, tél : (1) 60 14 34 96.

POUR L'INTERDICTION DU PLUTONIUM

Forum-Plutonium a lancé une pétition pour l'interdiction au niveau international du plutonium, tant au niveau civil que militaire. Cette pétition est le relais d'une campagne menée au niveau européen par

Plutonium Free Future. Cette même association a réalisé une étude sur les dangers du transport du plutonium et mène une campagne en direction des communes : le maire d'une commune peut en effet interdire la traversée de son territoire à de tels transports. Si vous voulez agir auprès de votre mairie, demandez le dossier à lui remettre. Contact : Forum Plutonium, Les Oliviers, 26110 Venterol.

ANALYSES DU RADON

Le radon est un gaz radioactif qui s'accumule dans

certaines habitations. On le trouve surtout dans les zones granitiques (Massif central, Bretagne...), mais parfois aussi dans des zones sédimentaires ou calcaires. Il s'infiltre dans les maisons par le sol. En France, il n'existe aucune norme de protection. Pourtant le radon est la deuxième cause de mort par cancer du poumon après le tabac. La CRIL-RAD, commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité, réalise des mesures. Vous pouvez lui demander ses tarifs : CRIL-RAD, 471 avenue Victor Hugo, 26000 Valence, tél : 75 40 95 05.

SUPERPHENIX PEU DE MONDE MAIS DE L'AMBIANCE

Est-ce une caractéristique de notre époque : il est de plus en plus difficile de faire descendre les gens dans la rue. La manifestation "Tchernobyl, Superphénix, 10 ans ça suffit" a réuni assez peu de monde. Un millier de personnes selon les organisateurs, 850 selon la préfecture... et, bizarrement, seulement 350 selon les médias. Par contre, entre les déguisements, les animations, les prises de parole, la vente de pastilles d'iode, un énorme ballon en forme de bombe et de la musique, l'ambiance aura été joyeuse. On s'interrogera une nouvelle fois sur le rôle des médias : pourquoi ce chiffre de 350 personnes ? La réponse vient peut-être du publi-reportage passé pendant les actualités régionales de la région le mardi suivant et qui montrait tous les avantages de Superphénix et sa manne d'argent dans le canton de Morestel. (photo D.Zanda)



MÉRIEUX REPREND L'INITIATIVE

Ce n'est évidemment pas sous son propre nom que Charles Mérieux, l'un des premiers fournisseurs de vaccins du monde, a piloté "Reprenons l'initiative". C'est sous le couvert d'une structure de formation intitulée "Bioforce développement". Quelques rappels s'imposent.

de vaccins de Mérieux, qui profite ainsi de l'argent alloué à l'aide humanitaire (via, entre autres, l'UNICEF) pour faire d'énormes bénéfices. La première mission consistera à vacciner 15 000 enfants au Madagascar, pays alors soumis à la dictature. Un article élogieux paru le 13 mai 1985 dans l'Express montre le porte hélico-

De nombreuses organisations non gouvernementales, effrayées par le texte très politique du collectif "Les Autres Voix de la Planète", se sont repliées sur un autre collectif lyonnais intitulé "Reprenons l'initiative". Une initiative contrôlée par la firme Mérieux.

En 1984, profitant de la nomination de Charles Hernu, maire de Villeurbanne, au ministère de la Défense, Charles Mérieux lui propose de créer une double structure : une Bioforce militaire qui assurera l'intendance et une Bioforce civile qui fera de l'humanitaire d'urgence, les deux étant liées.

Bioforce : le service de recrutement !

Cette double Bioforce va surtout servir à écouler les stocks

ptère Jeanne d'Arc assurant la logistique "d'une campagne de vaccinations (...) dans le cadre du programme Bioforce pour des interventions en masse"... en mars 85 au Mali contre une épidémie de choléra, en avril en Guinée contre une épidémie de méningite et, après Madagascar, Djibouti. Là, Danielle Mitterrand vient poser pour la photo. Dans "Charité Business" de Bernard Kouchner, celui-ci évoque "les bataillons de secours et de la générosité prêts au décollage. Emir, Bioforce, Tran-

saal et C130 : les avions inemployés de l'armée vrombissent dès l'annonce d'un désastre". Kouchner cite une thèse soutenue en 1982 par Francis Labernadie qui note que lors de 17 tremblements de terre ou inondations, sans qu'aucune épidémie n'ait été décelée, on a procédé à des campagnes de vaccinations. Mérieux empêche les bénéfices.

Bioforce est directement reliée pour la formation des volontaires à l'école de santé militaire de Bron dans la banlieue lyonnaise. L'Institut Pasteur et le CNTS, centre national de transfusion sanguine (celui du sang contaminé) sont également partenaires. Au départ, les femmes missionnaires étaient considérées comme faisant un "service national volontaire".

De nombreux cours sont assurés par des militaires. Une personne de Silence ayant suivi ces cours, en 1984, elle découvre qu'on y parle des Africains comme des "presqu'hommes" ! Nous avions alors publié un long article de l'Union Pacifiste sur le sujet en 1984 (Silence n°43). Aujourd'hui, c'est la même Bioforce, qui au sein de la coordination "Reprenons l'initiative" assure l'intendance de ce qui se veut une force de propositions par rapport au sommet du G7. On rigole !

Handicap International : le service après-vente ?

Dans le collectif "Reprenons l'initiative", il y a au moins une autre ONG liée à l'armée. Suite à notre papier dans le numéro de février, Handicap International nous a écrit pour protester et pour nous dire que la dernière édition de "Fête sans frontières" où l'armée leur avait prêté du matériel datait de 1992 et que certains, aujourd'hui, regrettaient cette collaboration avec l'armée. Lorsque nous leur demandons ce qu'il en est maintenant, la réponse est qu'Handicap n'a pas de liens "structurels" avec l'armée... mais contractuels ?

Argument avancé par Handicap International : ils se battent depuis des années contre les mines antipersonnelles. Mais, là aussi, bizarrement, une interview

donnée par un stratège français nous apprend que la France perd ses marchés sur les ventes de mines... et se bat pour obtenir une "modernisation" des mines afin de les rendre neutralisables. Cette modification technologique proposée par la France lors de la rencontre de Genève qui s'est tenue fin avril devrait permettre de relancer nos ventes. Que penser alors des nombreuses actions d'Handicap International ? Dans quelle mesure l'ONG est-elle manipulée par les vendeurs d'armes ? Difficile à savoir.

Vers une médecine militaire

Nous en étions là, à chercher des renseignements, quand une conférence de presse donnée par la Fondation Mérieux début mai (voir le Progrès du 2 mai 1996) éclaire d'un jour nouveau le rôle d'Handicap et de Bioforce. La Fondation Mérieux se prépare à présenter lors du G7 (et non pas avec les ONG contre le G7) un projet déjà bien finalisé intitulé

"Centre Européen de santé" dont les statuts sont un "Groupement d'intérêt public d'enseignement supérieur" qui associerait dans une même structure le service santé de l'Armée, l'Université de médecine Lyon I, l'école vétérinaire de Lyon, la Fondation Mérieux et de multiples ONG. Dans l'état actuel d'avancement du projet, les premières ONG à avoir répondu favorablement sont Bioforce, Handicap International, l'Ordre de Malte et Action Nord-Sud. Tiens, comme on se retrouve !

Quand on sait que le secrétariat de "Reprenons l'Initiative" est géré par Vétérinaire sans Frontières, association créée par des anciens de l'école Vété de Lyon, on voit que la boucle est bouclée et on ne s'étonne plus de lire dans l'introduction du dossier remis à la presse par "Reprenons l'initiative" : *"Ce collectif est sensible à la volonté du président Chirac de réunir autour du G7 le représentant de l'Union Européenne, le représentant de la Russie, le président de la Banque Mondiale, les directeurs du FMI et de*

l'OMC, pour proposer une recommandation commune sur l'aide au développement". Il ne s'agit plus de dénoncer mais de s'associer.

Que sont-ils venus faire dans cette galère ?

Hypnotisées par les facilités financières et par l'efficacité du collectif "Reprenons l'initiative", on retrouve dans ce collectif de nombreuses ONG pourtant tout à fait honorables. On peut s'interroger, par exemple, sur la présence de "Survie" qui depuis plusieurs années nous fournit d'excellentes informations sur le rôle de l'armée française dans le cadre du néo-colonialisme africain, avec en particulier le rôle de l'armée française dans les massacres du Rwanda. Aujourd'hui face aux moyens dont disposent aussi bien la Fondation Mérieux que l'Armée, on peut penser que leur message ne servira que de cache-sexe à une opération financière d'envergure : le développement de l'empire Mérieux.

Michel BERNARD

PROGRAMME DES MANIFESTATIONS CONTRE LE G7 (Etat des lieux le 4 mai)

Vendredi 21 juin :

- 19 h : Intervention de rues dans le cadre de la Fête de la musique.
- 20 h : Meeting de lancement "Les autres voix de la Planète" à la Bourse du Travail, Lyon 3ème. (coordination : Maison de l'Ecologie, 78 27 29 82)

Samedi 22 juin :

- Arrivée des marches AC ! (Agir contre le chômage)
- 10h à 12h30 : Sommet "Les autres voix de la planète" avec des ateliers sur "Déréglementation des services publics au Nord et au Sud", "Guerres, désarmement, abolition des armes nucléaires", "résistances culturelles face à la mondialisation"
- 10h à 12 h : Contre sommet libertaire organisé par le GAG7, au CCO, 39 rue Courteline, à Villeurbanne. (Renseignements : GAG7, La Gryffe, 78 61 02 25).
- 15 h : **Manifestation nationale** appelée par "Les autres voix de la

Planète" avec la participation des organisations syndicales et du GAG7.

- 19 h à 21 h : Contre sommet libertaire organisé par le GAG7, au CCO.
- 20h à 22h30 : Sommet "Les autres voix de la Planète" avec des ateliers sur "le droit au travail", "les conséquences sociales du système de la dette", "Femmes du Nord et du Sud solidaires".
- 21 h : concert du Contre sommet libertaire organisé par le GAG7, au CCO.

Dimanche 23 juin :

- 9h30 à 11 h : Sommet "Les autres voix de la Planète" avec des Ateliers sur "délocalisations et concurrence", "conséquences écologiques de la mondialisation", "endettement et système financier international".
- 10 h à 12 h : Contre sommet libertaire organisé par le GAG7, au CCO.
- 14h30 à 16h30 : Sommet "Les autres voix de la Planète" : meeting

de clôture.

- 14 h à 18 h : Contre-sommet libertaire organisé par le GAG7, au CCO.

Lundi 24 juin :

- Colloque de la Fondation Jaurès (proche PS) (Lyon 9ème ?).
- Colloque de la Lyonnaise de Banque sous la présidence de Raymond Barre avec Michel Camdessus de la Banque Mondiale sur les avantages de la mondialisation.

Mardi 25 juin :

- A 11h, manifestation intersyndicale organisée par la CGT, la CFDT, FO, la FSU...
- A 16 h, conférence de presse d'ouverture du Contre-G7 organisé par Ecoropa, Femmes et Changement, A-Seed, Friends of the Earth International, La Ligne d'Horizon, New Economic Fondation, l'Observatoire de la Globalisation, Silence... (Coordination : Ecoropa, (1) 43 38 38 17) (suite page suivante)

Mercredi 26 juin

- Forum intersyndical sur la mondialisation de l'économie organisé par la CGT, la CFDT, FO et la FSU.
- 9h30 à 13h, Contre-G7 au CCO, à Villeurbanne, conférence-débat avec *Michel Chossudovsky* (prof d'économie à Ottawa), *François Chesnais* (économiste, auteur de "la mondialisation du capital"), *Edward Goldsmith* ("The Ecologist"), *Susan Georges* (Observatoire de la Globalisation)
- 15h à 18h30, Contre-G7 au CCO, à Villeurbanne, tables rondes sur "G7, OMC, Bretton Woods, quelles logiques ?", "Mondialisation du capital : bulle financière et dette", "Quels bénéfices tirent les sociétés françaises de la mondialisation".
- 20h30, Soirée "Quelles alternatives à la mondialisation" organisée par les Verts-Européens, nationaux et régionaux, Salle Rameau, Lyon 1er. (Organisation : Verts-Région, Luc Voiturier, 72 59 44 27).
- Réception du G7 à la mairie de Lyon (Lyon 1er).

Jeudi 27 juin

- 9h à 17h, salle de la Mutualité, Lyon 7ème, colloque "Peut-on coopérer avec l'Afrique sans la respecter politiquement ?" organisé par Agir Ici et Survie.
- 9h30 à 13h, Contre-G7 au CCO, Villeurbanne, conférence-débat avec

Vandana Shiva (écologiste féministe indienne), un intervenant des pays de l'Est, *Christian de Brie* (Le Monde diplomatique) et *Helena Norberg-Hodge* (écologiste anglo-suédoise).

- 15h à 16h30, Contre-G7 au CCO, Villeurbanne, ateliers sur "Comment résister aux institutions de Bretton Woods", "Résistances à la mondialisation : agriculture et luttes paysannes", "résistance à la mondialisation : lutte sociales et défenses du service public".
- 17h à 18h30, Contre-G7 au CCO, Villeurbanne, ateliers sur "Jalons pour une alternative : présentation d'expériences", "résistance des femmes à la mondialisation", "Pour en finir avec le nucléaire".
- 20h, salle de la Mutualité, Lyon 7ème, "Contre-sommet des 7 témoins" organisé par Agir Ici et le CEDETIM.
- Réunion du G7 à la Cité Internationale (Lyon 6ème)

Vendredi 28 juin

- Fin du G7, déclaration finale.
- 14 h à 17 h : Tribunal Pénal International organisé par Bioforce (!) au Centre de l'Histoire de la Résistance, 14 av. Berthelot, Lyon 7ème.

Samedi 29 juin

- Tenue d'un G9 avec la Russie, l'Union Européenne, la Banque Mondiale, le FMI et l'OMC.

CONTRE LE BAL DES VAMPIRES

Après les très réformistes "Reprenons l'initiative" et les plus contestataires "Les autres voix de la planète", une fraction des libertaires estimant que cela n'était pas encore assez radical ont lancé un troisième appel intitulé : "contre le bal des vampires" qui affirme qu'"il faut saisir l'occasion pour affirmer le lien de cause à effet entre les décisions scellées dans ces sommets du G7 et les conséquences sur notre vie (chômage, santé, retraite, salaires...). Lyon doit être le rendez-vous de la contestation du nouvel ordre mondial pour les "damnés de la terre" et pour tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans un monde où la liberté ne se mesure qu'à l'aune de la circulation des marchandises et des intérêts politiques des Etats et des élites dirigeantes. (...) Les populations sont sacrifiées sur l'autel de la mondialisation capitaliste. (...) Contre l'Europe forteresse (...) qui

favorise la montée du racisme, contre la logique sécuritaire (...), contre les tentatives d'éradication des cultures minorisées (...), contre les délocalisations et le développement des formes précaires de travail (...). Ne laissons pas le capitalisme nous enfermer dans une logique d'exclusion, refusons la désignation de boucs-émissaires (...)"

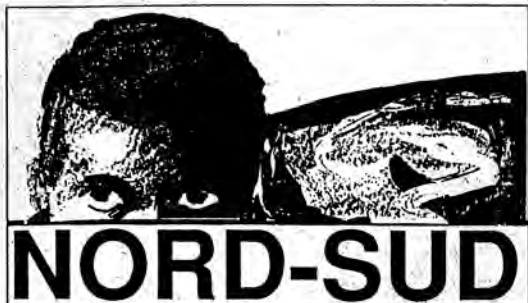
Cette coordination appelle à des manifestations sur le terrain et a déjà commencé en occupant, à une cinquantaine de personnes, l'un des hôtels de luxe où doivent séjourner les grands de ce monde.

Contacts :

- **Lyon** : Groupe anti G7 c/o La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon.
- **Nantes** : GAG7 c/o Le Local, 16 rue Sanlecque, 44000 Nantes.
- **Tours** : GAG7 c/o Grolito, FA, BP2114, 37021 Tours cédex.

ADRESSES "AUTRES VOIX DE LA PLANETE"

- 01 - Ain** : "Les autres voix de la planète" c/o Jean-François Mortel, 19 rue Victor Basch, 01000 Bourg-en-Bresse, tél : 74 23 60 31.
- 06 - Alpes-Maritimes** : "50 ans, ça suffit", c/o Yaminia Benrokia, 22 rue Soleau, 06300 Nice, tél : 92 04 23 91.
- 09 - Ariège** : "Les autres voix de la planète" c/o Jean-Charles Sutra, 14 rue Porte-en-Rivière, 09600 Laroque d'Olmes, tél : 61 01 89 59.
- 16 - Charente** : "Les autres voix de la planète" c/o Maison des peuples et de la paix, 6 bis rue Marengo, 16000 Angoulême, tél : 45 92 48 32.
- 17 - Charente-Maritime** : CNID, Raymond Etienne, 68 rue de Missy, 17000 La Rochelle, tél : 46 43 48 11.
- 21 - Côte d'Or** : "Les autres voix de la planète" c/o FSU, 45 rue Parmentier, 21000 Dijon.
- 31 - Haute-Garonne** : CIDES, 1 rue Joux-Algues, 31000 Toulouse, tél : 61 25 05 32.
- 34 - Hérault** : "Les autres voix de la planète" c/o SUD-PTT, BP 8055, 39037 Montpellier cédex 1, tél : 67 42 87 77.
- 35 - Ile-et-Vilaine** : "Les autres voix de la planète", CRIDEV, Ronan Vibert, 41 avenue Janvier, 35000 Rennes, tél : 99 30 27 20.
- 37 - Indre-et-Loire** : "Les autres voix de la planète", Les Verts, BP 1247, 37000 Tours cédex.
- 38 - Isère** : "Les autres voix de la planète" c/o CLIP, 6 bis rue Berthe de Boissieux, 38000 Grenoble, tél : 76 87 59 79.
- 41 - Loir-et-Cher** : "Les autres voix de la planète" c/o AC ! BP703, 41007 Blois cédex.
- 42 - Loire** : "Les autres voix de la planète", Eric Comte, 23 rue Rouget de Lisle, 42000 Saint-Etienne, tél : 77 25 92 69.
- 44 - Loire-Atlantique** : "Les autres voix de la planète", Cri du sud, 22 rue des Carmélites, 44000 Nantes, tél : 40 12 49 96.
- 44 - Loire-Atlantique** : "50 ans, ça suffit", Paulette Merand, 1 allée des Sternes, appt 79, 44600 Saint-Nazaire, tél : 40 53 57 27.
- 45 - Loiret** : "Les autres voix de la planète", Alternative Libertaire, BP 6403, 45064 Orléans cédex 02.
- 59 - Nord** : "AC !", 70 boulevard Victor Hugo, 59000 Lille, tél : 20 52 56 42.
- 65 - Hautes-Pyrénées** : chez Christian Zueras, 22 rue Ramond, 65000 Tarbes, tél : 62 34 63 53.
- 67 - Bas-Rhin** : Collectif G7 : AC ! c/o La Rue, 46 rue de la Course, 67000 Strasbourg.
- 68 - Haut-Rhin** : "Les autres voix de la planète" c/o Jeannot Celle, 55 rue du Hameau, 68270 Wittenheim, tél : 89 52 54 76.
- 69 - Rhône** : "Les autres voix de la planète", Maison de l'Ecologie, 4 rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 78 27 29 82.
- 75 - Paris** : "Les autres voix de la planète", CEDETIM, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, tél : (1) 43 71 09 11.
- 76 - Seine-Maritime** : Campagne contre le G7, c/o APAAM, 22 rue Lamartine, 76600 Le Havre.
- 92 - Hauts-de-Seine** : "Les autres voix de la planète" c/o ADN Roger Véron, 116 rue Salvador Allende, 92000 Nanterre.



NORD-SUD

PETITES PHRASES

"N'oublions pas que notre droit fiscal admet qu'un entrepreneur déduise de ses impôts les 'commissions', c'est-à-dire les pots-de-vin, qu'il a dû verser pour obtenir un contrat à l'étranger. Il serait paradoxal que cette pratique - quoiqu'on en pense sur le plan moral - entraînant des poursuites pénales" de Jean-François Burgelin, procureur général, dans le Figaro du 8 février 1996.

QUELLE AIDE AU DEVELOPPEMENT ?

Selon un sondage réalisé pour le comité catholique contre la faim et pour le développement, CCFD,

93 % des Français souhaitent que l'aide publique au développement soit augmentée ou maintenue, mais 81 % souhaitent également qu'elle soit mieux utilisée. (source : Billets d'Afrique, mars 1996)

BIRMANIE : ATTAQUE CONTRE UNE CAMP TOTAL

La compagnie Total s'est acoquinée avec la junte militaire birmane, une des plus sanglantes de la planète, pour construire un gazoduc allant du champ gazifère de Yadana, au large des côtes birmanes jusqu'à la frontière thaïlandaise (voir Silence n°201). Ce projet est contesté par l'opposition démocratique et de vio-

lentes réactions ont parfois lieu contre le chantier, malgré les précautions prises par le SLORC, junte au pouvoir. Ainsi, en mars 1995, une attaque avait provoqué la mort de 5 employés et en avait blessé 11 autres. Une nouvelle attaque, le 8 février 1996 a provoqué la mort de 4 personnes et en aurait blessé 5 autres. Un français figurerait parmi les victimes, mais Total dément l'information.

Le SLORC a réagi en battant à mort 11 hommes d'un village voisin. 2 femmes ont été déshabillées et torturées, une est méconnaissable. Pour surveiller le chantier, Total a aidé la junte à acheter des hélicoptères. Jean Pichon, ancien attaché militaire français à Bangkok, reconverti dans le commerce des armes, aurait servi d'intermédiaire. (source : The Nation, Bangkok, 1er mars 1996)

NIGERIA : IBM SE RETIRE

Inquiet des risques de boycott, le géant de l'informatique, qui avait signé un contrat en 1993 avec le gouvernement du Nigéria pour l'installation d'une usine de montage d'ordinateurs destinés à tout le continent africain, a annoncé la rupture du contrat sous prétexte "des incertitudes politiques qui pèsent sur le pays". L'usine devrait finalement être installée en Afrique du Sud. (source : Courrier International, 11 janvier 1996)

RWANDA : QUI A VENDU LES ARMES

La parution de plusieurs rapports sur les fournitures d'armes aux auteurs du génocide rwandais a conduit l'ONU à désigner une commission d'enquête de six membres. Le Zaïre a tout fait pour les gêner, mais ce n'est pas le seul. Les enquêteurs ont écrit à cinq pays : la Bulgarie, la Chine, les Seychelles, l'Afrique du Sud et la France. Ils ont demandé des réponses précises sur la présence d'armes venant de ces pays. Personne n'a répondu clairement, tant et si bien que l'ONU a annoncé, début février, la dissolution prochaine de la com-

SOYEZ SPORT DU COTE DES SPORTIFS

La campagne "Soyez Sport" lancée par Agir Ici (voir n°203) provoque de multiples réactions. Plus de 30 000 cartes postales ont été envoyées aux grandes marques et aux grands magasins. Ces derniers souhaitent souvent plus d'informations sur l'origine des produits commercialisés mais se déclarent incompétents pour agir. Les marques, elles, sont favorables à une charte de bonne conduite. Reebok annonce même qu'elle a sa propre charte, mais des associations asiatiques ont démontré que cette charte n'est pas appliquée correctement dans les usines sous-traitantes de la marque.

Afin de donner une suite à cette campagne, Agir Ici a écrit une lettre ouverte à Yannick Noah, Eric Cantona et Steffi Graf, respectivement sponsorisés par Reebok, Nike et Adidas, pour qu'ils agissent en faveur des ouvriers asiatiques dont les conditions de travail sont déplorables. Contact : Agir Ici, 14 passage Dubail, 75010 Paris, tél : (1) 40 35 07 00.

mission. N'oublions pas que les cinq pays qui ont le droit de veto à l'ONU assurent 85 % des ventes d'armes dans le monde. (source : Billets d'Afrique, mars 1996)

LYON : HUIT HEURES POUR L'AFRIQUE

L'ICRA, commission internationale pour les droits des peuples indigènes, organise le samedi 8 juin de 15 h 30 à 23 h 30, à l'espace Tonkin, rue Salvador Allende, à Villeurbanne, une journée "Huit heures pour l'Afrique" avec au programme la projection de films d'Ethiopie, de Madagascar, du Bénin et des Pygmées ; des animations : contes d'Afrique, percussions, danses ; des dégustations d'Afrique Noire, des stands d'associations culturelles et de développement. Renseignements : ICRA, tél : 78 03 54 03 ou 72 37 17 70.

MALI : INTERPELLATION DEMOCRATIQUE

Le 10 décembre dernier, le gouvernement malien a inauguré une nouvelle forme de politique : l'interpellation démocratique. Pendant toute la journée, en public et en direct à la télévision, les membres du gouvernement ont dû répondre aux questions posées par des avocats sur les conflits qui opposent les populations à l'Etat. Un jury des droits de l'homme, composé d'observateurs étrangers (dont Christine Daure Serfaty pour le compte de l'Observatoire international des prisons), devait en fin de journée faire des suggestions pour apporter des solutions aux questions soulevées lors du débat. La rencontre a démarré à 8h30 du matin pour se terminer à 22 h. Trente-trois questions ont été abordées et une vingtaine de ministres ont répondu en direct. Les questions étaient très diverses : retard dans les problèmes de salubrité et d'électrification, licenciements abusifs, exploitation des ouvriers par des compagnies étrangères dans les mines, situation misérable des détenus en prison, problème de l'excision des femmes, demande d'abolition de la peine de mort... Le jury d'observateurs a demandé la mise en place d'une structure de médiation, des moyens pour mesurer les progrès, le renouvellement d'une telle initiative tous les ans, la prise en compte rapide des demandes sur l'excision et la peine de mort. A quand une initiative comme celle-ci en France, avec le gouvernement face à des avocats du Droit, au Logement, des comités de prisonniers, des habitants de la vallée d'Aspe, des opposants aux autoroutes, au nucléaire, aux exportations d'armes...



ITALIE : LEGALITE DES ARMES

Le groupe Pugwash italien et Isodarco, école internationale pour le désarmement et la recherche sur les conflits, organisent, du 29

STOP ARMES NUCLEAIRES

Le collectif Stop-Essais qui a animé la campagne contre les essais pendant plusieurs années a décidé de se "recycler" en collectif pour l'abolition des armes nucléaires. Il mène deux campagnes pour 96/97 : la première concerne la Polynésie et demande une reconnaissance officielle des conséquences des essais ; la deuxième appuie la signature d'un véritable traité d'interdiction totale des essais sans concessions (donc sans simulations).

Le collectif poursuit la publication de son bulletin mensuel (à partir de 50 F par an) et diffuse du matériel (cartes postales, T-shirts) pour se financer. Contact : Stop-Essais c/o Marie-Pierre Bovy, Bonnetcombe, 12120 Comps Lagranville, tél : 65 74 13 40.

Enfin, comme chaque année depuis 1983, les opposants à l'arme nucléaire se retrouveront du 6 au 9 août pour un jeûne de 4 jours à la Maison de Vigilance de Taverny, au nord de Paris. L'occasion de rappeler les bombes d'Hiroshima (6 août) et de Nagasaki (9 août), de dialoguer avec les officiers du centre de commandement de Taverny et de rencontrer les jeûneurs les plus célèbres (Théodore Monod, Solange Fernex...). Contact : Maison de Vigilance, Marc Sève, (1) 44 39 89 57.

juillet au 8 août, un colloque sur le thème "légalité des armes de la guerre froide, problèmes techniques et opportunités" avec des intervenants du monde entier. Ce colloque, en anglais, s'adresse plutôt à des chercheurs. Inscriptions et renseignements avant le 10 juin auprès de : Prof. Carlo Schaefer, department of physics, university of Rome "Tor Vergata", Via della Ricerca Scientifica, I-00133 Rome, Italie, tél : (39-6) 7259 45 60 ou 61.

TRANSPARENCE DE LA COFACE

Malgré le soutien modeste des députés (seuls deux d'entre eux ont approuvé la campagne et onze ont posé des questions à l'Assemblée nationale), Agir Ici ne baisse pas les bras et axe maintenant son action de pression sur les élus en leur demandant que la Coface, cet organisme qui garantit le paiement des ventes à l'étranger, ne puisse pas intervenir sur la vente par Dassault de 40 Mirage 2000-5 au Pakistan. Contact : Agir Ici, 14 passage Dubail, 75010 Paris, tél : (1) 40 35 07 00.

PLATEAU D'ALBION : BASE AERIEENNE ?

Le démantèlement des missiles nucléaires du Plateau d'Albion va-t-il signifier la fermeture de ce site ? L'armée ne l'entend pas ainsi. Elle multiplie depuis peu les essais de vols à basse altitude et souhaite y installer une école franco-allemande d'hélicoptères. Les missiles ne faisaient pas de bruit, ce n'est pas le cas des avions et autres objets volants. (source : Palitis, 14 mars 1996)

FORUM D'ETE DU MAN

Le MAN, mouvement pour une alternative non-violente, tiendra son forum du 31 juillet au 4 août au château de Bioux dans le Lubéron, près d'Avignon. Le thème de l'année sera "citoyen ici et là-bas" avec au programme "intervention civile non-violente", "Europe et citoyenneté", "travail social non-violent". Forum ouvert à toute personne intéressée. Renseignements : MAN, 21 ter rue Voltaire, 75012 Paris, tél : (1) 43 79 79 85.

ARMEE

• **PRIVILEGES.** Non seulement, l'armée n'a pas payé ses cotisations sociales à la Sécu depuis 1945... (voir Silence n°201), mais en plus le décret sur le remboursement de la dette sociale (RDS) ne prévoit pas qu'il soit appliqué aux pensions militaires... alors que tous les autres retraités paient. Etat de droit ?

• **ARMEES DE METIER AILLEURS.** Il existe un pays en Europe qui n'a pas d'armée : c'est l'Islande. Elle est par contre membre de l'OTAN et accueille des militaires américains sur son sol. En Grande-Bretagne, la conscription a été supprimée en 1960. L'armée de métier compte 237 000 hommes. Au Luxembourg, la conscription a été supprimée en 1967. L'armée compte 800 personnes. Aux Etats-Unis, la conscription a été supprimée depuis 1973. L'armée de métier compte 1,5 millions d'hommes. En Belgique, la conscription a été supprimée en 1995. L'armée de métier compte 47 000 hommes. Aux Pays-Bas, la conscription vient d'être supprimée. L'armée de métier compte 74 000 hommes dont encore 28 000 appelés. Le dernier s'en ira le 1er août prochain. A l'inverse, il n'y a pratiquement pas de militaires professionnels en Suisse : seulement 4000. Le service est constitué d'une première période de 15 semaines suivie de 10 périodes de 3 semaines entre 20 et 42 ans. Le statut d'objecteur est en passe d'être obtenu. L'Allemagne bat le record du nombre d'objecteurs puisque 160 000 des 300 000 appelés annuels optent pour un service civil de 13 mois (au lieu de 10 pour le service militaire). L'armée devient de fait de plus en plus professionnelle (70 % des effectifs).

• **LE MEI ET L'ARMEE.** Le mouvement écologiste indépendant (mouvement de Waechter) s'est prononcé, le 11 février dernier, contre le projet de réforme de l'armée envisagé par l'actuel gouvernement. Il demande le maintien d'une conscription, les questions de défense étant l'affaire de tous. Mais le MEI envisage que cette conscription soit faite pour une période limitée de 6 mois dans un cadre civil, avec comme objectif d'apprendre à défendre sa commune et sa région par une défense non armée. Le MEI demande également que les interventions à l'étranger soient strictement limitées à des forces de police internationale sous le contrôle de l'ONU. Contact : MEI, 34 chemin du Pont d'Y, 44600 Saint-Nazaire.

OBJECTEURS EN HAUSSE

Dans le numéro 204, nous vous indiquions la progression du nombre d'objecteurs jusqu'en 1994. Le nombre pour 1995 est maintenant public : 10 218 objecteurs de conscience soit une hausse de 22 % en un an. Cela représente plus de 4 % des appelés de l'année.

Si on s'amuse à faire des projections comme le font les technocrates, on obtient les chiffres suivants (2 premières années réelles) :

Année	% de hausse	Nombre d'objecteurs	% des appelés
1994	10 %	8 023	3,5 %
1995	22 %	10 218	4,5 %
1996	34 %	13 700	6,0 %
1997	46 %	20 000	9,0 %
1998	58 %	31 600	14,0 %
1999	70 %	53 700	24,0 %
2000	82 %	97 700	43,0 %
2001	94 %	189 700	84,0 %
2002	106 %	390 800	173,0 %

On constate donc que si l'accélération du nombre des demandes se poursuit, dans moins de six ans, la totalité des appelés demanderaient le statut d'objecteur. Est-ce un hasard, si cela correspond exactement à la durée annoncée par Chirac pour passer à une armée de métier ?



PETITES PHRASES

"Si une coupe d'eau ne suffit pas à éteindre un incendie, il ne faut pas en conclure que l'eau est impuissante contre le feu". Mong Tseu.

ESPAGNE : L'OPUS DEI AU POUVOIR

L'Opus Dei, un des ordres les plus intégristes de l'église catholique, et qui fut longtemps l'un des piliers du régime du fasciste Franco, revient au pouvoir. : Frederico Trillo, nouveau président du Parlement, fait partie de l'Opus Dei. Il a bénéficié pour son élection des voix des nationalistes catalans et basques.

VACHE FOLLE ET POLITIQUE

- 1 - Les industriels recyclent des abats ovins pour gagner de l'argent.
 - 2 - Les vaches tombent malades.
 - 3 - Les gouvernement condamnent à mort les victimes.
- Pourquoi ne pas condamner à mort plutôt les coupables ? Les contribuables paieraient plus volontiers.



ALLEMAGNE : SUCCES DES GRUNEN

Lors des élections régionales du 24 mars dans trois lands allemands, les Verts sont en progression partout. Dans le Schleswig-Holstein, ils passent de 4,9 % en 1992 à 8 %. Dans le Bade-Wurtemberg, ils passent de 9,5 % à 12 %. En Rhénanie-Palatinat, ils passent de 6,5 à 6,7 %.

COURSE DES PEUPLES AUTOCHTONES

Pour les Indiens, la course est un moyen sacré de faire circuler la parole. Pour sensibiliser le public européen sur les droits des peuples autochtones et pour demander la libération de Léonard Peltier, un Indien emprisonné depuis de nombreuses années, accusé sans preuve de meurtre de policiers aux USA, une course sera organisée de Paris à Genève. Elle passera par Amiens, Lille, Bruxelles, Bonn, Francfort, Heidelberg, Strasbourg, Berne et se finira à Genève où elle remettra une pétition à la Commission des droits de l'Homme de l'ONU. Le départ de Paris est prévu pour le 20 juin. Renseignements : Nitassinan - LPSP France, BP317, 75229 Paris cédex 05, fax : (1) 42 41 36 32.

ALSACE : POLITIQUE INTELLIGENTE

Au lieu d'annoncer des accords avec la gauche ou la droite sans contrepartie, les écologistes régionaux alsaciens (3 Verts, 3 Mouvement Ecologie Indépendant, dont Antoine Waechter, 1 Convergence Ecologie Solidarité, Andrée Buchmann, 1 Alternative Rouge et Verte, Roger Winterhalter), profitant de la réélection du président de la région ont proposé un programme pour qu'ils soutien-

nent un candidat : refus des vice-présidences au FN, organisation de débats publics sur le canal Rhin-Rhône et le TGV Est, opérations pilotes dans le domaine de l'énergie (économie et renouvelables), actions en faveur de l'agriculture biologique, défense du scrutin proportionnel pour les prochaines élections régionales... Ce programme ayant été accepté par Adrien Zeller (Force Démocrate), celui-ci a bénéficié des huit voix écologistes pour assurer son élection, le 10 avril dernier.

PARIS : LE BETON D'ABORD

Le budget de la ville de Paris prévoit pour 1996 une hausse de 13 % pour la construction et le logement, de 5,4 % pour l'aménagement urbain, de 1 % pour

l'architecture, mais une baisse de 27 % pour la protection de l'environnement, de 19 % pour les parcs, jardins et espaces verts, de 12 % pour les affaires scolaires. La qualité de la vie : connaît pas ! Tibéri est le digne héritier de Chirac. (source : Laure Schneiter, élue MEI)

ALLIER : LAICITE, SAGESSE DES PEUPLES

L'association "La Libre pensée" de l'Allier organise le samedi 15 juin à 15 heures, à la salle des fêtes de Vichy, un débat sur "Laïcité, sagesse des peuples, concorde du monde" avec le concours de Joseph Berry, président national de la Libre Pensée. Contact : Libre Pensée, Réseau André Lorulot, 9 rue Félix Perraud, 03700 Bellerive-sur-Allier, tél : 70 59 93 53.

FINANCEMENT DES PARTIS : PERVERSION PAR LE HAUT

La loi sur le financement des partis prévoit que pour les dernières législatives une somme soit versée aux partis ayant présenté plus de 50 candidats, cette somme étant proportionnelle aux voix obtenues.

Conséquences : les Verts et Génération Ecologie vont toucher chacun environ 11 millions de francs. Le MEI de Waechter créé depuis ne touchera rien.

Cette somme qui arrive par le haut (aux partis et non aux candidats) donne une importance incroyable aux dirigeants des partis. Ainsi, à Génération Ecologie, si 90 % des candidats ont disparus dans la nature depuis, la clique autour de Lalonde va empocher le jack-pot et pourra utiliser cet argent pour continuer à semer la pagaille dans la mouvance écolo.

En Allemagne, le financement est plus sain : le gouvernement rembourse une certaine somme au candidat (et non à son parti), somme proportionnelle au nombre de voix du moment que le candidat fait au moins 0,5 % des voix. Avantage de cette méthode : elle permet à n'importe qui, membre d'un parti ou non, de se présenter aux élections (si on est un peu censé, 0,5 % des voix n'est pas vraiment un obstacle).

La perversion est la même pour les élections présidentielles : pour se présenter, il faut réunir 500 signatures d'élus, ce qui élimine bon nombre de candidats potentiels, moyennant quoi vous êtes remboursés. La candidature de Dominique Voynet aura ainsi ramené plus de 7 millions de francs aux Verts.

Dernière perversion : les Verts se retrouvant à la tête d'un capital important, il est évident qu'ils disposent d'une "force de frappe" importante dans la mouvance écolo, notamment vis-à-vis de la mouvance associative indépendante (celle qui ne bénéficie pas des financements des industriels ou des institutions).

Ainsi l'Etat contrôle les écologistes par le biais des élections ou par le biais des subventions... et les indépendants auront bien du mal à faire passer leurs idées. On n'imagine pas qu'aujourd'hui les Verts puissent réitérer le boycott des législatives qui avait été organisé en 1982 pour protester contre l'absence de proportionnelle.

LES MEDIAS FACE AU MOUVEMENT SOCIAL

Selon la plupart des organes de presse, ce conflit était le baroud d'honneur de la France protégée qui défend ses "privilèges" et refuse les "réformes" nécessaires. Déficit de pédagogie (1), de communication, a expliqué le gouvernement et ses alliés du moment. Au contraire, on a

désapprouver tout aussi brutalement. "Le même phénomène s'était manifesté lors du référendum de Maasticht. Conclusion : les citoyens n'écoutent pas la presse et pensent par eux-mêmes. Où va-t-on ?" (4). "Patrons, experts, journalistes, vedettes et autres auteurs d'essais à succès ont alors expliqué que le

analystes, qui ont bien réagi, à froid, en experts. Et le peuple - c'est-à-dire tout le monde, comme citoyens -, affectivement concerné, s'est senti berné" (7).

Le surgissement d'un conflit social de grande ampleur sert de révélateur des rapports de la télévision avec son public (voir 1968). La parole du mouvement social s'est sentie trahie par les médiateurs, notamment les journalistes. Les grévistes ne croient plus aux journalistes. "C'est fini, ils sont comme les hommes politiques, loin de nous ; et leur journal, c'est pas la réalité. Nous, on ne se fait jamais entendre à la télé. Si, ce sera trente secondes, un des nôtres qui n'a pas l'habitude de parler devant les caméras" (8).

"La France en direct", France 2, Vendredi 1er décembre. Outre les experts invités sur le plateau (actuels et anciens ministres, députés, dirigeants syndicaux), la chaîne était en duplex avec des grévistes : cheminots du Mans, employés RATP d'Aubervilliers, postiers de Strasbourg, étudiants de Toulouse. "De temps en temps, prudemment, les présentateurs entrouvaient un des tiroirs, révélant des gueux muets qui écoutaient les nantis de la parole" (9). Les cinquante grévistes du Mans ont parlé 3mn41s, les trente d'Aubervilliers 3mn21s, les vingt de Strasbourg 4mn48 s, ceux de Toulouse 4mn17s. Soit un quart d'heure à eux tous sur deux heures d'émission (10). Les présentateurs font intervenir le ministre comme un deus ex machina venant apporter la lumière sur notre nuit d'ignorance. "Une télé qui donnerait tout bêtement la parole aux gré-

Les mouvements sociaux de novembre et décembre 1995 ont encore une fois mis en évidence la servilité des médias français vis-à-vis des dirigeants du pays.

compris. "Ils continuent à nous prendre pour des bœufs, des petits incapables de comprendre ce qu'ils disent à la télé : mais nous, on comprend ! L'ouvrier, aujourd'hui, il a le bac, il a fait des études" (2).

Accusateurs, les résultats du sondage Ipsos-Opinion pour la Marche du Siècle et le Nouvel Observateur : plus de 60 % des grands médias approuvent le plan Juppé, seuls 6 % le jugent négatif. Les proportions s'inversent quand on interroge un échantillon représentatif des Français (3). Immédiatement après la présentation de son plan par le Premier Ministre, la quasi-unanimité des médias ont salué "l'effort d'équilibre", le signe de "courage", l'"audace" ("Juppé l'audace" titre alors Libération)... A l'instar de la classe dirigeante, les médias ont approuvé ce que les Français allaient

Smic était trop élevé, que les salariés avaient mangé leur pain blanc et que la belle vie, c'était hier, alors qu'ils trouvaient légitimes de gagner eux-mêmes dix, vingt ou cent fois le Smic" (5).

Lors de la présentation à l'Assemblée du Plan Juppé sur la Sécurité Sociale, la voix de la rue était restée étrangement absente du journal télévisé. On eût cru que l'extérieur avait été gommé par la magie du verbe juppéiste. "Députés, éditorialistes, anciens et futurs ministres, néo-balladurien, cryptogiscardien et socialistes entortillés : le gouvernement et tous ceux qui célébraient son courage avaient alors pris le "20 heures" en otage" (6). "Il y a eu deux réactions diamétralement opposées : ce qu'on appelle les "milieux autorisés", c'est-à-dire les intellectuels, les journalistes, les

(1) Olivier Mongin, directeur de la revue Esprit, Le Monde, 17-18 déc. 95.

(2) Un gréviste de la RATP cité par Dominique Leguilledoux, Paroles de Grévistes, Le Monde, 5 déc. 95.

(3) Le Nouvel Observateur, 14 déc. 95.

(4) Laurent Joffrin, Le Nouvel Observateur, 14 déc. 95.

(5) Alternatives Économiques, janv. 96.

(6) Daniel Schneidermann, Le Monde RTV, 3-4 déc. 95.

(7) Gérard Demuth, Télérama, 6 déc. 95.

(8) Un gréviste de la RATP cité par Dominique Leguilledoux, Paroles de Grévistes, Le Monde, 5 déc. 95.

(9) Daniel Schneidermann, Le Monde RTV, 10-11 déc. 95.

(10) Le Monde, 3-4 déc. 95.



vistes, est-ce que ça serait encore de la télé ? Voilà ce qu'ils se sont dit, les chefs de France 2. La télé a un standing, faudrait voir à pas l'oublier" (11). Une reproduction du "dialogue social" actuel, le coup de force permanent. Les médias comme meilleurs metteurs en scène du pouvoir. "On aurait voulu prouver par l'image la fameuse coupure entre "le peuple" et "les élites" qu'on ne s'y serait pas pris autrement" (12). Idem pour les étudiants de "la Marche du Siècle" (France3), soumis à une rude concurrence des ministres, sociologues et présidents d'université. "Au bout de deux heures, on ne les a quasiment pas entendus. (Ils) ont le droit de causer. Quand le proviseur Cavada leur en donne la permission (...) On lui a pas dit, à Cavada, que c'était fini "La Classe" sur France3 ?" (13). Certains journalistes, comme Bilalian, se sont comportés de manière hautaine et arrogante avec les acteurs du mouvement qui refusaient de s'inscrire dans le cadre du discours qu'ils leur imposaient, et

n'ont pas hésité à reprendre la rhétorique de la droite selon laquelle les salariés du public seraient des privilégiés. "Par un paradoxe de l'histoire, ceux qui, comme les chemins, ont de tous temps été à la pointe du mouvement ouvrier, se sont retrouvés à la place de ceux qu'ils combattaient hier" (14). Les grévistes ne sont pas raisonnables : c'est un "coup de lune" (Claude Imbert), une "grande fièvre collective" (Alain Duhamel), une "fantasmagorie" (Franz-Olivier Giesbert), un "carnaval" (Guy Sorman), "une dérive schizophrénique" (François de Closets), "un mouvement où les fantasmes et l'irrationnel brouillent souvent les réalités" éditorialise Gérard Carreyrou au 20 heures de TF1 (5 déc. 95) (15).

"On est frappé, depuis le début de la grève, de l'impuissance désespérante du 20 heures à rendre ce soulèvement intelligible. "Nous irons jusqu'au bout", répètent chaque soir postiers et cheminots. Mais jusqu'au bout de quoi ? Et pourquoi maintenant ? Que cachent

ces mots, quel est le secret ciment de ce peuple uni dans ce qu'il faut bien appeler une rébellion nationale ? On ne le saura pas en regardant le journal télévisé. Certes, on n'ignorera rien des embarras des "usagers" (...) une victime des embouteillages est bien plus télégénique qu'une victime de 0,5 % de prélèvement supplémentaire" (16).

Parmi les réussites de l'info, cette délégation de la Sécu en congrès à Bali alors même que Juppé vient d'en annoncer les économies, épinglée par le Canard Enchaîné et France2. "Si cela n'avait pas été si cher, nul doute que les chaînes eussent volontiers envoyé une équipe traquer les baignades clandestines, les bronzettes subreptices, les apéritifs crapuleux au bord de la piscine" (17). Dans la foulée, les télé nous abreuyaient d'abus en tous genres, de patients comme de médecins, avant que Juppé soit unanimement célébré pour son discours à l'Assemblée nationale. Quant à l'opposition, elle doit saisir le CSA pour obtenir un

(11) Alain Rémond, Télérama, 13 déc. 95.

(12) Alain Rémond, op cit.

(13) Alain Rémond, Télérama, 6 déc. 95.

(14) Jean-Michel Denis, sociologue, Le Monde, 9 déc. 95.

(15) Cités par Serge Halimi, Le Monde Diplomatique, janv. 96.

(16) Daniel Schneidermann, op cit.

(17) Daniel Schneidermann, Le Monde RTV, 19-20 nov. 95.

droit de réponse aux propos du Premier ministre au 20 heures. "L'information consacrée aux grèves s'est limitée à rendre compte des gênes qu'elles ont pu occasionner, de la (réelle) difficulté éprouvée par les salariés du secteur privé à se déplacer et à venir travailler dans la capitale. Sur les causes profondes des grèves, sur le contenu des revendications, sur les motifs de la détermination des grévistes, silence absolu" (18). Observation faite aussi sur le plateau de la Marche du Siècle par Bernard Thibault, dirigeant de la Fédération CGT des Cheminots. "Pendant les grèves, on n'a fait que du superficiel, commente un reporter de TF1. Le rapprochement FO-CGT ? Pas un mot ou presque. En revanche, la rédaction en chef se polarisait sur des casseurs imaginaires" (19). Les sujets sur les PME menacées de faillite par la grève se sont multipliés. Le 1er décembre, sur France Inter, Claude Bébéar, PDG d'Axa, salarié à 10 millions de francs par an, rouspète contre les smicards en grève... Aucun journaliste ne lui fait remarquer l'indécence de son observation.

Jean-Claude Guillebaud a perçu dans la couverture radio un premier mouvement qui prit la forme "d'une admonestation vertueuse contre les grévistes 'irresponsables' mettant l'économie - et le franc - en péril. Des consultants, experts, sociologues, psychanalystes, furent invités partout qui tinrent le même langage : des sacrifices sont nécessaires, les réalités sont ce qu'elles sont, le monde a changé... On insista prioritairement sur les dommages causés et la gêne imposée aux usagers. Quant au gouvernement, il se fit durement reprocher moins le contenu de son projet que son insigne maladresse politique" (20).

Côté presse écrite, la plupart des supports se déchaînent contre "les cheminots et les agents de la RATP (qui) rançonnent la France pour la pressurer davantage", "le racket social" (21), les "paniers percés" du secteur public (22). Blondel est l'objet de toutes les rancunes. La Une du Point voit en lui "L'homme qui voulait que rien ne change", avant de considérer Notat comme "La femme qui dérange les syndicats" (surtout le sien !). L'Événement du Jeudi titre "Pourquoi il faut se débarrasser de Marc

Blondel". Sans craindre de se contredire, la presse se délecte de photos où le leader de FO fume un gros cigare qui le fait ressembler "au capitaliste qu'il est censé haïr" (23). Qui a dit que les photographes n'avaient pas d'influence éditoriale ? On est toujours plus dur avec celui qui est perçu comme ayant trahi son camp qu'avec son ennemi traditionnel : un des paradoxes de la période est que Viannet ait été relativement préservé par les discours anti-grèves, alors que c'est la CGT qui a assuré le succès des manifestations et grèves de décembre, logiquement, eu égard à son influence dans les principaux secteurs concernés.

"Qu'un Bernard Pons vienne protester de ses bonnes intentions sur le régime des retraites de cheminots. Que Jacques Barrot se mette en devoir de jouer de son charme de préfet des études d'un collège de jésuites d'Yssingeaux (Haute-Loire), et les gaziers-électriciens rejoignent le camp des révoltés. François Bayrou utilise toutes les ressources rhétoriques et pédagogiques d'agrégé de lettres, et quelques universités supplémentaires se mettent sans tarder à lui réclamer des sous sur l'air des lampions. On suppose que dans ces conditions, Charles Millon et Jean-Louis Debré ont été mis aux arrêts de rigueur" (24).

Après avoir un peu flotté, le gouvernement n'a pas tardé à reprendre l'initiative médiatique. A la tribune de l'Assemblée, Juppé estime que son plan a donné lieu à "la plus extraordinaire tentative de déformation, de désinformation et de confusion". Péricard, président du groupe RPR à l'Assemblée et ancien journaliste de l'ORTF, parle de radio et télé-CGT. Ce à quoi un journaliste lui réplique : "Vous préférez Radio-Nostalgie ?".

L'argent du contribuable a servi au gouvernement à s'acheter des pages dans les quotidiens pour publier un placard de propagande "Connaissez-vous le plan Juppé ?", pub que bien peu de journaux ont refusée. Il faut dire que le Premier ministre disposait d'un précédent en matière de pub antisociale. En septembre dernier, le PDG d'Air France, Christian Blanc (qui serait, paraît-il, rocardien...) s'achetait des spots télé aux heures de pointe pour s'en prendre aux personnels de sa

compagnie en grève : "Cet écran publicitaire aurait dû être consacré à la présentation des nouvelles cabines d'Air France (...) Malheureusement, deux syndicats du personnel navigant commercial ont décidé de déclencher une grève". "Ce tract patronal d'un nouveau genre se termine par un cri de guerre : 's'adapter ou mourir'" (25). Comment mieux symboliser que l'information dépend du bon vouloir des puissances d'argent ? Evidemment, les travailleurs ne sont pas en mesure, financièrement parlant, de se livrer à de tels matraquages de propagande à grande échelle.

A partir de la deuxième semaine de décembre, il est devenu flagrant que les grands médias paraient sur l'essoufflement du mouvement. Les micro-trottoirs de commerçants et d'usagers redoublent, tandis que prises de parole ou mouvements de protestation se font de plus en plus rares, si l'on se fie au petit écran. Le 14 décembre, au journal de 20 heures sur TF1, il faudra attendre 23 minutes pour que l'on évoque les manifestations du jour dans plusieurs grandes villes. En conférence de rédaction à France2, le directeur de l'info décide que le mouvement est fini, et hop, on n'en parle plus ! "Depuis quelques jours, à France2, les journalistes désireux de faire leur travail d'information en réalisant des reportages sur la grève sont regardés de travers par leur hiérarchie" remarque Yves-Marie Labé dans Le Monde (26). La veille, ce même journal avait titré : "Le mouvement manifeste des signes d'essoufflement en province" (27). Les médiocrates sifflent la fin de la récréation.

En sens inverse, certains papiers en ont un peu trop sur "l'indéfinissable légèreté des Parisiens solidaires par temps de grève" (28). De même, les interprétations sur la "révolte de la province contre la capitale" (29) semblent pour le moins fumeuses.

Une large partie de l'opinion pense que les journalistes sont dépendants des partis et qu'ils ne résistent pas aux pressions de l'argent (30). Un des dangers qui menacent globalement le discours médiatique, c'est de s'identifier à celui des élites (31). "Pour des raisons sociologiques, culturelles,

(18) Jean-Michel Denis, sociologue, op cit.

(19) Le Canard Enchaîné, 17 janv. 96.

(20) Jean-Claude Guillebaud, Le Nouvel Observateur, 14-20 déc. 95.

(21) Franz-Olivier Giesbert, Le Figaro, 4 déc. 95, cité par Serge Halimi, Le Monde Diplomatique, janv. 96.

(22) Claude Imbert, Le Point, cité par Serge Halimi, Le Monde Diplomatique, janv. 96.

(23) Financial Times, cité par l'Événement du Jeudi, 21-27 déc. 95.

(24) Luc Rosenzweig, Le Monde, 2 déc. 95.

(25) Luc Rosenzweig, Le Monde, 30 sept. 95.

(26) Yves-Marie Labé, Le Monde RTV, 17-18 déc. 95.

(27) Le Monde, 16 déc. 95.

(28) Le Monde, 9 déc. 95.

(29) Martine Valo, Sylvia Zappi, "En province, les manifestants ont exprimé une révolte contre la capitale", Le Monde, 27 déc. 95.

(30) Sondage Sofres pour la Croix et Télérama, Télérama, 24 janv. 96.

(31) Thèse défendue par Francis Balle, Le Mandarin et le Marchand, Flammarion, 1996.



voire corporatistes, la plupart des éditorialistes, responsables de rédaction, patrons de presse ou speakers de l'audiovisuel, collent spontanément à cette pensée oligarchique qui se présente elle-même comme un "cercle de raison". Une connivence structurelle, naturelle, innocente en somme qui finit par se solidifier au point de devenir plus puissante que les divergences politiques de façade. Médias-élites, même combat ! Y céder revient pour les médias à batailler comme des supplétifs de l'ordre établi" (32).

Jean-Claude Guillebaud : "depuis cinq ou six ans, notamment depuis l'effondrement du communisme, la presse française a d'une certaine manière réinventé le journal unique ; il y a eu une sorte d'uniformisation des points de vue dans la presse, qui n'était d'ailleurs pas conforme à la variété des points de vue sur le plan électoral : les Français ont continué à penser différemment. On a parlé de fracture sociale, il y a eu fracture médiatique. Les lecteurs, les auditeurs, les télé-spectateurs, ne se sont plus reconnus dans leurs journaux. Ce n'est pas

seulement pour des raisons de forme, c'est aussi pour des raisons de fond. Il y a eu une espèce de réinvention de la Pravda. On sort d'une période de cinq ou six ans où que vous lisiez les éditoriaux du Monde, du Figaro, du Nouvel Obs ou de Libé, ils exprimaient tous le même point de vue. Et il se trouve que ce point de vue là, aujourd'hui, il se déconstruit, parce qu'il n'était pas conforme à la réalité historique. On sort d'une période dramatique, et pas seulement parce que la presse ne se porte pas très bien (...) Il y a un étalon de mesure intéressant, c'est le nombre d'exemplaires de journaux quotidiens d'information vendus dans les pays démocratiques pour 1000 habitants. Nous sommes en France au 24ème rang, derrière la quasi-totalité des pays européens, et derrière des pays comme l'Ukraine. Il y a des raisons de coûts, mais vous ne pouvez pas imaginer qu'il n'y ait pas de rapport entre la désaffection des lecteurs et le contenu de la presse. C'est que quelque chose n'intéresse plus les gens dans les journaux. Parce que les débats récents ont été escamotés par la presse. Il y a un effet club,

nous connaissons tous ce métier, nous n'avons pas envie de dire du mal de nos confrères, il y a eu un effet club qui respectait la loi du silence, un club où on ne se critique pas les uns les autres. On a oublié la belle fraîcheur du débat démocratique, de la polémique. On n'a plus osé être en désaccord. Sur les questions monétaires, sur les questions européennes, sur le contenu du traité de Maastricht, sur la Guerre du Golfe" ("Le Cercle de Minuit", France2, 16 janvier 1996).

N'y aurait-il pas là l'une des origines du fameux "divorce entre le peuple et les élites" ? Il y a aussi le problème de culture : pendant le dernier conflit social, par exemple, on a constamment rappelé 1968 et jamais 1953, les grandes grèves nées à propos des questions de retraite (33).

En 1995, Cabu a remplacé son beauf déjà vieux de 20 ans par "le nouveau beauf". Il porte catogan, barbe à la Gainsbourg, cigare de patron de presse, multipoche de baroudeur. Il est dans la com'.

Eric MARQUIS

(32) Jean-Claude Guillebaud, *Le Nouvel Observateur*, 14-20 déc. 95.

(33) Epinglé par Jean-Noël Jeanneney, historien, ancien ministre, entretien dans *Télérama*, 24 janv. 96.

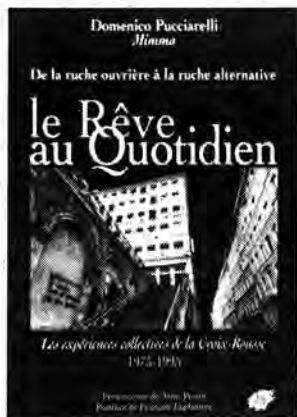


LE REVE AU QUOTIDIEN

De la ruche ouvrière
à la ruche alternative

de Domenico Pucciarelli
Ed. ACL, BP1186,
69202 Lyon cédex 01

Domenico Pucciarelli, que les militants lyonnais connaissent plus sous le nom de Mimmo, vient de publier son travail de recherche sur les expériences alternatives de la Croix-Rousse, entre 1975 et 1995. Les pentes de la Croix-Rousse, ancien quartier des Canuts de Lyon, accueillent depuis longtemps de multiples associations dont certaines sont classées comme "alternatives". Mimmo a défini ici le terme d'alternative comme une "démarche de contestation positive mettant en pratique les idées qu'on peut avoir sur le travail, mais aussi sur l'éducation, l'habitat et en général sur tout ce qui concerne la vie quotidienne et ses rapports à l'écologie". Ce mot d'alternative est relié à des idées comme l'auto-organisation, l'autonomie, la solidarité...



Après avoir fait une présentation des initiatives alternatives dans le temps, après un crochet en Allemagne, et une présentation du quartier, l'auteur a réussi à retrouver 79 initiatives dans le quartier ayant eu une exis-

tence plus ou moins longue. Ces initiatives concernent le cinéma, la musique, les ateliers, le théâtre, l'imprimerie, le graphisme, la communication, l'édition (Silence entre autres), les enfants, la santé, les femmes, les hommes, la politique, la restauration, l'alimentation, des expériences communautaires, des squatts...

24 entretiens avec des acteurs de ces initiatives (âgés de 26 à 70 ans) ouvrent de nombreuses pistes sur ces expériences, sur le vécu interne et sur les liens externes, sur les ruptures qui font l'alternative, sur le plaisir moteur de tout projet, sur la fatigue et les échecs, ou sur le réalisme et la durée. Si certains projets sont issus de 68 comme on pouvait s'y attendre, une vague importante a été provoquée par les manifs contre la loi Debré (1973 - le père de l'actuel ministre), contre Superphénix (manifs de 76-77), contre la spéculation immobilière dans le quartier...

Malgré ces 250 pages (et une multitude de notes en bas de page), la lecture de ce livre passionnant laisse sur sa faim : on sent qu'on aurait pu en écrire dix fois plus. En tout cas, un ouvrage intelligent dans le sens éthymologique du terme : un livre qui "tisse des liens". Dans ce quartier, chacune et chacun en saura maintenant un peu plus sur les tripes des autres. Ce qui nous anime est mis au grand jour. Des sentiments qui n'apparaissent pas toujours dans les échanges souvent limités au domaine utilitaire du militantisme.

Espérons que les tonnes de documents collectés par Mimmo pourront par la suite donner lieu à une suite, car si ce n'est pas toujours - pas souvent ? - des "happy end", tout le monde revendique la joie de participer ou d'avoir participé à de telles expériences. MB.

LA BELLE VIE

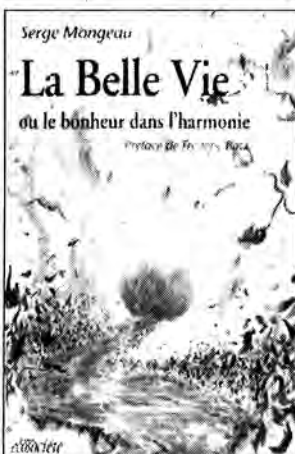
ou le bonheur
dans l'harmonie

de Serge Mongeau
Ed. Ecosociété (Québec)
1996 - 116 p.

Serge Mongeau, déjà auteur de nombreux livres que nous avons présentés dans ces colonnes, a déjà abordé les questions de la santé, de l'écologie, de la paix, etc...

Dans ce petit livre, extrêmement condensé, il expose en quelque sorte la clé de voûte de sa pensée en abordant la question toujours délicate de la spiritualité.

En gros, il s'étonne (et s'émerveille) d'être heureux alors que tant de gens semblent égarés dans la société de consommation actuelle. Reprenant de nombreux points abordés dans ses autres livres, il explique le lien entre le bonheur et la simplicité de la vie, la différence entre l'activisme militant et l'engagement raisonné, ce qu'est le temps de vivre et nous interroge sur l'incapacité de la plupart d'entre nous à se détacher des liens matériels qui nous lient avec la société que nous dénonçons.



Les recettes du bonheur : vivre le moment présent, l'amour, le jeu, la nature, la simplification, la vie intérieure et l'implication dans la société.

Peu de certitudes, mais beaucoup de bonnes questions, dans un style toujours agréable.

Un livre entrecoupé d'un coup de colère sur la guerre du Golfe qui nous rappelle que la recherche spirituelle ne peut être coupée des réalités du monde. MB.

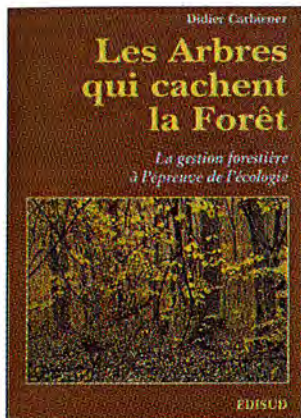
LES ARBRES QUI CACHENT LA FORET

La gestion forestière
à l'épreuve de l'écologie
de Didier Carbiener
Ed. Edisud
1995 - 250 p. - 120 F

Dans un style agréable à lire, Didier Carbiener, un animateur d'Alsace-Nature, décorique dans un premier temps les méthodes forestières de l'ONF, office national des forêts, et montre fort bien les inconvénients des pratiques productivistes d'aujourd'hui. Il s'attache ensuite à définir ce que pourrait être une gestion écologique des forêts conjuguant l'exploitation du bois, le respect de la biodiversité et les loisirs. L'avant dernier chapitre est consacré à un élargissement de la réflexion en faveur d'espaces forestiers sans exploitation. L'auteur reprend alors des arguments de François Terrasson sur l'imaginaire lié à la forêt. Il dénonce la peur de la nature des gestionnaires de l'ONF et revendique le droit à avoir une forêt pour le simple plaisir de l'émotion. Dans le dernier chapitre, Didier Carbiener élargit la réflexion à la protection de la nature et à l'écologie en général, répondant aux questions sur l'humanisme.

C'est extrêmement bien documenté, accessible, argumenté et c'est avec une grande maîtrise que l'auteur replace la gestion des forêts dans une vision écologiste plus globale. Seul regret : s'il aborde la question du sens culturel de la forêt, on regrettera qu'il ne reprenne pas un autre argument développé par Terrasson qui rappelle que ce n'est pas avec des réserves pour les Indiens que l'on obtiendra que l'Amérique du Nord adopte une culture indienne. De la même manière, nous ne pensons pas que c'est en créant des réserves naturelles que l'on amènera le système à renoncer à la destruction de la nature. La loi issue du système dominant n'est pas suffisante : l'auteur le souligne quand il rappelle que l'on fait les réserves là où elles gênent le moins.

On regrettera donc que l'auteur, pourtant militant associatif, n'est pas consacré au moins une partie de sa conclusion sur le rôle indis-



pensable des associations. Malgré ce bémol, cela restera un livre de référence. MB.

NOUS AVONS EGALEMENT REÇU

FUTURIBLES

N°206 - Février 1996 - 70 F

Cette revue de perspectives aborde dans ce numéro plusieurs sujets qui nous intéressent. Un article sur la violence écrit par un responsable des Renseignements Généraux et un article sur les essais écrit par un ingénieur du nucléaire. Comme quoi, il y en a qui se pose des questions sur le sens de leurs métiers.

DU DON A L'AIDE

Le marché de l'altruisme
de Myriam Donsimoni
Ed. L'Harmattan
1995 - 228 p. - 120 F

On espérait une étude en détail des méthodes des différentes organisations de solidarité internationale, mais ce livre est avant tout théorique. Il présente de multiples méthodes, fait des comparaisons générales, introduit des concepts philosophiques sur la notion d'aide, mais ne donne que deux exemples français : le CCFD, comité catholique

contre la faim et pour le développement, et Médecins sans Frontières. Pour administrateurs d'ONG.

HATHA YOGA

Introduction à la pratique
de Jean-Jacques Bosc
Ed. Utovie
1996 - 48 p. - 36 F

Le Hata Yoga est le plus connu des yogas : celui qui s'exprime par des gestes de gymnastique. Ce petit guide décrit 32 exercices et leur influence. 4ème réédition en dix ans.

Le livre du mois

LES VRAIES RICHESSES

Pistes pour vivre plus simplement

de Pierre Pradervand

Ed. Jouvence

1996 - 250 p. - 96 FF ou 26 FS

Pierre Pradervand a beaucoup voyagé dans les pays dits "en développement", ce qui l'a amené progressivement à s'interroger sur le sens de notre société de gaspillage. Prenant conscience que le niveau de vie occidental n'est pas reproductible à l'échelle de la planète, il s'est interrogé sur la possibilité pour les habitants des pays les plus riches de vivre plus simplement, c'est-à-dire en pillant moins les ressources naturelles.

Après un rapide tour d'horizon de la surconsommation actuelle, il dénonce la vision "économiste" du monde.

"La seule façon de permettre la croissance économique soutenue - objectif de tous les gouvernements depuis la guerre - est de pousser à la consommation. Nous avons suivi ce programme en élèves zélés ! Mais il y a trois petits hics à la réalisation de ce programme : nous avons porté de graves atteintes à notre environnement, créé un fossé croissant entre les pauvres et les riches (tant au Nord qu'au Sud), et surtout, notre insatisfaction semble s'accroître en proportion directe de la quantité de choses consommées" (p.27).

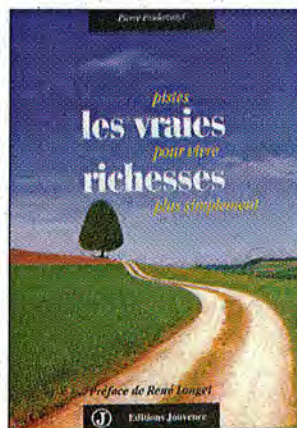
"La pollution est non seule-

ment comptée comme une richesse dans le PNB, mais elle peut être comptabilisée trois fois ! Une première fois quand elle est produite par l'entreprise x dans le cadre de la production de biens, une deuxième fois dans le cadre des mesures concrètes prises pour lutter contre la pollution, et une troisième fois à travers les soins médicaux donnés à ceux qui tombent malades à cause d'elle" (p.62).

Avec de nombreuses références à des auteurs connus (Gandhi, Schumacher...) et aux religions, il essaie alors de définir ce qu'est la "richesse" et montre très bien que celle-ci se situe d'abord dans sa tête (l'être) et non dans les possessions matérielles (l'avoir). "Tant les grandes sagesse de l'humanité que notre propre expérience nous montre que le bonheur se situe d'abord sur le plan non matériel, mais dans le domaine de l'esprit, du spirituel, de la satisfaction morale, culturelle et esthétique, et de l'expression de nos merveilleuses qualités humaines" (p.37). "Dire je désire cet objet, c'est situer son bonheur en dehors de soi, c'est croire qu'une chose ou un objet peut nous satisfaire, alors que le bonheur

vrai réside dans notre capacité à donner, à rayonner la joie, à vivre dans l'amour" (p.39).

Dans un chapitre très fouillé, l'auteur s'attaque à l'un des problèmes majeurs de la problématique écologiste : qu'est-ce que vivre avec "assez". Il en arrive à la conclusion suivante : "on pourrait définir le superflu comme toute chose qui n'a pas d'utilité, de rôle, ou de fonction significative dans notre vie, mais qui occupe ou encombre notre espace physique et mental" (p.75).



Et il précise : "Dans une société où l'homme est trop souvent réduit à une sorte d'œsophage destiné à absorber toujours plus effacement de plus en plus de produits dont il a de moins en moins besoin, la surconsommation ne produisant pas le bonheur, le bonheur lui-même devient suspect" (p.94).

Il rappelle ensuite l'histoire du "centième singe" : sur une île, des scientifiques

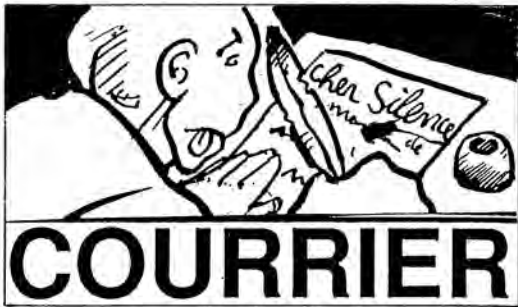
observent le comportement de singes qui mangent des pommes de terre pleines de sable. Un jour, un des singes pense à les laver dans l'eau de mer avant de les manger. Tout doucement, d'autres singes copient le geste. Lorsque le centième singe fait de même, du jour au lendemain, tous les singes s'y mettent. Par ce parallèle, il veut dire que souvent nous avons l'impression que nos petits gestes ne changent rien. Mais si nous sommes le centième singe alors c'est une pratique qui peut devenir générale.

"Si nous ne créons pas un monde qui marche pour tous, il ne fonctionnera bientôt pour personne" (p.109).

Autre originalité de ce livre : la très bonne analyse sur le conformisme social. La peur de se marginaliser dans son comportement fait que souvent nous n'osons pas nous lancer.

La brève analyse de ce qu'est la mort me laisse sceptique.

La seconde moitié du livre est extrêmement pratique : alternant questions au lecteur et exemples, Pierre Pradervand nous interroge sur notre vision du monde : comment ressentons-nous le temps et l'argent et comment commencer à vivre sa vie autrement. "La vie simple commence peut-être simplement par un ralentissement du rythme frénétique de notre vie" (p.156). Un livre pratique qui vous remue bien les neurones et devrait provoquer en vous une irrésistible envie de "vivre autrement". MB.



EUROPE : QUELS CRITERES POUR QUELLE CONVERGENCE ?

Où ou non faut-il réaliser la monnaie unique dans les délais et avec les critères de convergence inscrits dans le traité de Maastricht ?

Certains en justifient l'urgence par la nécessité de disposer d'une monnaie forte pour faire face au dollar et continuer l'ouverture de l'Europe sur le monde, "pour conquérir des marchés et faire reculer le chômage".

Cette approche exclusivement économiste repose sur le dogme ultra-libéral des "avantages comparatifs" développé au siècle dernier.

Ces "avantages" sont, aujourd'hui, surtout la main d'œuvre taillable et corvéable à merci et l'absence de règles environnementales dans les pays sous-développés ou en voie de développement. Leurs productions à bas prix commercialisées dans les pays "riches", permettent des profits très importants aux intermédiaires qui exploitent ces différences.

Sans régulateur, cette économie conduit, ici, au chômage, à la diminution du pouvoir d'achat collectif, et met en cause la pérennité du système par l'épuisement des marchés solvables. Pour tenter de relancer la machine et de rester "compétitif", il faut augmenter la productivité, donner des aides et diminuer les charges des entreprises, engager des grands travaux, inviter à consommer, mais avec quel argent ? ... Alors que ces replâtrages conduisent à un endettement public exponentiel, la société continue à se désagréger.

Pour imaginer, ce libéralisme ressemble à une course à l'échafaud, jeu idiot qui consiste à prendre une personne par une partie bien précise de son anatomie pour la déséquilibrer. Elle doit courir, toujours plus vite, après son équilibre. Si le jeu se poursuit, la chute est inévitable.

Choisir la citoyenneté

Même si une monnaie européenne limitait les risques de spéculation financière, qu'elle soit unique ou non, elle ne peut être une fin en soi. Elle n'est qu'un moyen qui s'intègre dans la problématique de la construction européenne.

Ne débattre que sur la monnaie, c'est accepter implicitement un type de société. C'est choisir la tutelle de l'économie sur la démocratie. C'est consacrer le marché et le profit comme bases où seules les fonctions de producteurs, spéculateurs et consommateurs ont droit de cité. Ce n'est pas la société que veulent les écologistes. Pour eux, c'est la démocratie et l'épanouissement humain dans le respect des générations futures qui doivent être privilégiés.

Dans ce cas, c'est le citoyen, imprégné de valeurs civiques, qui est acteur. La démocratie, l'équité, la solidarité et le respect de l'environnement en sont les fondements. L'économie est au service des Hommes. Une telle communauté ne se construit pas par décret. Elle ne peut qu'être le fruit, cultivé avec patience, d'une volonté commune. Pour que le fruit mûrisse, il faut donner du temps au temps !

Pour conclure, pour réaliser l'Europe démocratique que nous voulons à l'instar des Constituants de 1789, la priorité est la construction de l'Europe politique. Elle doit être fondée sur une constitution qui décline les grands principes d'une démocratie citoyenne, humaniste et écologiste. Dans cette Europe, la monnaie aura toute sa place d'outil fédérateur économique fonctionnel.

Ce sont là les critères de convergence que les écologistes inscrivent dans la notion de développement durable.

Serge GRASS
Conseiller Régional
de Franche-Comté.

ENERGIE ET AUTOMOBILE

C'est la deuxième fois que j'observe une affirmation, sans citation de source, dans le journal qui ne semble pas correcte. Dans le n°201 p.16 puis dans le 202 p.39, vous écrivez que la construction d'une voiture serait responsable de 75-80 % de sa consommation d'énergie totale (sur son cycle de vie totale) et par conséquent de 75-80 % de la pollution engendrée, selon des sources allemandes. Lesquelles ?

J'aimerais savoir d'où vous avez obtenu cette information qui me semble totalement fautive, car selon mes informations (aussi d'Allemagne) la phase de construction d'une voiture consomme en moyenne 10 % de sa consommation d'énergie sur son cycle de vie (fabrication, utilisation, entretien et traitement après usage). L'impact environnemental étant étroitement lié à la consommation d'énergie, il y a par conséquent à peu près la même importance en ce qui concerne la phase de fabrication.

Etant ingénieur et ayant fait une thèse sur l'impact environnemental des bâtiments dont la phase d'utilisation est prépondérante, comme il me semble pour les voitures, j'ai une très grande confiance dans ma source d'information.

Par contre, la publication de telles informations erronées de votre part, sans citation de source, ne peut que nuire à la crédibilité de votre journal, qui par ailleurs est de bonne qualité et donne des informations précieuses. Bernd POLSTER
Paris

Silence : avec cette lettre, Bernd Polster nous confie une étude de l'association des ingénieurs allemands (Düsseldorf 1993) qui arrive aux conclusions suivantes : fabrication (montage + fabrication des pièces) : 9,2 %, utilisation 83 % traitement après usage 7,8 %.

Malheureusement, nous ne retrouvons plus la source de notre information (que nous reprenons depuis plusieurs années dans Silence). C'est extrait d'une étude d'un Ökoinstitut allemand qui répondait, dans une des nombreuses revues que nous recevons, à la question suivante : "faut-il mieux changer ou réparer nos machines". Nous l'avons reprise à un moment où une polémique existait sur le rendement réel des lampes économes. La conclusion de cette étude était qu'il fallait toujours mieux garder un vieil équipement (auto, frigo...), même s'il consomme plus, que de le changer, car, dans tous les cas, on gaspille moins en réparant et en entretenant qu'en achetant du neuf. Pour les lampes économes, les auteurs conseillaient de finir d'utiliser les anciennes lampes dans les lieux de passage rapide (WC, couloirs).

Pour notre part, cette deuxième position nous paraît crédible. Maintenant sur le chiffre de 75-80 %, des polémiques éclatent régulièrement sur ce sujet. Il faut savoir jusqu'où l'on va dans l'étude : l'étude s'arrête-t-elle à l'achat de chacune des pièces du véhicule ou

tient-on compte que telle partie en aluminium a été fabriquée avec ce métal provenant de tel haut-fourneau alimenté par tel mode d'énergie, le charbon par exemple, amené de tel endroit, l'aluminium étant extrait de la bauxite qui provient de telle mine et laissant comme déchet du fluor qu'il va falloir utiliser de telle manière (dans le dentifrice par exemple...). Combien ont consommé les camions entre la mine de bauxite, l'usine de fabrication d'aluminium, l'usine de fabrication de la pièce, l'usine de montage de la voiture... Et on peut poursuivre plus loin : combien ces camions ont-ils consommé en énergie pour leurs fabrications. A-t-on inclus l'usage des voitures qu'utilisent les salariés de ces différentes usines, l'énergie pour construire les routes pour ces véhicules...

Nous avons publié une étude sur la fabrication d'un pot de yaourt aux fraises (Silence n°167) qui montre qu'il faut faire presque 10 000 km de route pour réunir les ingrédients de ce pot. L'étude conclut qu'elle a été faite sur un produit apparemment simple et dit qu'il est quasiment impossible de le faire sur un produit complexe. Or la voiture est sans doute l'un des produits les plus complexes (combien de milliers de pièces en comptant les composants électroniques ?)

Nous avons également publié les résultats d'une étude économique de l'INESTENE, organisme indépendant, sur la rentabilité d'une centrale nucléaire (n°117). EDF annonçait qu'une centrale PWR est rentabilisée en 7-8 ans. L'étude montre qu'après 10 ans de fonctionnement, la centrale de Fessenheim n'avait remboursé que la moitié de ses investissements. L'étude chiffrait à 23 ans le "temps de retour" de Fessenheim à condition qu'il n'y ait pas de grosses pannes. Depuis l'étude, il a fallu changer le couvercle de la cuve et les générateurs de vapeur sont aujourd'hui défectueux... Ceci montre à l'évidence que les sources d'information ont leurs importances : l'association des ingénieurs allemands travaille pour qui ?

Georgescu-Roegen, auteur du livre "La décroissance" (voir n°203), va encore plus loin : en s'appuyant sur les principes de la thermodynamique, il démontre qu'une utilisation de nos ressources - autre que d'origine solaire - ne peut dégager un bénéfice énergétique qu'à une condition : celle d'entasser des déchets. Car si l'on veut détruire complètement les déchets et revenir à la condition initiale, il faudra toujours plus d'énergie que ce que le système étudié en a dégagé. Pour lui, une société sans déchets est une société qui ne fonctionne qu'avec la seule source d'énergie extérieure à la planète : le Soleil.

Et même si les voitures étaient fabriquées entièrement à l'énergie solaire (toutes pièces comprises), et roulaient à l'énergie solaire, on pourrait encore discuter des autres inconvénients de la voiture (paysage, mortalité, individualisme...). Une voiture écolo, ça n'existe pas.

EMBALLAGES ET INCINERATION

Il m'arrive de temps à autre d'écrire à des sociétés pour me plaindre ou simplement demander des informations. En particulier sur la question des emballages et des déchets. Pouvez-vous m'indiquer :
- les matières considérées comme recyclables,
- les emballages pouvant être incinérés
- comment ne pas avoir de gaz nocifs lors de la combustion (...) ?
Alain BAILLY-SALIN
Indre-et-Loire

Silence : est "recyclable" un objet qui peut accomplir un cycle et revenir à son point de départ. C'est le cas de toutes les matières végétales qui poussent du sol grâce à l'énergie solaire et qui y retournent sous forme de compost (en particulier le bois) à condition de ne pas être traitées avec des produits chimiques qui eux peuvent polluer les sols et notre santé. C'est le cas d'une bouteille en verre qui chauffée peut redonner du verre qui peut redevenir une bouteille. Idem pour les métaux utilisés individuellement. C'est presque le cas du papier qui, recyclé, peut donner un papier de qualité légèrement inférieure (raccourcissement des fibres que l'on compense en ajoutant un petit pourcentage de papier "neuf"). Ce n'est pas le cas des plastiques qui fondus se dégradent : une bouteille

plastique ne peut redevenir une bouteille. Ce n'est pas le cas de nombreux appareils constitués de multiples matériaux difficiles de séparer.
Concernant l'incinération : même le feu de bois contient des molécules toxiques. Mieux vaut composter ce qui se décompose naturellement. Pour le reste, la seule solution est de ne pas produire des objets jetables mais réparables et de longue durée (ce qui n'est évidemment pas le cas des emballages).
Pour se documenter sur les incinérateurs, voir la coordination nationale sur le sujet animée par Greenpeace, 28 rue des petites écuries, 75010 Paris.

Je ne fume pas beaucoup, mais je n'ai pas envie d'arrêter. Pourquoi les fumeurs n'auraient-ils pas le droit de consommer du tabac de qualité ? On trouve bien du vin bio ! Alors pourquoi pas du tabac. Peut-on en cultiver chez soi ? Et où se procurer les graines ? Bien sûr, le tabac est une plante toxique, mais personne ne dit rien des produits ajoutés qui multiplient cette toxicité. Je n'ai jamais rien lu ou entendu sur ce sujet. (...) Je constate une fois encore qu'on n'ose pas s'attaquer aux grandes firmes qui détiennent le monopole du tabac.
Pascale JAMES
Manche

Silence : les grandes firmes (en France l'Etat !) ne sont pas folles : les produits ajoutés ne sont pas mis pour augmenter la toxicité mais pour augmenter la dépendance : un bon client est un client qui consomme longtemps et le plus possible.
Concernant la culture par soi-même, sachez quand même que dans les cigarettes commercialisées, 80 % de la nicotine et des goudrons sont enlevés (pour cause de toxicité précisément).
Maintenant libre à vous de cultiver votre mort.

En réponse à Mr Sagner de l'Oise (n°203), vous constatez que les jeunes femmes françaises n'ont pas assez de lait, et vous soupçonnez un effet pervers des pesticides, mais le plus souvent, la cause réelle du manque de lait n'est pas physiologique, mais est provoquée par une mauvaise conduite de l'allaitement.
(...) Pour que la lactation s'établisse correctement, il convient d'allaiter le bébé aussi souvent que possible et aussi longtemps que la mère le souhaite. Plus le bébé va téter, plus il va stimuler les seins et plus ils produiront du lait.
Malheureusement, très souvent, dans les cas où le nouveau-né perd trop de poids, ou ne prend pas assez vite du poids, la mère va s'entendre dire "vous n'avez pas assez de lait, il faut donner des compléments". Mais ces biberons de compléments, en plus des effets iatrogènes possibles, vont accentuer l'insuffisance de lactation. Le bébé, repu par les biberons, va moins téter, moins stimuler les seins, moins de lait sera fabriqué et le bébé, de plus en plus frustré au sein, va réclamer des compléments de plus en plus important et pourra même refuser le sein. Et voilà comment tant de bébés sont sevrés du sein au bout de 10 ou 15 jours, sans que la mère comprenne ce qui s'est passé.
Pour en savoir plus, vous pouvez contacter l'association Leche League BP 18, 78620 L'étang-la-Ville, tél : (1) 39 58 45 84. (...) Monique CHOAIN
Aisne.

DU TABAC BIO ?

ALLAITEMENT

anciens numéros

- 146 Verts : la politique autrement. Maison de vigilance de Taverny. Canal Rhin-Rhône. Rythme de travail et santé. Orcaades..... 18 F
- 154 Amiante. Vallée d'Aspe. Arsenic en Ardèche. LHT. Agir ici. Assises de l'écologie. Essais nucléaires. Femmes et travail..... 18 F
- 157 Non à l'écologie libérale. Maastricht. Plutonium. Fessenheim. Civaux. Malville. Aide au développement. Appel Heidelberg 18 F
- 158 Extrême-droite et écologie. Green Belt Movement. Violence télé. Yougoslavie. Japon et plutonium. Nickel et chrome. Plastiques. Label. Nike. Nestlé. Pensée sauvage..... 18 F
- 162 La prison autrement. Somport. Forêts tropicales. Indonésie : développement destructeur. Yougoslavie. Malville. Argent et pouvoir comme drogues. Utopie verte..... 20 F
- 164 Bioéconomie et biosphère. Narmada. Malville. Bio-carburants. Tchernobyl. Seuil d'exemption. Economiser l'électricité..... 20 F
- 165 Yougoslavie. Semences de la famine. GATT. Plantes comestibles sauvages. Politique : la proie pour l'ombre. Malville..... 20 F
- 166 Moruroo : comment s'arrêter. Yougoslavie. Tomsk. Malville. Somport. Banque Mondiale et citoyens. Nouveaux écologistes. Ecotopia. Banques alternatives. Croissance durable..... 20 F
- 169 Délocalisation, chômage et solidarité. Vêtements toxiques. Vallée d'Aspe. Ambiance bois. Reconversion des usines d'armement. Malville. Semences de la famine. Verts..... 20 F
- 170 Racisme et environnement. Somport. Péniche pour la paix. Chauvre. Télévision et violence. Le Bio-Lopin. L'AIEA. Energie solaire et barrages. L'emprise des logiques sociales..... 20 F
- 171 Pollutions électromagnétiques. Phébus. Malville.

- Inondations et aménagement doux. A.Carrel. L'avenir du travail. Le système planétaire..... 20 F
- 172 Après Rio : un monde à venir. Feuille d'érable. Palestine-Israël. La dérive technologiste. Esperanto. Malville. Inondations..... 20 F
- 173 Mr Sada. ingérence méfiance. Déchets toxiques suisses. Développement, environnement et aide. Malville. Somport..... 20 F
- 174 Vallée d'Aspe : alternative ferroviaire. Arsenic. Barrages et nucléaire. Entre réduction ou ouverture (1)..... 20 F
- 175 Eoliennes : le vent en poupe ! Co-volantage. Entre réduction et ouverture (2)..... 20 F
- 176 Superphénix : la marche en avant. Nucléaire : la loi du silence Transports : suivons les Suisses ! Entre réduction et ouverture (3)..... 20 F
- 177 Quelle écologie radicale ? Héritage du nucléaire. Marche contre le chômage. Voile et intégrisme ? Somport. Malville. Escroquerie du développement durable..... 20 F
- 178 Comment démilitariser ? Citoyens pour la paix. Conscription. Service civil. Reconversion de l'industrie d'armement. L'Inestée. Malville. Importations de déchets. Mac-do..... 20 F
- 181 Energies douces au Sud (1) : Mauritanie, Zimbabwe, Bénin. Malville. Libérons les boîtes aux lettres..... 23 F
- 182 Energies douces au Sud (2) : Burkina. Mali. Tunisie. Zaïre. Quel développement ? Artisans du Monde. La « Ville-monde » face à l'inertie sécuritaire..... 23 F
- 183 Les centres écologiques. Malville. Ecologie : quelle expression politique ? Bazar sans frontières. Le travail valeur d'échange ?..... 23 F
- 184 Breton Wood : 50 ans ça suffit ! Le piège du gouvernement mondial. Une société équilibrée en paix avec la planète. Maison de quartier de Neudorf. Energies renouvelables. Bhopal..... 23 F
- 185-186 Amiante. La fin du travail. Espère. Castors. Centre énergies renouvelables de Tarbes..... 35 F
- 187 Prolifération nucléaire (1). Israël. Asie. Marcher. Société informatico-policière..... 23 F
- 188 Prolifération nucléaire (2). Neve Shalom.

- Le solaire dans les régions froides. Matérialisme, mécanisme et impérialisme..... 23 F
- 189 Autonomie toujours. Réseau Santé. Cun du Larzac. Servas. Laine de verre cancérogène. Ecologistes : éloge de la différence..... 23 F
- 190 Le Nicaragua face au marché mondial. Bremelis : démantèlement. Malville. La retraite : une solution au chômage ?..... 23 F
- 191 Santé : vers l'autonomie (1). Climat : compromis de Berlin. Champ d'action. La loi et les femmes. Yougoslavie. Verts Allemands..... 23 F
- 195 Stop Essais : Campagne contre la reprise. La fin de la dissuasion la simulation alibi. Le nucléaire civilitaire... Israël : Vanunu. Somport..... 23 F
- 196 Canal Rhin-Rhône : non à l'eau-toroute ! Autoroute Grenoble-Sisteron. Santé, vers l'autonomie (4). Irlande. Les urnes ou la vie..... 23 F
- 197 La défense par actions civiles (1). La Hague. Grûnen et non-violence. Essais nucléaires. Amiante. Salsigne. Ozone. ASI. Coface..... 23 F
- 198 Ni décharges, ni incinérateurs. Lobbys routiers européens. Défense par actions civiles (2). Méthanisation. Essais nucléaires..... 23 F
- 199-200 Ecologie, à gauche, à droite, ailleurs ? avec Anger, Archimbaud, Bégin, Clark, Cochet, Dierckx, Fernex, Galland, Galtié, Lalande, Lipietz, Mongeau, Packin, Waechter. Turquie sanglante. Santé, vers l'autonomie (5)..... 35 F
- 201 Marée noire sur les droits de la personne. Shell au Nigeria. Total en Birmanie. Monju. Loi de programmation militaire. Déficit Etat..... 23 F
- 202 Soyons Réseau-nables, la Maforn de Pantin. Primevère, L'Impatient, Cuisseur solaire..... 23 F
- 203 Sortir du nucléaire. Mythes du nucléaire. Sites dangereux, déchets, Tchernobyl. Economies d'énergie, énergies renouvelables..... 23 F
- 204 G7 : l'argent d'abord. Les autres voix de la Planète. Femmes algériennes. Santé, vers l'autonomie (6). Pour une nouvelle culture du travail..... 23 F

Prix franco de port. Les numéros ne figurant plus sur cette liste ne sont plus disponibles.

Je m'abonne :

☐ Particulier	12 n°.....	220 F
☐ Dom-tom et étranger	12 n°.....	270 F
☐ Institution	12 n°.....	440 F
☐ Soutien	12 n°.....	300 F et +
☐ Petit futé	24 n°.....	380 F
☐ Groupés par 3 ex.	36 n°.....	570 F
☐ Groupés par 5 ex.	60 n°.....	850 F
☐ Petit budget	12 n°.....	190 F

Je m'informe :

Hors-série Silence	23 F
☐ Paris Dakar : l'écologie	23 F
☐ La menace chimique	30 F
☐ Radioactivité, les dangers	30 F
☐ Energies renouvelables	30 F
☐ Les métiers de l'écologie	70 F
☐ Du chômage à l'autonomie conviviale	30 F
Editions Silence	
☐ Le soleil à votre table	89 F
☐ La liberté de circuler	70 F
☐ Nucléaire ? Non merci	75 F
☐ Le nucléaire détrône	30 F
☐ Séphastoché, mon premier cuisinier	36 F
☐ Superphénix : le dossier	30 F
☐ Quelle écologie radicale ?	70 F
☐ Un cuisinier solaire facile à faire	20 F
☐ Construire une cuisine solaire	20 F

Diffusion Silence	
Ed. Ecosystème (Montréal)	
☐ Pour un pays sans armée	75 F
☐ Pour que demain soit	75 F
☐ L'écologie ou la sagesse de la nature	75 F
☐ Moi, ma santé	75 F
☐ L'écologie politique	75 F
☐ Entre Nous, rebâtir nos communautés	98 F
☐ Et si le Tiers-Monde s'autofinancait	98 F
☐ Deux roues, un avenir	98 F
Ed. Lucien Souny (Limoges)	
☐ La dignité antinucléaire	50 F
Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)	
☐ Qu'est-ce que l'écologie sociale ?	35 F
☐ Pour une écologie de la liberté	88 F
☐ Ecologie et politique de l'anarchisme	38 F
Ed. Ulivie (Landes)	
☐ La désobéissance civile	36 F
☐ Nous sommes peut-être frères	36 F
Ed. Alternatives (Paris)	
☐ Le catalogue des ressources	180 F
Ed. Courrier du livre (Paris)	
☐ Le solaire pour tous	90 F
Ed. Georg (Lausanne)	
☐ Additifs alimentaire	98 F
☐ Gestion des déchets	98 F
☐ Les sols	98 F
☐ L'eau	98 F
☐ La radioactivité	98 F
☐ L'alimentation	98 F
☐ La diversité biologique	98 F
☐ L'air	98 F
☐ Le bruit	98 F

Frais de port :

☐ 1 ouvrage	15 F
☐ 2 ouvrages	28 F
☐ 3 ouvrages et plus	40 F
☐ Je souhaite recevoir une présentation plus détaillée des ouvrages ci-dessus	
☐ Je commande les anciens numéros suivants :	

Je règle un total de :

Mes coordonnées :

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Règlement à l'ordre de Silence,

Si par hasard vous possédez un de ces objets,
vous pouvez faire libérer un Homme.



Amnesty International, 4 rue de la Pierre Levée 75553 Paris Cedex 11 - 3615 Amnesty.